



2018

RAPPORT FINANCIER



Shared **innovation**



04 RAPPORT DE GESTION

24 COMPTES CONSOLIDÉS

30 ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

- 30 • Faits significatifs de l'exercice
- 32 • Principes et méthodes comptables du Groupe
- 41 • Actif non courant
- 48 • Actif courant
- 50 • Capitaux propres
- 51 • Provisions non courantes et courantes
- 52 • Actifs et passifs d'impôts non courants
- 54 • Dettes financières non courantes et courantes
- 56 • Principaux éléments de variation de l'excédent financier net
- 57 • Autres passifs courants
- 58 • Chiffre d'affaires et autres produits de l'activité
- 59 • Résultat opérationnel et EBITDA
- 60 • Produit de l'excédent financier net et autres produits et charges financiers
- 61 • Impôts sur le résultat
- 62 • Résultat net et résultat dilué par action
- 63 • Information sectorielle
- 65 • Instruments financiers
- 67 • Engagements hors bilan au 31 décembre 2018
- 69 • Effectif moyen et engagements envers le personnel
- 71 • Informations sur les parties liées
- 72 • Informations complémentaires sur le tableau de flux de trésorerie
- 74 • Impacts liés à la première application des normes IFRS 15 :
« Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers »
- 78 • Impacts liés à la première application de la norme IFRS 16 :
« contrats de location » et de l'interprétation IFRIC 23 :
« incertitude relative aux traitements fiscaux »
- 93 • Honoraires des Commissaires aux comptes
- 94 • Liste des principales entités consolidées au 31 décembre 2018

99 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

102 COMPTES INDIVIDUELS

BOUYGUES CONSTRUCTION : L'INNOVATION PARTAGÉE

Bouygues Construction conçoit, réalise, rénove, exploite et déconstruit des ouvrages dans les secteurs du bâtiment, des infrastructures et de l'industrie au bénéfice de clients privés et publics. Présent dans plus de soixante pays, Bouygues Construction est un acteur global, positionné sur chaque maillon de la chaîne de valeur de la construction.

COLLABORATEURS

56 981



CHIFFRE D'AFFAIRES



12 358 M€

(+6 %)

MARGE OPÉRATIONNELLE COURANTE



3,0% (-0,1 point)

2,1% hors cession
partielle d'Axione⁽¹⁾
(-1 point)

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE



296 M€

(-7 %)

CARNET DE COMMANDES



22,2 MD€

Taux de croissance du carnet de commandes à taux de change et périmètre constant (hors Alpiq) de +5 % et hors Alpiq ES, AW Edwards et Axione



Morland Mixite Capitale. © Elise Robaglia

⁽¹⁾ Hors 106 millions d'euros de plus-value liée à la cession partielle des titres d'Axione et de la réévaluation de la participation conservée.

CONTRATS MAJEURS SIGNÉS

- Tunnel « WestConnex » (Australie)
- Laboratoire de physique de l'université de Cambridge (Royaume-Uni)
- Projet Ocean Cay (Bahamas)
- Siège de la Métropole européenne de Lille, Biotopie (France)
- Complexe sportif et événementiel CO'Met à Orléans (France)



FAITS MARQUANTS

OUVRAGES EN COURS

- Tour Alto à la Défense (France)
- Grand Paris, ligne 15, lots T2A et T3A (France)
- Campus Innovation de l'Université de Cardiff (Royaume-Uni)
- Déploiement de la Fibre dans les Hauts-de-France (France)
- Rénovation du 17 boulevard Morland à Paris (France)
- Métro de Melbourne (Australie)

OUVRAGES LIVRÉS

- Pont de Hong Kong – Zhuhai – Macao (Chine)
- Hippodrome ParisLongchamp (France)
- Siège The Triangle de Cambridge Assessment (Royaume-Uni)
- Usine clés en main de Hexcel⁽¹⁾ en Isère (France)
- Écoquartier Greencity (étape 1) à Zurich (Suisse)

ACQUISITIONS/CESSIONS

- Acquisitions : Alpiq InTec (Suisse), Kraftanlagen München (Allemagne) et AW Edwards (Australie)
- Entrée de Mirova au capital d'Axione à hauteur de 49 %



⁽¹⁾ Numéro Un mondial de la fibre de carbone.

RAPPORT DE GESTION

INTRODUCTION

Bouygues Construction intervient dans le bâtiment, les infrastructures et l'industrie avec la volonté d'être **un acteur global positionné sur chaque maillon de la chaîne de valeur de la construction.**

Bouygues Construction est reconnu comme **un acteur de référence en matière de construction durable** réalisant de nombreux écoquartiers, des bâtiments bas carbone (construction bois), des ouvrages aux meilleurs éco-standards mondiaux ou des réhabilitations de sites pour atteindre « l'énergie positive »¹. L'entreprise développe des modèles économiques circulaires, dès la phase de conception des projets et jusqu'au recyclage de leurs déchets.

L'entreprise est de plus en plus présente sur des ouvrages de grande ampleur à forte valeur ajoutée et sur des projets à plus grande échelle allant du quartier à la ville connectée.

Responsable et engagé, Bouygues Construction assume pleinement sa responsabilité sociale et sociétale en s'engageant fortement en matière d'éthique commerciale et managériale et en donnant la priorité à la santé-sécurité.

STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ET OPPORTUNITÉS

La stratégie de Bouygues Construction s'articule autour de trois axes :

- **Être un acteur global dans les pays où Bouygues Construction est implanté de manière pérenne** (Australie, Canada, France, Grande-Bretagne, Hong Kong, Suisse, etc.) en s'appuyant sur des offres innovantes. Les acquisitions d'Alpiq Engineering Services en Suisse et d'AW Edwards en Australie s'inscrivent pleinement dans cette stratégie. L'acquisition de Kraftanlagen München en Allemagne est quant à elle l'occasion de s'implanter de manière pérenne dans un nouveau pays ;
- **Développer des projets d'exception avec des partenaires locaux ;**
- **Rééquilibrer ses activités vers l'industrie et les énergies et services.**

Plus particulièrement, Bouygues Construction a pour ambition :

- de renforcer ses activités de développement immobilier en s'appuyant sur son réseau Linkcity ;
- de se positionner comme un acteur leader de la conception et de l'exploitation de *smart cities* ;
- de rester un acteur de premier plan sur le marché des grandes infrastructures : ponts, tunnels, concessions et PPP en France et à l'international et de développer ses activités de réparation d'ouvrages dont les besoins sont croissants ;
- d'élargir ses compétences dans les domaines du processus et de la maintenance industriels et de développer ses compétences de pointe (robotique, automatisme, *smart buildings*, Internet des objets, etc.) ;
- de développer des offres d'infrastructures de télécommunications en France et à l'international ;
- de poursuivre son développement dans les fermes solaires, en particulier à l'international.

Dans ces différentes activités, Bouygues Construction :

- propose des offres globales répondant aux besoins de ses clients en capitalisant sur ses connaissances des marchés dans les secteurs clés (réhabilitation, santé, hôtellerie, etc.) ;
- veille à la satisfaction de ses clients dans la durée, notamment par la maîtrise de l'exécution, la qualité des réalisations et l'accompagnement après-vente.

Par ailleurs, l'entreprise investit pour une productivité accrue et pour améliorer sa performance dans l'acte de construire.

FORCES ET ATOUTS

Innovant, responsable et engagé, Bouygues Construction peut, dans l'ensemble de ses métiers, compter sur de solides atouts :

- **un savoir-faire** qui repose sur le talent de ses collaborateurs, répartis dans plus de soixante pays et partageant les mêmes valeurs au service des clients ;
- **un positionnement sur toute la chaîne de valeur ;**
- **une forte présence internationale** : présent sur les cinq continents, Bouygues Construction intervient de façon pérenne grâce à ses filiales locales bien implantées, mais aussi sur des projets à forte expertise technique. Ces deux approches complémentaires lui donnent la flexibilité nécessaire pour mobiliser rapidement ses ressources sur les marchés à fort potentiel. Bouygues Construction réalise plus de la moitié de son chiffre d'affaires à l'international ;

1. Bâtiment à énergie positive = bâtiment qui produit plus d'énergie qu'il n'en consomme.

- **des offres différenciantes et à forte valeur ajoutée** en se basant sur une longue expérience en gestion de projets complexes, une connaissance spécifique dans la construction durable et une innovation constante sous toutes ses formes ;
- **une capacité d'adaptation aux évolutions des marchés** : le niveau du carnet de commandes offre une bonne visibilité à moyen terme et permet d'adapter les coûts, tout en concentrant les investissements commerciaux sur les marchés les plus dynamiques ;
- **un niveau élevé de trésorerie.**

POSITIONNEMENT CONCURRENTIEL

L'organisation des groupes concurrents rend difficile les comparaisons au niveau du périmètre de Bouygues Construction.

- **Monde** : d'après le classement 2017 de l'étude ENR parue en août 2018, le pôle Activités de construction du groupe Bouygues, représenté par ses trois métiers, se place sixième constructeur international (classement établi sur la base de la part de chiffre d'affaires réalisée à l'international).
- **Europe** : le pôle Activités de construction du groupe Bouygues (Bouygues Construction, Bouygues Immobilier, Colas) est le troisième constructeur européen derrière l'espagnol ACS et le pôle « *Contracting et Immobilier* » de Vinci, et devant Skanska (Suède) et Eiffage (France), selon le classement 2017 du magazine *Le Moniteur* de décembre 2018.
- **France** : pour ses activités de bâtiment et de travaux publics, Bouygues Construction est l'une des trois majors devant Eiffage Construction et derrière Vinci Construction (classement 2017 du magazine *Le Moniteur* de décembre 2018), sur un marché de 216 milliards d'euros (estimation d'Euroconstruct – décembre 2018).

PERFORMANCE COMMERCIALE RECORD

UNE PRISE DE COMMANDES EXCEPTIONNELLE

En 2018, la prise de commandes atteint 14,5 milliards d'euros. Elle inclut 19 contrats d'un montant supérieur à 100 millions d'euros, dont 13 à l'international.

En France, la prise de commandes s'établit à 5,8 milliards d'euros, en baisse de 6 % par rapport à 2017. Elle comprend notamment la rénovation du *17 boulevard Morland* à Paris en un ensemble immobilier de 44 000 m², la construction du Biotope, immeuble de sept étages devant accueillir le siège de la Métropole européenne de Lille ou encore la réalisation en partenariat public-privé d'un bâtiment d'enseignement sur le site de Paris-Saclay.

À l'international, la prise de commandes s'élève à 8,7 milliards d'euros, enregistrant une hausse de 25 % par rapport à 2017, suite aux acquisitions d'AW Edwards et d'Alpic Engineering Services (Alpic InTec et Kraftanlagen München). Elle comprend entre autres le projet de tunnel « WestConnex » en Australie, un laboratoire de physique pour l'université de Cambridge, trois nouveaux hôtels à Cuba, le projet de construction aux Bahamas d'une île artificielle consacrée au tourisme ou encore la réalisation d'une ferme solaire en Australie.

UN CARNET DE COMMANDES EN HAUSSE, OFFRANT UNE VISIBILITÉ À LONG TERME

Fin 2018, le carnet de commandes s'établit au niveau élevé de 22,2 milliards d'euros (+ 5 % par rapport à fin décembre 2017, + 7 % à change constant et + 5 % à change constant et hors Alpiq ES et AW Edwards) dont 61 % à exécuter à l'international. L'Europe et l'Asie-Océanie sont les deux zones d'activité les plus importantes à l'international. Fin 2018, l'activité acquise s'établit à 9,9 milliards d'euros pour 2019 et 12,3 milliards d'euros au-delà, offrant ainsi une bonne visibilité sur l'activité future.

UN CHIFFRE D'AFFAIRES TIRÉ PAR L'INTERNATIONAL

En 2018, le chiffre d'affaires s'établit à 12,4 milliards d'euros répartis entre les métiers Bâtiment et Travaux publics (74 %) et Énergies et Services (26 %). Il est en hausse de 6 % sur un an (+1 % à périmètre et taux de change constants).

En France, le chiffre d'affaires est globalement stable par rapport à 2017 et s'établit à 5,6 milliards d'euros, soit 45 % du chiffre d'affaires total. À l'international, le chiffre d'affaires atteint un niveau record de 6,8 milliards d'euros, en progression de 11 % par rapport à 2017. Cette performance s'explique notamment par l'acquisition par Bouygues Construction d'Alpiq InTec en Suisse, de Kraftanlagen München en Allemagne et de AW Edwards en Australie.

Des performances opérationnelles stables

Le résultat opérationnel courant est en légère hausse à 368 millions d'euros (363 millions d'euros en 2017) et la marge opérationnelle courante s'établit à 3,0 %, en diminution de 0,1 point par rapport à 2017. Ce résultat intègre un impact de 106 millions d'euros de plus-value liée à la cession partielle (49 %) des titres d'Axione au fonds Mirova (filiale de la BPCE) et à la réévaluation de la participation conservée. Retraité de cet impact, le résultat opérationnel courant s'élève à 262 millions d'euros et la marge opérationnelle courante à 2,1 %, en baisse d'un point sur un an. Les activités de Bâtiments et Travaux publics ont enregistré une très bonne performance en 2018 avec une marge de 4,2 % en hausse de 0,2 point sur un an. Le résultat opérationnel courant

a été impacté négativement par la finalisation difficile de trois projets en Irlande et au Royaume-Uni dans l'activité Energies & Services. En effet, deux centrales biomasse au Royaume-Uni ont rencontré des difficultés lors des phases de *commissioning and testing*², notamment liées à des désordres sur certains équipements, ce qui a engendré des délais, des coûts supplémentaires et des indemnités à verser aux clients. Le data centre en Irlande, objet d'une résiliation par le client, est quant à lui entré dans une nouvelle phase contentieuse à la suite de la demande, par le client, de l'application du plafond de pénalités.

Le résultat financier est de 54 millions d'euros (61 millions d'euros en 2017). Il intègre notamment la cession d'IEC Investments LTD.

Le résultat net part du Groupe s'établit à 296 millions d'euros.

Un excédent financier net élevé

L'excédent financier net de Bouygues Construction à fin 2018 s'établit à 3,1 milliards d'euros contre 3,4 milliards d'euros à fin 2017.

Retraité du coût des acquisitions, l'excédent financier net de Bouygues Construction s'établit à 3,6 milliards d'euros à fin 2018, en hausse par rapport à 2017.

ÉVOLUTION DES MARCHÉS ET DE L'ACTIVITÉ DE BOUYGUES CONSTRUCTION

ACTIVITÉ BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

En 2018, le chiffre d'affaires pour le bâtiment et les travaux publics atteint 9,2 milliards d'euros, en hausse de 1 % par rapport au niveau de 2017. L'activité est répartie entre la France pour 45 % et l'international pour 55 %.

France

La reprise du marché français de la construction s'est confirmée en 2018. Plusieurs dispositifs légaux de soutien à la construction de logements (Pinel, prêt à taux zéro, etc.) et les taux bancaires encore faibles ont favorisé directement le secteur du bâtiment. La bonne tenue de la commande publique et de l'investissement des entreprises contribue aussi à cette reprise. En Île-de-France, le marché de la construction est soutenu de manière durable par le projet du Grand Paris et le besoin important en logements. Le Grand Paris Express constitue notamment un marché de plus de trente milliards d'euros pour les travaux publics à l'horizon 2030.

Hors Île-de-France, l'activité se renforce, à la faveur de l'amélioration des finances publiques des collectivités locales et du contexte pré-électoral (municipales 2020).

Chiffre d'affaires 2018 : 4,1 milliards d'euros (- 2 %)

En Île-de-France, après la livraison courant 2018 d'ouvrages majeurs tels que les ensembles immobiliers des Batignolles à Paris, Bouygues Construction continue de réaliser de grands projets d'ouvrages fonctionnels, comme le centre commercial *Les 3 Fontaines* à Cergy ou encore la réhabilitation de *La Poste du Louvre* et de la *Bourse du Commerce* à Paris. L'entreprise réalise également des projets significatifs de génie civil qui modifieront l'environnement des transports, à travers les projets du Grand Paris (lots T2A et T3A de la ligne 15 Sud et ligne 14 du métro parisien). Dans le secteur de l'immobilier d'entreprise, le chantier de la *tour Alto* dans le quartier d'affaires de la Défense se poursuit, tout comme celui du bâtiment *Bridge*, futur siège social d'Orange à Issy-les-Moulineaux.

L'entreprise poursuit également son activité dans le secteur public, avec notamment le lancement du chantier du *Biotope* à Lille, devant accueillir le siège de la Métropole lilloise (MEL) ou encore la construction du centre événementiel et sportif *CO'Met* à Orléans.

Des ouvrages majeurs tels que le terminal 1 de l'aéroport Lyon Saint-Exupéry et l'usine de production de fibre de carbone *Hexcel* en Isère ont été livrés en 2018.

Sur le marché des travaux publics, Bouygues Construction réalise de grands ouvrages complexes tels que les travaux de génie civil du viaduc de la Nouvelle Route du Littoral à La Réunion et du port de Calais. Les travaux du tramway T2 de Nice se poursuivent également. Par ailleurs, Bouygues Construction dispose d'agences régionales spécialisées dans le petit génie civil et le terrassement.

Europe

La construction en Europe a connu une croissance de plus de 3 % en 2018, en léger recul par rapport à 2017 (4 %).

Les principaux facteurs de ce dynamisme sont la reprise économique, l'urbanisation croissante et le rattrapage des investissements dans ce secteur après plusieurs années de report suivant la crise financière de 2008.

En Europe de l'Ouest, les filiales de Bouygues Construction sont particulièrement actives sur les marchés britannique et suisse. Au Royaume-Uni, malgré les incertitudes liées au Brexit, le marché de la construction se stabilise. En Suisse, après avoir longtemps été tiré par le bâtiment, le marché de la construction est un peu moins dynamique.

Chiffre d'affaires 2018 : 2,0 milliards d'euros (- 4 %)

2. Test et mise en service.

Au **Royaume-Uni**, Bouygues Construction maintient son activité à travers des grands projets de logements, à l'exemple de la transformation du quartier de Canning Town à Londres. Elle vient aussi d'achever la construction de la tour *Manhattan Loft Gardens* dans le quartier de Stratford.

Dans le secteur de l'enseignement supérieur, Bouygues Construction a pris en commande deux ouvrages majeurs : le Campus Innovation de l'université de Cardiff devant accueillir deux centres de recherche et le Cavendish Lab III pour l'université de Cambridge.

L'entreprise réalise également les travaux de génie civil des EPR d'Hinkley Point qui fourniront à terme 7 % de la consommation d'électricité du Royaume-Uni et permettront d'approvisionner plus de cinq millions de foyers.

En **Suisse**, Bouygues Construction valorise sa maîtrise des projets complexes en développement immobilier, de plus en plus à l'échelle du quartier, à l'instar de l'ensemble immobilier Les jardins du couchant à Nyon, ainsi que les écoquartiers *Erlenmatt* à Bâle et *Greencity* à Zurich.

En **Europe centrale**, l'activité de bâtiment est assurée par des implantations locales en Pologne et République tchèque.

D'autres grands projets d'infrastructures en Europe font appel de manière ponctuelle à l'expertise de Bouygues Construction. En **Ukraine**, le chantier de confinement du réacteur accidenté de Tchernobyl a été achevé fin 2018. À **Monaco**, la réalisation du grand ouvrage d'extension en mer du territoire se poursuit.

Asie et Océanie

Le continent asiatique connaît une croissance rapide, en partie tirée par l'économie chinoise qui se rapproche du premier rang mondial.

Hong Kong, Singapour et le Myanmar restent des pays à fort potentiel.

En Australie, le marché du bâtiment est tiré par la construction de logements et de commerces, ainsi que par des investissements publics dans la santé. Par ailleurs, le marché de la construction d'infrastructures devrait rester soutenu par les investissements du gouvernement, en particulier dans le secteur de la route et des télécommunications.

Chiffre d'affaires 2018 : 2,1 milliards d'euros (+ 12 %)

En **Asie - Océanie**, Bouygues Construction capitalise sur son implantation locale forte, notamment à Hong Kong où elle est présente depuis plus de soixante ans. Plusieurs grands ouvrages y sont en cours de construction, notamment le tunnel routier sous-marin Tuen Mun - Chek Lap Kok et 2 x 2 tunnels destinés à l'extension de la ligne de métro *Shatin to Central Link*. Le pont de 9,4 kilomètres reliant Hong Kong à Zhuhai puis Macao a été livré en 2018.

Bouygues Construction est un acteur reconnu du bâtiment en Asie, en particulier pour les édifices de grande hauteur. À **Singapour**, l'entreprise poursuit la construction du complexe multi-usages *Project Glory* et a pris en commande la réalisation d'un ensemble comprenant six bâtiments de quinze étages. À **Bangkok**, l'entreprise construit l'un des deux immeubles du projet immobilier *The Esse at Singha Complex* situé au cœur du centre-ville.

Au **Myanmar**, Bouygues Construction poursuit la construction de la deuxième phase du complexe résidentiel multi-usages de *Yoma Central*.

En **Australie**, la construction du métro de Melbourne est en cours. Elle fait l'objet d'un groupement avec Lendlease, John Holland et Capella Capital. L'acquisition de la société AW Edwards par Bouygues Construction permet de plus à l'entreprise de renforcer son activité dans le pays à travers la réalisation d'ouvrages publics, à l'image de l'hôpital de Blacktown à Sydney.

Afrique - Maghreb - Moyen-Orient

En Afrique où des développements économiques importants sont attendus, liés en particulier à l'urbanisation galopante, l'environnement géopolitique reste toutefois fragile. Au Moyen-Orient, les variations du prix du pétrole conditionnent largement la situation économique des pays. Toutefois, les besoins en infrastructures de transport et l'exploitation des ressources naturelles font de ces régions des marchés à fort potentiel.

Chiffre d'affaires 2018 : 536 millions d'euros (- 9 %)

En **Afrique**, des projets d'infrastructures sont réalisés par les structures de Bouygues Construction implantées localement. En **Égypte**, après avoir participé à la réalisation des lignes de métro 1 et 2 du Caire, l'entreprise réalise la construction de la nouvelle phase de la ligne 3.

En **République démocratique du Congo**, en **Côte d'Ivoire** et au **Mali**, l'entreprise met à profit son expertise en terrassement de mines à ciel ouvert pour l'exploitation des mines d'or, respectivement celle de Kibali, de Tongon et de Goukoto. Elle intervient aussi ponctuellement dans d'autres pays africains sur des projets d'infrastructures routières.

Au **Moyen-Orient**, l'entreprise réalise la construction de tunnels d'assainissement à Doha au **Qatar**.

Ameriques – Caraïbes

Le continent américain présente des opportunités, en particulier aux États-Unis et au Canada, où les pouvoirs publics affichent leur volonté de relancer les infrastructures. Le développement du tourisme dans la zone constitue également un potentiel intéressant pour Bouygues Construction.

Chiffre d'affaires 2018 : 335 millions d'euros (+ 46 %)

La zone **Amériques – Caraïbes** connaît un fort développement. Bouygues Construction intervient de façon pérenne à **Cuba** où elle est reconnue comme spécialiste de la construction clés en main de complexes hôteliers de luxe, un secteur en croissance grâce à la hausse régulière de la fréquentation touristique. L'entreprise y poursuit la construction de plus d'une dizaine d'hôtels haut de gamme situés notamment à La Havane, sur les îlots Cayo Santa Maria, Cayo Coco, Cayo Cruz et à Varadero.

Aux **Bahamas**, Bouygues Construction a débuté le chantier de l'île artificielle *Ocean Cay*, projet d'une superficie de quarante hectares.

Aux **États-Unis**, le chantier du complexe résidentiel de luxe *Arte by Antonio Citterio* (Floride) se poursuit.

ACTIVITÉ ÉNERGIES ET SERVICES

Suite au rachat en 2018 d'Alpiq InTec et de Kraftanlagen München, un pôle Énergies et Services incluant en outre Bouygues Energies & Services a été créé. Celui-ci devrait bénéficier de l'expertise des deux entreprises nouvellement acquises en matière énergétique, respectivement dans le génie électrique et thermique et le développement de centrales électriques.

Le pôle Énergies et Services se positionne sur trois grands métiers :

- les infrastructures de réseaux ;
- le *facility management*³ ;
- le génie électrique et thermique.

Les besoins industriels grandissants font appel à l'usage de compétences de pointe (robotisation, *smart building*, etc.), de processus complexes et de maintenance industrielle. De plus, les enjeux environnementaux, l'accroissement démographique et la raréfaction des matières premières placent la performance énergétique des bâtiments au cœur des préoccupations. En parallèle, les besoins en télécommunications favorisent le développement des infrastructures de réseaux. Ces grandes tendances du marché des énergies et des services offrent au pôle Énergie et Services des perspectives de croissance dans ses principaux pays d'implantation (Canada, France, Royaume-Uni, Suisse), mais aussi dans les pays émergents, notamment en Asie et en Afrique. L'activité Énergies et Services a généré un chiffre d'affaires de 3,2 milliards d'euros en 2018.

France

Chiffre d'affaires 2018 : 1,4 milliard d'euros (+ 9 %)

Fin 2018, Bouygues Energies & Services a conclu un partenariat stratégique avec le fonds d'investissement Mirova⁴ pour le développement d'Axione. L'entrée de Mirova au capital de l'entreprise devrait contribuer au déploiement des réseaux FTTH (*Fibre To The Home*, fibre optique jusqu'à l'abonné), grâce à de nouveaux investissements dans ce secteur. Par ailleurs, les travaux d'installation de la fibre se poursuivent, notamment dans la région Hauts-de-France.

En génie électrique et thermique, Bouygues Energies & Services a réalisé l'installation des équipements mécaniques et électriques de la rocade L2 de Marseille et les travaux de génie électrique de la réhabilitation de La Samaritaine à Paris. L'entreprise est également en charge des travaux d'installation électrique et thermique de la nouvelle usine de Sanofi à Val-de-Reuil (Eure).

Dans le cadre de partenariats public-privé, Bouygues Energies & Services poursuit la maintenance du nouveau tribunal de Paris, du parc zoologique et du ministère de la Défense à Paris. L'entreprise exécute également le contrat d'éclairage public de la Ville (en groupement).

En collaboration avec Citelum (filiale d'EDF), Suez et Capgemini, Bouygues Energies & Services pilote la conception, la réalisation et l'exploitation de la première smart city française à Dijon. Ce projet d'une durée de douze ans, permettra la gestion connectée de l'espace public des 250 000 habitants de l'agglomération.

International

Chiffre d'affaires 2018 : 1,7 milliard d'euros (+ 39 %)

Grâce à l'acquisition en 2018 des entreprises suisse Alpic InTec et allemande Kraftanlagen München, Bouygues Construction étend sa présence en **Suisse** et en **Italie** du nord et s'installe en **Allemagne**.

Bouygues Energies & Services est experte sur le marché des grands projets d'infrastructures clés en main de réseaux électriques, par exemple en **Australie** où elle a récemment achevé la construction de deux centrales solaires.

3. Maintenance et services.

4. Filiale de Natixis Asset Management (groupe BPCE).

En Afrique, Bouygues Energies & Services réalise notamment des travaux relatifs au transport et à la distribution d'électricité, principalement en **Côte d'Ivoire**.

Par ailleurs, en Europe, elle a une activité de *facility management* à l'exemple des contrats des bureaux du Crédit Suisse en **Suisse** et de nombreux ouvrages fonctionnels (hôpitaux, écoles et ministère de l'Intérieur) au **Royaume-Uni**. C'est également dans ce pays que l'entreprise s'est vu confier fin 2018 deux contrats significatifs d'éclairage public dans la région d'Oxford et dans la municipalité de Lambeth à Londres.

Au **Canada**, l'entreprise assure le *facility management* de l'hôpital de Surrey et du quartier général de la Gendarmerie Royale. Elle se développe sur le marché du génie électrique grâce à sa filiale Plan Group qui a réalisé le premier « hôpital intelligent » du pays, l'hôpital Mackenzie de Vaughan, dans la région du Grand Toronto.

ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

L'INNOVATION PARTAGÉE AU SERVICE DES CLIENTS

L'innovation partagée est le meilleur atout de Bouygues Construction pour s'adapter continuellement au service de ses clients. L'innovation se retrouve à toutes les étapes de la chaîne de valeur :

- **En phase de conception**, Bouygues Construction met particulièrement en avant ses savoir-faire dans l'usage de la maquette numérique (Building Information Modeling), dans laquelle toutes les informations permettant de concevoir et de construire un ouvrage sont gérées. Par ailleurs, Bouygues Construction a développé un serious game permettant à toutes les parties prenantes de se projeter dans les usages du quartier de demain.

Bouygues Construction vise également les principes de l'économie du partage et de la conception évolutive du bâtiment : optimisation de l'usage des biens et des services, plus de réversibilité des bâtiments afin de faciliter leur adaptation aux usages futurs comme par exemple sur le projet de Linkcity, le « Bâtiment K » à Lyon dans le nouveau quartier Eureka Confluence.

- **En phase de construction**, Bouygues Construction valorise l'usage de méthodes et de matériaux innovants, ou biosourcés à l'exemple du programme ABC (Autonomous Building for Citizens), dont la première pierre a été posée en octobre 2018 qui vise l'autonomie des bâtiments en eau, en énergie et en déchets, ou encore de la construction d'immeubles en bois.

Bouygues Construction confirme sa position de leader sur le marché du modulaire comme en témoigne le projet mené par Bouygues International et sa filiale Dragages Singapour : les 2 bâtiments « Clement Canopy » de 40 étages sont les plus hautes tours du monde en modulaire béton.

- **En phase d'exploitation**, Bouygues Construction répond aux attentes de ses clients en matière d'usage, de performance énergétique et de gestion optimale des infrastructures ou des services à la ville.

L'offre Wizom Connected, qui s'appuie sur les dernières technologies en matière d'IoT (objets connectés) et de gestion prédictive, permet de rendre les bâtiments plus performants et plus économes, avec des logements plus sécurisés et confortables.

Bouygues Energie & Services développe aussi des solutions innovantes pour le quartier. La solution Citybox® transforme le réseau d'éclairage en infrastructure intelligente et communicante. Elle module notamment l'éclairage en fonction de la météo, de l'heure, de la vie du quartier, de la maintenance et réduit ainsi la consommation énergétique. En complément, l'offre Alizé® s'appuie sur des services de gestion intelligente en temps réel pour proposer des bornes de rechargement pour les véhicules électriques destinés aux collectivités et aux entreprises.

Bouygues Construction met le numérique au cœur de ses préoccupations dans le projet de smart city « OnDijon », développé en partenariat avec Bouygues Energies & Services, Citelum (EDF), Suez et Capgemini. L'objectif est de mieux piloter les grandes fonctions de l'espace urbain sur le territoire de la Métropole : éclairage public, signalisation tricolore, vidéo protection, contrôle d'accès, etc.

Bouygues Construction veut également s'orienter vers une culture de la data. Après avoir créé en 2016, un centre d'expertise, les équipes du Tunnel Lab, hébergé chez Bouygues TP, ont remporté en décembre 2018, le Grand Prix du Jury lors des Trophées de la Fédération Nationale des Travaux Publics. Ce prix récompense le projet « Indicateur Interaction Sol Machine », une innovation où l'analyse et la modélisation de la data contribuent à développer des outils d'aide à la décision sur les chantiers de tunnel.

Enfin en mai 2018, avec le soutien de la Métropole de Lille et de la Région Hauts-de-France, Bouygues Construction et l'École Centrale de Lille ont signé la Chaire 4.0. Cette collaboration réunit une équipe de recherche mixte (doctorants, jeunes chercheurs et collaborateurs de Bouygues Construction) afin de préparer la transition digitale du secteur de la construction et d'en améliorer sa productivité via le numérique et l'industrialisation.

UN LEADERSHIP DANS LA CONSTRUCTION DURABLE

Au cœur de sa stratégie d'entreprise responsable et engagée, Bouygues Construction met l'accent sur différentes thématiques environnementales telles que l'énergie, le carbone, la biodiversité ou l'économie circulaire.

Dans un contexte d'épuisement des ressources, Bouygues Construction développe des solutions alternatives comme le béton de marinage en réutilisant les terres excavées pour de nouvelles constructions

Bouygues Construction conçoit et construit des bâtiments auto-alimentés en énergies 100 % renouvelables et des réseaux électriques intelligents (Smart Grids). L'entreprise accompagne les industriels dans la production d'énergies renouvelables. Elle propose à ses clients des infrastructures innovantes, telles que les éco-quartiers.

Ainsi, Bouygues Construction a été précurseur en réalisant les toutes premières rénovations d'immeubles tertiaires contemporains sous certification HQE™ (Haute Qualité Environnementale), de tours de bureaux d'immeubles haussmanniens (label énergétique BBC effinergie®) et de bâtiments sous certification BEAM Plus⁵, BREEAM®⁶ et LEED®⁷. Bouygues Construction a par ailleurs réalisé des opérations avec les nouvelles labellisations BBKA ou E+C-.

Le projet de la Maillerie, à Lille, illustre la volonté de Bouygues Construction de réduire ses déchets de chantier par l'utilisation de méthodologies comme la déconstruction sélective, la conception-construction « zéro déchets » ou encore par le recours à des outils de calcul d'investissement pour la prévention des déchets de chantier.

Pour ses chantiers, Bouygues Travaux Publics teste actuellement une solution de traçabilité en temps réel des évacuations de déblais. Grâce à la géolocalisation des flottes de véhicules, Ubysol permet de suivre l'itinéraire des déchets, leur nature, leur tonnage et les lieux de déchargement. Ce système permet non seulement de gagner en productivité mais aussi de fiabiliser et d'améliorer le processus de gestion des déchets.

ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES

Contrôle interne et informations sur les risques (Article L. 225-100-1, I-3° à 6° du code de commerce)

CONTRÔLE INTERNE

ÉVALUATION DU CONTRÔLE INTERNE

En 2018, la campagne a concerné plus de 600 personnes dans plus de 120 structures qui couvrent 87 % du chiffre d'affaires de Bouygues Construction. En moyenne, chaque structure a évalué 125 principes du référentiel de gestion des risques et de contrôle interne.

8 thèmes ont été retenus par Bouygues SA :

- la gestion de trésorerie, financements et opérations de marchés ;
- les 4 thèmes liés à la conformité juridique, la lutte de contre la corruption, le respect du droit de la concurrence ; la promotion de l'éthique dans le Groupe et le contrôle et vérifications ;
- l'embargo et les restrictions à l'export ;
- la conformité comptable concernant les achats, fournisseurs et assimilés ;
- la trésorerie, financement et instruments financiers.

Bouygues Construction a choisi d'évaluer les thèmes complémentaires suivants, en relation notamment avec le plan stratégique et la cartographie des risques :

- le développement immobilier ;
- la maîtrise des enjeux des grands projets ;
- la sûreté ;
- la sous-traitance ;
- la communication interne ;
- la gestion des projets.

La campagne d'auto-évaluation se déroule au printemps-été et les synthèses sont présentées en fin d'année. L'exploitation des données permet d'établir un constat sur l'efficacité du contrôle interne au sein de Bouygues Construction ainsi que de définir et de mettre en œuvre des plans d'action destinés à inscrire le dispositif dans une dynamique d'amélioration continue et de maîtrise des risques.

Au niveau de Bouygues Construction, les responsables des filières fonctionnelles et pôles d'expertises pilotent les plans d'action sur les thèmes communs retenus par Bouygues SA :

5. BEAM Plus : Building Environmental Assessment Method (certification hongkongaise).

6. BREEAM® : Building Research Establishment Environmental Assessment Method (certification anglaise).

7. LEED® : Leadership in Energy and Environmental Design (certification américaine).

- **Trésorerie** : les résultats de la campagne attestent de la bonne connaissance et maîtrise des principes. Le déploiement des CRP Trésorerie (Centre de Ressources Partagées) sur les pays à activité pérenne (UK, Suisse, Australie, Singapour, Hong Kong) et leur montée progressive en compétences favorisent la diffusion de la connaissance et l'homogénéisation des processus. Néanmoins, certains principes peuvent voir leur mise en application perfectible et des actions seront menées en ce sens avec principalement la démarche TOP 10 des fournisseurs et sous-traitants à risques sur chaque entité, l'actualisation de la procédure EDC 08 et sensibilisation sur l'analyse de la courbe des risques, développement du module GRC courant 2019, poursuite de l'effort de formation à l'utilisation d'@mérés et de ses reportings.
- **Contrôles et Vérifications** : les cas significatifs de fraude sont globalement bien identifiés et remontés mais les efforts sur le circuit d'alimentation de l'outil SAFE sont à poursuivre.
- **Achats/Fournisseurs et Instruments Financiers** : globalement les principes de commande, réception, traitement et règlement des factures ainsi que ceux de séparation des tâches apparaissent bien respectés. Des pistes de progrès subsistent très ponctuellement à l'international.
- **Éthique et conformité** : l'exercice a été marqué par la mise en place de nouveaux outils de conformité avec le lancement du guide pratique de mise en œuvre du Code d'éthique et des programmes de conformité, le lancement de la cartographie des risques corruption, le lancement de la nouvelle politique « cadeaux et invitations » et le déploiement du logiciel Probitry. Les résultats de la campagne 2018 attestent globalement d'une bonne connaissance et respect des principes mais mettent également en avant certains principes mal ou peu connus sur lesquels seront axées les actions 2019 : mise en place de lignes directrices permettant d'encadrer les mécénats et sponsorings ; refonte de Fair Deal (contenu et format) ; mise en place d'un plan de communication sur les embargos et sanctions auprès de collaborateurs ciblés ; renforcement du dispositif d'évaluation des partenaires (fournisseurs et sous-traitants de premier rang) par le lancement de la plateforme de Bouygues Construction Purchasing.

La campagne 2018 a permis de poursuivre la déclinaison du dispositif de contrôle interne dans des structures au plus près du terrain tout en identifiant des champs de progrès dans l'exigence des notations de l'auto évaluation. La qualité de l'échange entre les intervenants, ainsi que la mise en commun des résultats sont autant d'atouts qui permettent de faire du contrôle interne un outil de formation, d'animation et de management.

CARTOGRAPHIE DES RISQUES

La cartographie des risques est intégrée au cycle de management de Bouygues Construction. Elle est présentée au comité des comptes et au Conseil d'administration.

Ce processus managérial permet, au sein de Bouygues Construction, de partager une vision commune des grands risques afin d'en accroître la maîtrise dans une dynamique de réduction de l'exposition de l'entreprise. Les synergies entre la gestion des risques, le contrôle interne et l'audit interne sont également porteuses de valeur ajoutée pour les processus de contrôle de l'organisation. Le plan annuel de l'audit interne intègre ainsi plusieurs missions orientées vers les grands risques de la cartographie.

La campagne d'actualisation de cette cartographie est conduite au printemps-été. Le travail réalisé auprès des entités est complété par celui auprès des filières fonctionnelles afin d'établir la cartographie des risques du Groupe Bouygues Construction.

Les principales fiches de risques, qui identifient les plans d'action, sont mises à jour à cette occasion.

MOYENS ET RESSOURCES MIS EN ŒUVRE

Les modalités retenues par Bouygues Construction pour le déploiement du contrôle interne correspondent à son organisation décentralisée et au choix de s'appuyer sur des filières fonctionnelles fortes et structurées. L'environnement de contrôle est adapté en conséquence :

Rôle de la holding Bouygues Construction

Le pilotage du dispositif est assuré par une ressource dédiée au sein de la direction générale adjointe Affaires Juridiques, Assurances, Audit, Contrôle Interne et Conformité Juridique. La holding assure l'animation de la démarche et coordonne les campagnes d'auto-évaluation. Elle fournit aux entités un appui méthodologique. Elle établit la synthèse métier et assure le suivi des plans d'action transverses. Elle élabore la cartographie des risques.

Rôle des entités

Dans les entités, le dispositif du contrôle interne est du ressort du secrétariat général. Des animateurs du contrôle interne sont responsables du déroulement des campagnes d'auto-évaluation. Dans les unités opérationnelles, le relais du déploiement est assuré par les secrétaires généraux.

Rôle des filières fonctionnelles

En complément du travail des entités, l'implication des filières fonctionnelles assure le maillage du dispositif. Les responsables des filières fonctionnelles et pôles d'expertise valident un certain nombre de principes, établissent une synthèse et suivent des plans d'action transverses.

Actions d'animation réalisées au cours de l'année

De nombreuses actions de formation et d'information rythment la campagne : réunions d'échange et de retour d'expérience, comités des directions fonctionnelles, information des comités de direction. Le comité de coordination des animateurs du contrôle interne des entités permet d'assurer un échange d'information transverse entre les entités de Bouygues Construction.

DISPOSITIFS DE CONTRÔLE INTERNE EN MATIÈRE COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Les entités disposent de moyens spécifiques, aussi bien pour la comptabilité que pour le contrôle financier. Selon les situations, les équipes comptables peuvent être centralisées ou décentralisées. Les contrôleurs financiers, présents à tous les niveaux de l'organisation, sont proches des responsables opérationnels.

La filière contrôle financier et la filière comptable sont placées sous l'autorité du Secrétariat général. Des centres de ressources partagées sont en place dans les principales implantations de Bouygues Construction. Ces centres de ressources partagées mutualisent les moyens comptables des filiales présentes sur un même périmètre géographique et permettent de renforcer l'application stricte des principes et règles communs.

RISQUES OPÉRATIONNELS

POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES

Bouygues Construction fait face en 2018 à des risques qui, pour la plupart, sont de même nature que ceux relevés durant les exercices précédents : les risques concernant l'activité opérationnelle liée aux grands projets, les risques liés aux ressources humaines, les risques géopolitiques, les risques de cybercriminalité et le risque de conformité.

RISQUES LIÉS AUX GRANDS PROJETS, EN PHASE D'ÉTUDES OU DE RÉALISATION

Les grands projets peuvent être à l'origine de différents types de risques :

- **en phase d'études** : erreur de conception, erreur de chiffrage et sous-dimensionnement des budgets, mauvaise appréciation de l'environnement local, défaut d'analyse contractuelle, etc. ;
- **en phase de réalisation** : défaillance technique ou financière de contreparties (clients, partenaires ou sous-traitants), difficulté à mobiliser les ressources suffisantes en nombre ou en compétences, défauts d'exécution ayant des répercussions sur les coûts, la qualité des travaux ou le délai de réalisation, etc.

Pour mieux maîtriser ces risques, Bouygues Construction a mis en place une organisation tenant compte des spécificités de chacun des métiers et applique des procédures rigoureuses de sélection, d'engagement et de contrôle.

Chaque entité dispose de moyens importants et hautement qualifiés dans le domaine technique (conception, études de prix, études d'exécution, méthodes, etc.). Des pôles de compétences regroupent également des collaborateurs disposant d'une grande expertise sur des sujets spécifiques (immeubles de grande hauteur, ingénierie matériaux, façades, construction durable, etc.). Leurs compétences sont mises à la disposition de l'ensemble des entités de Bouygues Construction, favorisant ainsi le partage et la capitalisation de l'expérience.

Il en va de même pour les domaines fonctionnels avec le renforcement de l'organisation par filière (juridique, ressources humaines, comptabilité, contrôle de gestion, systèmes d'information, achats) dont l'animation est assurée par les responsables de Bouygues Construction. Des pôles d'expertise fonctionnels (trésorerie, ingénierie financière, fiscalité, assurances) fournissent également leurs services à toutes les entités du Groupe.

Les procédures d'engagement et de contrôle balisent les processus d'études et de réalisation. Dans le cas des grands projets, la sélection des affaires et les principaux risques et opportunités des projets sont suivis de façon systématique.

Le professionnalisme et le bon dimensionnement des équipes d'exécution, ainsi que l'expérience et l'implication active des managers, permettent également d'assurer le suivi des principaux risques opérationnels.

Une attention particulière est accordée aux étapes préalables à la réalisation des grands projets, notamment lors des études, de la mise au point des contrats et de la préparation de chantiers.

En phase d'études, une validation croisée est opérée entre conception interne et bureaux d'études sur les sujets techniques les plus risqués. Des audits réguliers des études de prix, destinés à fiabiliser l'approche des déboursés, des budgets sous-traitants et des coûts d'encadrement de chantiers, sont réalisés.

Les fonctions Support, en particulier dans le domaine de la gestion contractuelle et des achats, sont impliquées systématiquement et mobilisées de manière anticipée.

Une vigilance accrue est exercée sur le choix et le suivi des clients et des partenaires. Un pilotage resserré du processus de sous-traitance, avec un suivi spécifique des sous-traitants majeurs et des partenariats en amont sur certains lots à forts enjeux (corps d'états architecturaux, corps d'états techniques, etc.), est effectué.

En 2018, les actions spécifiques complémentaires mises en place se poursuivent et se renforcent :

- audits internes sur des projets de grande ampleur ;
- amélioration des processus de sélection et de validation des projets ;
- évaluation des sous-traitants.

RISQUES GÉOPOLITIQUES, MONTÉE DU PROTECTIONNISME

Bouygues Construction peut être parfois exposé à l'instabilité politique, à la montée du protectionnisme constatée dans plusieurs pays du monde. Des événements de diverses natures (réglementations plus strictes, taxes, embargos, guerres commerciales) peuvent entraîner des transformations économiques : fermeture des marchés aux entreprises étrangères, contrainte sur l'investissement à l'étranger, perturbation des échanges commerciaux, restriction des mouvements de travailleurs étrangers, etc.

L'instabilité politique peut conduire à une instabilité géographique et à l'apparition de zones dangereuses (révolution, nouveau « Printemps arabe », crise sociale, etc.) pouvant conduire à quitter la zone/pays de manière rapide, définitive ou non.

La diversification des activités et des implantations géographiques, la présence très majoritaire en Europe, Amérique du Nord et Australie, et la procédure de sélection de nouveaux pays, constituent les premières mesures de maîtrise de ce risque. D'une manière générale, la vigilance reste de mise et la stratégie d'implantation géographique tient compte de cet écosystème, avec un développement dans des pays stables (Allemagne, Australie, Canada, Suisse). Dans d'autres pays où le mode d'intervention est plus nomade avec des opérations ponctuelles pour réaliser des grands projets spécifiques, l'organisation flexible permet, en cas de circonstances exceptionnelles, une adaptation des moyens, dans des conditions les moins dommageables possibles. De plus, une gestion contractuelle rigoureuse et des mesures préventives sont mises en œuvre, quand cela est possible, sur les plans juridique, financier et assurantiel.

La profondeur du carnet de commandes fournit une bonne visibilité sur les perspectives d'activité à court et moyen termes. Le pilotage des prévisions permet d'anticiper les évolutions défavorables et de disposer d'une capacité de réaction satisfaisante pour pouvoir réallouer les moyens de production sur des marchés ou des activités moins touchés.

RISQUE RESSOURCES HUMAINES, PERTE D'EXPERTISES ET TALENTS

Une tendance majeure mondiale fait peser un risque en matière de ressources humaines pour les entreprises du secteur de la construction, les amenant à perdre en expertise et en talents. Cette tendance s'explique, notamment par la demande croissante, qui peut créer des surenchères pour des ressources qualifiées que se disputent les entreprises du secteur.

Il est essentiel pour Bouygues Construction de préserver et d'accroître les moyens humains disponibles pour réaliser les projets (disposer des ressources compétentes en nombre suffisant) et ce d'autant plus que la montée en compétence est longue.

Le risque consiste en une baisse du niveau technique et d'expertise, un turnover plus important, la difficulté à planifier la disponibilité des ressources en phase d'études, tout ceci entraînant un surcoût lié au renouvellement des équipes de travail (recrutement, formation), une possible dégradation de la qualité et des délais de réalisation, une moins bonne préparation et gestion de projet. Des actions sont en cours de déploiement. Elles portent sur l'identification des compétences et des talents, l'analyse des données et l'attractivité du métier et de l'entreprise au moyen de :

- la création d'une grille de disponibilité des ressources (pays/régions/marché) ;
- la création de nouveaux outils interactifs pour répertorier les compétences et les capacités de remplacement ;
- l'évolution du modèle de management et de rémunération/récompense ;
- l'analyse des données : analyse des entretiens individuels, enquêtes préventives ;
- l'évolution du profil cible des candidats ;
- l'identification des besoins par chantier.

RISQUE CYBER

La transformation de l'entreprise avec l'arrivée des nouvelles technologies et la digitalisation rend Bouygues Construction potentiellement vulnérable aux cyberattaques. Les attaques récentes dans d'autres secteurs d'activité démontrent qu'elles peuvent être très étendues, se répandre très vite et paralyser temporairement des activités. Pour Bouygues Construction, cela pourrait se traduire par un ralentissement de la prise de commande, des retards d'exécution et l'application de pénalités de retard correspondantes (impossibilité de contracter, commander, communiquer, non-réalisation des études d'exécution, etc.).

Les mesures de sécurité existantes sont mises à jour continuellement avec poursuite de la sensibilisation des collaborateurs (protection des serveurs, protection des biens et données, etc.) et renfort continu de l'infrastructure informatique.

RISQUE DE CONFORMITÉ

Pour faire face au risque de non-conformité, Bouygues Construction poursuit le renforcement de sa politique éthique. L'objectif est de respecter rigoureusement les programmes de conformité en vigueur dans le Groupe et de mettre en œuvre les modifications desdits programmes rendues nécessaires par les évolutions législatives (notamment loi Sapin 2).

La démarche Éthique est portée par la filière Juridique et Conformité, en liaison avec l'audit et le contrôle interne réunis au sein d'un même périmètre de management. L'équipe en charge de l'éthique et de la conformité a été renforcée afin de conduire les études et enquêtes nécessaires, de piloter les outils mis en place et d'assurer la veille réglementaire.

En 2018 :

- deux ans après la signature du premier engagement éthique, un nouvel engagement éthique a été déployé auprès d'environ 3 000 collaborateurs de niveau hiérarchique « chef de service » et au-delà ;
- la politique « cadeaux et invitations » a été redéfinie et renforcée, s'appuyant sur le nouvel outil digital « Probité » ;
- un guide pratique de mise en œuvre du code d'éthique et des programmes de conformité a été diffusé auprès des collaborateurs ;
- des revues de conformité, couvrant l'ensemble des thèmes liés à l'éthique et à la conformité des différentes entités, ont été réalisées pour l'ensemble du périmètre.

ASSURANCES – COUVERTURES DES RISQUES

Bouygues Construction s'emploie en permanence à optimiser et à pérenniser les contrats d'assurance souscrits pour son compte et celui de ses filiales, non seulement pour se protéger contre d'éventuels sinistres, exceptionnels par leur ampleur ou leur nombre, mais aussi pour que cette protection soit et reste à un niveau de coût qui préserve la compétitivité de la société.

Cette politique d'assurance sur le long terme nécessite un partenariat avec des assureurs de qualité, ayant une excellente solidité financière. Pour le maintenir et pour éviter que certaines informations puissent être utilisées au préjudice des intérêts de Bouygues Construction, notamment dans le cadre de contentieux, Bouygues Construction veille à garder une grande confidentialité sur le montant des primes et sur les conditions de garantie, tout spécialement sur les contrats d'assurance de responsabilité.

Outre les contrats d'assurance légalement obligatoires, Bouygues Construction souscrit des assurances de responsabilité garantissant les dommages aux tiers dont pourraient être responsables les sociétés du Groupe Bouygues Construction. Les activités et les tailles de ces sociétés étant très diverses, les montants des garanties sont adaptés aux risques encourus ; ils sont généralement supérieurs à cinq millions d'euros par sinistre.

Par ailleurs, les locaux permanents (tels que siège social, agence, dépôt-atelier) font l'objet d'une protection d'assurance par le biais de contrats d'assurance multirisques. Cette protection est apportée à hauteur d'une valeur contractuelle de reconstruction, définie en accord avec les assureurs et prenant en compte l'hypothèse de survenance d'un sinistre maximum probable.

Les travaux en cours font généralement l'objet d'une protection par des contrats Tous Risques Chantier, garantissant les dommages matériels pouvant les affecter. Le montant de la garantie est, le plus souvent, égal à la valeur du marché.

Toutefois ce montant est parfois limité par la capacité totale disponible sur le marché mondial de l'assurance en fonction de certains critères tels que la zone géographique concernée, la nature des travaux (ex. : tunnel), le risque couvert (ex. : cyclones, tremblements de terre), la nature des garanties (ex. : risque décennal pour les très grands ouvrages).

Pour l'ensemble de ces contrats, les franchises sont adaptées afin d'optimiser le coût global pour Bouygues Construction en fonction d'une part de la probabilité de survenance des sinistres, d'autre part des diminutions de prime qu'il est possible d'obtenir de la part des assureurs en augmentant les franchises.

Enfin, Bouygues Construction et ses filiales poursuivent et développent des mesures de prévention et de protection pour réduire encore la survenance d'accidents et sinistres, et pour en limiter l'ampleur.

RISQUE DE CRÉDIT ET/OU DE CONTREPARTIE

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE COMMERCIALE

La trésorerie d'exploitation positive de nos projets et de nos unités opérationnelles est un principe fondamental de sécurité financière de nos activités. Des courbes prévisionnelles de trésorerie et de risques financiers sont établies sur les grandes affaires dès la phase commerciale et font l'objet de mises à jour régulières.

La qualité et la surface financière des clients, des associés, des partenaires, des fournisseurs et sous-traitants sensibles font l'objet d'analyses. Suivant le cadre contractuel et commercial dans lequel s'inscrit le projet, il peut notamment être fait appel à :

- des avances de démarrage versées par les clients, des retenues de garantie sur les situations sous-traitants ;
- la délivrance de garanties bancaires (de paiement par les clients, de bonne fin par les sous-traitants, etc.) ;
- de la cession de créances sans recours ;
- l'assurance risque exportateur (couverture des risques pays & politiques) ;
- l'assurance crédit.

Le groupe n'est pas exposé à un risque de dépendance vis-à-vis d'un client spécifique.

Dans les associations momentanées d'entreprises, les répartitions temporaires de trésorerie entre associés s'effectuent contre garantie bancaire de restitution.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE BANCAIRE

Tout placement effectué auprès d'un tiers est préalablement avalisé par la Direction Trésorerie, tant sur le choix de la contrepartie bancaire (analyse du rating de l'établissement financier) que sur la nature de l'instrument à souscrire.

Les supports de placement sont principalement :

- des certificats de dépôt et des dépôts à terme dont la maturité n'excède pas 3 mois auprès de contreparties de premier rang ;
- des comptes à terme et des comptes rémunérés ouverts auprès de banques de premier rang et offrant une liquidité quotidienne ;
- des OPCVM monétaires purs présentant une liquidité quotidienne et une rémunération positive.

Ils font l'objet d'un recensement et d'une surveillance mensuels.

Aucune perte n'a été constatée sur 2018 sur les instruments de placement souscrits.

Au 31 décembre 2018, aucune banque ne concentrait plus de 7 % des liquidités disponibles. Les placements sont effectués à plus de 90 % auprès de contreparties présentant une notation minimum investment grade (Standard & Poors BBB+ minimum).

RISQUE DE LIQUIDITÉ

À fin décembre 2018, la trésorerie nette du Groupe s'élève à 4 159 M€ et les lignes de crédit à court terme confirmées et non utilisées à cette date sont de 272 M€.

RISQUE DE TAUX

EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX

Le risque de taux d'intérêt porte sur les dettes financières à taux variable figurant au bilan et est couvert par des placements également à taux variable. Bouygues Construction négocie avec ses clients des avances de démarrage pour les chantiers. Bouygues Construction dispose en conséquence d'une trésorerie nette importante qui est placée à court terme avec une sensibilité à la variation des taux d'intérêt.

RÈGLES DE COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX

Les instruments qui peuvent être utilisés sont limités aux produits suivants : swaps de taux d'intérêt, caps et tunnels dans le cadre de la couverture du risque de taux. Ils ont pour caractéristiques de n'être utilisés qu'à des fins de couverture, de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang, de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel. L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties, et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de taux font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

Le principe est de couvrir, au niveau du groupe Bouygues Construction, tout ou partie des actifs ou des passifs financiers dans la mesure où ces derniers présentent un caractère prévisible et récurrent. Étant donné le niveau d'endettement brut de Bouygues Construction et les investissements à réaliser par Bouygues Construction, la mise en place des instruments financiers susvisés est limitée à un usage de couverture des risques pris par la société.

RISQUE DE CHANGE

EXPOSITION AU RISQUE DE CHANGE

Bouygues Construction est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes. Dans la mesure du possible, les contrats facturés en devises donnent lieu à des dépenses dans la même devise.

C'est le cas notamment pour la plupart des chantiers exécutés à l'étranger dont la part des dépenses de sous-traitance et de fournitures en monnaie locale est prépondérante sur la part de dépenses en euros. Par ailleurs, une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs de Bouygues Construction en monnaies non convertibles, et plus généralement aux risques « pays ».

RÈGLES DE COUVERTURE DU RISQUE DE CHANGE

Les instruments qui peuvent être utilisés sont limités aux produits suivants : achats et ventes à terme de devises, swaps de devises, options de change dans le cadre de la couverture du risque de change. Ils ont pour caractéristiques de n'être utilisés qu'à des fins de couverture, de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang, de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel. L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

Le principe appliqué au sein du groupe Bouygues Construction est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales par rapport à la devise fonctionnelle du chantier ou de l'entité concernée. Lorsque les flux futurs sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme ou par des swaps de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire. Par ailleurs, les titres de participations des sociétés étrangères sont, d'une façon générale, couverts par une dette d'un montant analogue dans la même devise au sein de la société qui les détient.

RISQUE SUR ACTIONS ET AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS

Bouygues Construction n'est pas exposé au risque sur actions.

Des instruments financiers peuvent ponctuellement être souscrits pour couvrir un risque sur matières premières sous réserve que les marchés financiers proposent un instrument adéquat. Ces instruments ne sont souscrits qu'à des fins de couverture auprès de banques de premier rang.

IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DE L'ACTIVITÉ - ENGAGEMENTS SOCIÉTAUX – ACCORDS COLLECTIFS – CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article L. 225-102-1 du code de commerce modifié par la Loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018, les informations relatives à :

- la manière dont la société prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité ; en ce compris les conséquences sur le changement climatique de son activité et de l'usage des biens et services qu'elle produit ;
- ses engagements sociétaux en faveur du développement durable, de l'économie circulaire, de la lutte contre le gaspillage alimentaire, de la lutte contre les discriminations et en faveur de la promotion des diversités ;
- les accords collectifs conclus dans l'entreprise et leurs impacts sur la performance économique de l'entreprise ;
- les conditions de travail des salariés ;

figurent dans le document de référence 2018 de la société Bouygues, disponible sur www.bouygues.com à compter du 21 mars 2019.

PLAN DE VIGILANCE

Conformément à l'article L. 225-102-4 du code de commerce modifié par l'ordonnance n°2017-1162 du 12 juillet 2017, les informations relatives :

- aux droits humains et libertés fondamentales ;
- à la santé et à la sécurité des personnes ainsi qu'à l'environnement ;

figurent dans le document de référence 2018 de la société Bouygues, disponible sur www.bouygues.com à compter du 21 mars 2019.

ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Aucun évènement important n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice.

PERSPECTIVES 2019

Dans un marché français porté principalement par le Grand Paris et un marché international présentant de nombreuses opportunités, Bouygues Construction dispose d'une bonne visibilité renforcée notamment par :

- **une activité acquise au 31 décembre 2018 pour l'exercice 2019** de 9,9 milliards d'euros ;
- **une activité internationale soutenue**, dans des pays aux perspectives économiques favorables (Singapour, Canada, Suisse, Australie, etc.), bien classés par l'organisation non gouvernementale Transparency International ;
- **un carnet à moyen terme** (2 à 4 ans) de 9,8 milliards d'euros au 31 décembre 2018 ;
- **une structure financière saine**, forte d'un excédent financier élevé de 3,1 milliards d'euros ;
- **une avance dans le domaine de la construction durable** à laquelle une grande partie du budget de R&D est consacrée ;
- **un fort engagement dans l'innovation partagée** au service de ses clients.

En 2019, la maîtrise de l'exécution des grands chantiers, la sélectivité dans les prises de commandes et l'innovation resteront au cœur des priorités de Bouygues Construction, tout en préservant la santé et la sécurité des collaborateurs et partenaires des projets.

EXAMEN DES COMPTES CONSOLIDÉS ET DES COMPTES INDIVIDUELS

COMPTES CONSOLIDÉS

Le périmètre de consolidation est composé de 411 sociétés dont 59 % à l'international, à comparer à 372 fin 2017.

Parmi les variations de périmètre de l'année 2018, on note :

- L'acquisition, fin juillet 2018, de la totalité des titres d'ALPIQ INTEC AG (Zürich) et KRAFTANLAGEN MÜNCHEN GMBH (Munich), spécialisées dans les activités de services multi-techniques pour le bâtiment et pour les infrastructures d'énergie industrielles et de transport pour un prix provisoire de 439 Meur. L'ensemble de ces activités regroupe près de 7 650 collaborateurs et a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 1,7 milliards de francs suisses en 2017.

Début août 2018, BOUYGUES CONSTRUCTION a revendu à COLAS RAIL les activités ferroviaires du sous-groupe AIT.

À fin décembre 2018, les actifs et passifs acquis ont fait l'objet d'une allocation d'une partie du prix d'acquisition (Purchase Price Allocation). Le goodwill afférent à l'acquisition s'élève à un montant provisoire de 489 M€. Cette acquisition se matérialise par l'entrée dans le périmètre de consolidation de 25 sociétés en Suisse, Allemagne, Italie, Roumanie et Autriche.

- L'acquisition, début juillet 2018, de la société australienne AW EDWARDS PTY LIMITED par BOUYGUES BATIMENT INTERNATIONAL. Le goodwill temporaire comptabilisé dans le cadre de cette acquisition, calculé en comparant le prix d'acquisition avec les actifs et passifs acquis, s'élève à 43 M€. Cette acquisition se matérialise par l'entrée dans le périmètre de consolidation de 3 sociétés.
- La cession de 49 % de la société AXIONE, entraînant la perte du contrôle exclusif et sa consolidation selon la méthode de la mise en équivalence. Le résultat global de cession (hors frais et impôts) s'élève à +106 M€.

ACTIF

Les immobilisations corporelles (721 M€) et incorporelles (21 M€) ont augmenté de 100 M€ par rapport à fin 2017. Cette variation s'explique notamment par :

- les investissements de période de 253 M€ dont 134 M€ à l'étranger (notamment 18 M€ d'investissements miniers et 12 M€ relatifs au chantier du métro de Melbourne) et 119 M€ investis en France (dont 15 M€ relatifs au chantier EOLE et 20 M€ au global sur les chantiers T2A et T3A) ;
- les prix de cessions des immobilisations corporelles et incorporelles (52 M€) ;
- les dotations aux amortissements de la période (-189 M€) ;
- 96 M€ d'immobilisations comptabilisées à la suite des acquisitions et cessions de sociétés consolidées.

Le poste goodwill s'établit à 1 044 M€. L'acquisition des activités ALPIQ ENGINEERING SERVICES génère un goodwill provisoire de 489 M€. Le montant de ce goodwill sera revu, conformément aux préconisations de la norme IFRS 3, lors de l'établissement des comptes des trois premiers trimestres de 2019. L'acquisition d'AW EDWARDS génère un goodwill provisoire de 43 M€.

Les coentreprises et entités associées, 103 M€ (30 M€ à fin 2017), correspondent aux participations consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Le poste augmente principalement à la suite de la consolidation selon la méthode de la mise en équivalence de la part conservée dans la société Axione (51 %) valorisée à sa juste valeur pour 76 M€.

Les autres actifs financiers non courants, 247 M€, sont constitués de 37 M€ de participations non consolidées, et de 210 M€ de prêts, de créances rattachées à des participations et de dépôts et cautionnements. Leur montant s'élevait à 269 M€ fin 2017.

Le poste « impôts différés actif et créances fiscales non courants » est de 80 M€ ; il ne correspond qu'à des impôts différés.

L'actif courant hors trésorerie, 4 711 M€, augmente de 484 M€ par rapport à fin 2017 (4 227 M€), dont 225 M€ d'augmentation des actifs sur contrats clients et 126 M€ d'augmentation des créances clients.

La trésorerie nette des concours bancaires courants, 4 159 M€, augmente de 234 M€ par rapport à fin 2017 (3 925 M€).

PASSIF

Les capitaux propres totaux (y compris les « participations de donnant pas le contrôle », qui correspondent aux intérêts minoritaires) diminuent de 67 M€ par rapport à fin 2017 (978 M€). Cette variation s'explique notamment par :

- 296 M€ de résultat net part du Groupe de la période et 12 M€ de résultat net attribuables aux intérêts minoritaires ;
- (320) M€ de distribution de dividendes aux actionnaires du Groupe et (31) M€ de distribution d'un acompte sur dividendes aux actionnaires minoritaires des sociétés intégrées ;
- +10 M€ d'évolution de la réserve de conversion ;
- et (17) M€ de variations des écarts actuariels sur les provisions pour engagements envers le personnel.

Les dettes financières non courantes sont de 1 028 M€, soit une augmentation de 517 M€ par rapport à fin 2017, principalement du fait des acquisitions du second semestre.

Les provisions, poste important dans les activités de BTP, sont présentées en normes internationales selon leur exigibilité: provisions non courantes, 826 M€ et provisions courantes, 648 M€.

Les impôts courants, 78 M€, correspondent aux impôts sociétés à échéance court terme, dus par les filiales françaises et étrangères.

Les dettes fournisseurs représentent 3 108 M€ fin 2018 par rapport à 3 144 M€ fin 2017.

Le poste Passifs sur contrats clients s'élève à 2 688 M€ à fin décembre 2018 (contre 2 058 M€ à fin décembre 2017). Il répond aux préconisations de présentation de la norme IFRS 15 et correspond au cumul des avances et acomptes reçus et des produits constatés d'avance.

Les autres passifs courants s'élèvent à 1 749 M€. Ce poste regroupe principalement les dettes fiscales et sociales.

COMPTE DE RÉSULTAT

Le chiffre d'affaires s'élève à 12 358 M€, en augmentation de 6 % par rapport à 2017. 45 % du chiffre d'affaires est réalisé en France contre 48 % en 2017. Les activités de BTP représentent 74 % du total du chiffre d'affaires.

Le résultat opérationnel courant est de 368 M€ (363 M€ en 2017). Après déduction de 109 M€ de charge d'impôt, le résultat net part du groupe ressort à 296 M€.

COMPTES INDIVIDUELS

COMMENTAIRES

L'augmentation de 556 M€ de l'actif immobilisé net (1 622 M€ fin décembre 2018 contre 1 066 M€ fin 2017) s'explique principalement par l'acquisition des titres BYES InTec et Kraftanlagen pour un montant total de 439 M€, ainsi que diverses opérations relatives au financement des filiales : apport en fonds propres de 43 M€ et en prêt subordonné de 7 M€ pour Kraftanlagen, prêt en AUD à Bouygues Bâtiment International pour le financement des titres AW Edwards (43 M€), prêt en USD à Bouygues Travaux Publics pour le financement des activités « mines » (23 M€).

L'augmentation de 139 M€ de l'actif circulant (441 M€ fin décembre 2018 contre 302 M€ fin 2017) correspond principalement à l'augmentation des comptes courants pour 105 M€.

Les capitaux propres s'élèvent à 708 M€ fin décembre 2018, en légère diminution de 3 M€ compte tenu d'une distribution de dividendes pour 319 M€ et d'un résultat de l'exercice de 316 M€.

Les dettes financières représentent 1 214 M€ fin décembre 2018 (542 M€ fin 2017). Ce poste correspond à la trésorerie empruntée auprès des sociétés de compensation de trésorerie du groupe Bouygues et affectée au financement d'actifs à long terme, dans la mesure où Bouygues Construction bénéficie de lignes de crédit à long terme confirmées, disponibles et non utilisées.

Le passif circulant s'élève à 162 M€ fin décembre 2018 par rapport à 146 M€ fin 2017, soit une augmentation de 16 M€ principalement due aux comptes courants.

La trésorerie ressort à (1 182) M€ fin décembre 2018 (notion d'endettement financier net). Elle était de (501) M€ fin 2017, soit une variation de (681) M€.

Situation d'endettement de la société

Au 31 décembre 2018, la trésorerie nette s'élève à 32 M€ et les lignes de crédit à court terme confirmées et non utilisées à cette date sont de 149 M€.

Montant des prêts à moins de deux ans consentis par la société à titre accessoire à son activité principale (article I 511-6, 3bis al.2 Et art r 511-2-1-1 et r 511-2-1-2 du code monétaire et financier)

La Société n'a consenti aucun prêt à moins de deux ans à titre accessoire à son activité principale, au cours de l'exercice écoulé.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-6 et L. 247-1 du code de commerce, la présentation de l'activité et des résultats du groupe Bouygues Construction figurant dans le présent rapport inclut celle des filiales de la Société et des sociétés contrôlées par elle.

Le tableau des filiales et participations est annexé au bilan de la Société et figure en page suivante.

Succursales – Établissements secondaires

Conformément à l'article L. 232-1 du code de commerce, nous vous informons que la Société possède 3 établissements secondaires ouverts dans le cadre de l'organisation fonctionnelle et comptable de la Société. Il s'agit des CRP Comptabilité à ROUEN et SAINT-HERBLAIN et du CRP Paie à LYON.

INFORMATION SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS ET DES CLIENTS

Conformément aux dispositions des articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du code de commerce, nous vous indiquons ci-après, les informations sur les délais de paiement :

- des fournisseurs, portant sur factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu ;
- des clients, relatives aux factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu.

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Filiales et participations (en millions d'euros)	Capital (4)	Réserves et report à nouveau avant affecta- tions des résultats (4)	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice	Observations
				Brute	Nette						
A. Renseignements détaillés (1)(2)											
Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société)	-	-	-	1124	1105	777	150	-	-	-	-
DTP	10	2	100,00 %	24	24	-	-	11	16	5	-
Bouygues Bâtiment International	25	110	100,00 %	85	85	118	47	476	87	21	-
Bouygues Bâtiment Ile-de-France	13	30	99,70 %	103	103	-	-	1 412	50	40	-
Bouygues Travaux Publics	41	20	92,02 %	93	93	73	2	1 219	18	85	-
BYES (5)	51	73	100,00 %	158	158	253	9	2 546	(23)	-	-
Bouygues Bâtiment Nord-Est	25	13	100,00 %	35	35	0	-	340	7	10	-
Bouygues Bâtiment Centre Sud-Ouest	7	9	100,00 %	11	11	0	-	143	1	1	-
Bouygues Bâtiment Sud-Est	3	22	100,00 %	6	6	0	-	425	6	17	-
Fichallenge	2	-6	100,00 %	2	-	-	-	-	(0)	-	-
Challenger	0	-	99,99 %	15	15	-	-	18	3	-	-
Bouygues Bâtiment Grand Ouest	2	34	100,00 %	4	4	0	-	429	16	16	-
Bouygues Construction Central Europe	0	22	100,00 %	25	25	36	-	-	(1)	-	-
VSLI (Suisse)	2	-4	100,00 %	32	32	74	-	20	7	-	1 CHF = 0,887390
Losinger Holding (Suisse)	15	9	99,96 %	22	22	-	-	-	69	57	1 CHF = 0,887390
Dragages Hong Kong (Hong Kong)	50	150	100,00 %	6	6	112	87	294	140	63	1 HKD = 0,111514
Acieroid (Espagne)	1	0	93,81 %	18	1	-	5	26	0	-	-
Byes Intec Ag (Suisse)	30	108	100,00 %	394	394	105	-	0	(11)	-	1 CHF = 0,887390
Kraftanlagen München GmbH (Allemagne)	25	75	100,00 %	88	88	7	-	225	(94)	-	-
Participations (10 à 50 % du capital) - à détailler	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises au A.											
Total	-	-	-	33	12	9	-	-	-	-	-
Filiales françaises (ensemble)	-	-	-	2	1	9	-	-	-	2	-
Filiales étrangères (ensemble)(3)	-	-	-	0	0	-	-	-	-	0	-
Participations dans des sociétés françaises	-	-	-	30	11	0	-	-	-	0	-
Participations dans des sociétés étrangères(3)	-	-	-	0	0	0	-	-	-	-	-
Total global	-	-	-	1157	1118	786	-	-	-	-	-

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination.

(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(4) Montant dans la monnaie locale avec indication de la devise et du taux de conversion en observation.

(5) Réserves et résultats consolidés hors part des tiers et CA consolidé du groupe.

Montants exprimés en milliers d'euros	Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
	0 jours (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jours (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
A/ Factures concernées, par tranches de retard de paiement												
Nombre de factures	298					17	659					49
Montant total TTC	18 895	103	0	0	0	103	23 427	1 147	152	-156	61	1 203
% du total achats TTC	12,36 %	0,07 %	-	-	-	0,07 %						
% du CA TTC							9,63 %	0,47 %	0,06 %	-0,06 %	0,02 %	0,49 %
B/ Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures						2						0
Montant total TTC						2						0
C/ Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou L. 443-1 du code de commerce)												
Délais utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais généralement portés sur les factures de prestations : 30 jours date de facture					Délais contractuels : sauf cas particuliers, le délai contractuel généralement utilisé est à 30 jours le 15 du mois suivant						

Pour mémoire :

- Le poste « fournisseurs et comptes rattachés » (34 M€) comprend également les charges à payer et les effets à payer non présentés.
- Le poste clients et comptes rattachés (33 M€) comprend également les factures à établir.

POINT RESSOURCES HUMAINES

À fin décembre 2018, les effectifs consolidés de Bouygues Construction étaient de **56 981** collaborateurs (**y compris BYES INTEC et KRAFTANLAGEN**) se répartissant de la façon suivante :

- **Effectifs en France** **21 614**
 - Compagnons 5 922
 - ETAM 5 951
 - Cadres 9 741*Y compris collaborateurs cadres en détachement à l'international*
- **Effectifs à l'international** **35 367**
 - Expatriés 880
 - Effectifs locaux à l'international 34 487

Le taux de fréquence des accidents avec arrêts (**hors BYES INTEC et KRAFTANLAGEN**) au 31 décembre 2018 s'élève à 3,61.

Le taux de gravité atteint 0,29.

AFFECTATION DU RÉSULTAT 2018

Nous vous proposons d'affecter et de répartir le bénéfice de l'exercice de la façon suivante :

Réserve légale (dotée à son maximum)	NÉANT
Bénéfice de l'exercice 2018	316 198 693,32 €
Report à Nouveau antérieur	235 995 202,71 €
Soit bénéfice disponible	552 193 896,03 €
Distribution d'un dividende de (soit 128,45 € par action)	219 165 243,50 €
Le solde au report à nouveau	333 028 652,53 €

Le dividende serait mis en paiement le 24 avril 2019.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques fiscalement domiciliées en France, il est précisé que le dividende distribué est totalement éligible, sur option, à l'abattement de 40 % prévu par l'article 158.3-2° du Code général des impôts.

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales, que les dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

EXERCICE	2015	2016	2017
Nombre d'actions	1 706 230	1 706 230	1 706 230
Dividende par action	146,32 €	158,26 €	187,26 €
Dividende total	250 167 442,60 €	270 027 959,80 €	319 508 629,80 €

RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Conformément aux dispositions de l'article R.225-102, alinéa 2, du code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices a été annexé au présent rapport.

PRISES DE PARTICIPATIONS ET PRISES DE CONTRÔLE

PRISES DE PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES DANS DES SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIÈGE EN FRANCE

Conformément aux articles L. 233-6 et L. 247-1 du code de commerce, nous vous informons qu'au cours de l'exercice écoulé, la Société n'a pris aucune participation directe (en capital ou en droits de vote) représentant plus de 5 %, 10 %, 20 %, 33,33 % ou 50 % du capital de sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République française.

PRISES DE CONTRÔLE DANS DES SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIÈGE EN FRANCE

Conformément aux articles L. 233-6 et L. 247-1 du code de commerce, nous vous informons qu'au cours de l'exercice écoulé, la Société n'a pris aucun contrôle direct ou indirect dans des sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République française.

INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL

OPÉRATIONS MODIFIANT LE CAPITAL SOCIAL

Aucune opération n'a eu pour effet de modifier le montant du capital social au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

IDENTITÉ DES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES DÉTENANT PLUS DU VINGTIÈME DU CAPITAL SOCIAL OU DES DROITS DE VOTE

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du code de commerce et compte tenu des informations reçues, en application de l'article L. 233-12 dudit code, nous vous informons qu'au 31 décembre 2018, le capital social de Bouygues Construction est détenu à hauteur de 99,93 % par la société Bouygues, Société Anonyme au capital de 365 104 531 € dont le siège social est sis à PARIS (75008) – 32, Avenue Hoche, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 572 015 246.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES ET AUX ACTIONS D'AUTOCONTRÔLE

Conformément à l'article L. 233-13 du code de commerce, au 31 décembre 2018, la Société ne détient pas d'actions d'autocontrôle.

ACTIONS ACHETÉES ET VENDUES AU TITRE DE L'INTÉRESSEMENT DES SALARIÉS AUX FRUITS DE L'EXPANSION DE L'ENTREPRISE (ARTICLES L. 225-208, L. 225-209-2 ET L. 225-211 DU CODE DE COMMERCE)

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, aucune action n'a été achetée ou vendue au titre de l'intéressement des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise.

DÉPENSES ET CHARGES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux articles 223 quater et 223 quinquies du code général des impôts, aucune dépense ni charge non déductible fiscalement, telles que visées au 4 de l'article 39, du code général des impôts, n'a été engagée au cours de l'exercice, de même qu'aucune réintégration de frais généraux visés au 5 de l'article 39 dudit code n'a été opérée.

PARTICIPATION DES SALARIÉS AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du code de commerce, il est indiqué que, à la date de clôture de l'exercice, soit le 31 décembre 2018, la part du capital de la Société détenue par les salariés de la Société, ainsi que par les salariés des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du code de commerce, est nulle.

Il est en revanche précisé que, conformément à l'article L. 225-184 du code de commerce, un rapport spécial sur les attributions ou les levées d'options de souscription ou d'achat d'actions dont ont bénéficié, durant l'exercice, les mandataires sociaux de la Société ainsi que les dix principaux bénéficiaires parmi les salariés de la Société, est présenté à l'Assemblée Générale.

OBSERVATIONS DU COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

Le Comité social et économique n'a émis aucune observation en application des dispositions de l'Article L. 2323-8 du code du travail.

AUTORISATIONS DE CAUTIONS, AVALS ET AUTRES GARANTIES

Conformément aux dispositions des articles L. 225-35 et R. 225-28 du code de commerce, le Conseil d'administration a autorisé, lors de sa réunion du 19 février 2019, le Président-Directeur Général et le Directeur Général Délégué en charge de la Stratégie et des Finances, des Systèmes d'Information, des Concessions et de la Réflexion Stratégique sur le Développement Immobilier, à consentir des cautions, avals et autres garanties dans la limite d'un plafond global respectivement de 300 et 100 millions d'euros.

Ces autorisations ont été données pour une période d'un an.

RÉSOLUTIONS

Dans les résolutions qui vous sont soumises, nous vous proposons de vous prononcer sur les points suivants figurant à l'ordre du jour :

- Lecture du rapport de gestion et du rapport sur le gouvernement d'entreprise du Conseil d'administration et des rapports des commissaires aux comptes ;
- Approbation de ces rapports, des comptes annuels et des comptes consolidés au titre de l'exercice 2018 – Quitus aux administrateurs ;
- Approbation des conventions visées à l'article L. 225-38 du code de commerce ;
- Affectation et répartition des résultats de l'exercice 2018 ;
- Ratification de la cooptation d'un administrateur (Arnauld VAN EECKHOUT) ;
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Philippe BONNAVE ;
- Renouvellement du mandat d'administrateur d'Olivier BOUYGUES ;
- Pouvoirs pour dépôt et formalités.

Nous vous demandons de bien vouloir vous prononcer sur les résolutions qui sont soumises à votre vote.

AUTRES INFORMATIONS

ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

Au 31 décembre 2018, la Société est dirigée par un Président Directeur Général et quatre Directeurs Généraux Délégués.

Nous vous informons que :

- les mandats de commissaire aux comptes titulaire d'ERNST & YOUNG et de commissaire aux comptes suppléant d'AUDITEX arriveront à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
- les mandats de commissaire aux comptes titulaire de MAZARS et de commissaire aux comptes suppléant de Loïc WALLAERT arriveront à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

COMPTES CONSOLIDÉS

BILAN CONSOLIDÉ

Actif (en millions d'euros)	Notes annexe	31/12/2018 net	31/12/2017 net retraité ^(a)
Immobilisations corporelles	3 et 16	721	598
Immobilisations incorporelles	3 et 16	21	44
Goodwill	3 et 16	1 044	526
Coentreprises et entités associées	3 et 16	103	30
Autres actifs financiers non courants	3	247	269
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	7	80	89
Actif non courant		2 216	1 556
Stocks		276	237
Avances et acomptes versés sur commandes		188	161
Clients et comptes rattachés		2 339	2 213
Actifs sur contrats clients		862	637
Actifs d'impôt (exigible)		125	95
Autres créances courantes		916	875
Trésorerie et équivalents de trésorerie		4 652	4 310
Instruments financiers - Couverture des dettes financières		-	-
Autres actifs financiers courants		5	9
Actif courant	4	9 363	8 537
Actifs ou activités détenus en vue de la vente		-	-
Total actif		11 579	10 093

(a) Le bilan au 31 décembre 2017 a été retraité des effets de l'application des normes IFRS 9 et 15.

BILAN CONSOLIDÉ

Capitaux propres et passif (en millions d'euros)	Notes annexe	31/12/2018	31/12/2017 retraité ^(a)
Capital social		128	128
Primes et réserves		472	504
Réserve de conversion		11	1
Actions propres détenues		-	-
Résultat consolidé		296	320
Capitaux propres (part du Groupe)	5	907	953
Participations ne donnant pas le contrôle		4	25
Capitaux propres		911	978
Dettes financières non courantes	8 et 16	1 028	511
Provisions non courantes	6 et 16	826	729
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	7	21	17
Passif non courant		1 875	1 257
Dettes financières courantes	8	11	5
Impôts courants		78	59
Fournisseurs et comptes rattachés		3 108	3 144
Passifs sur contrats clients		2 688	2 058
Provisions courantes	6	648	529
Autres passifs courants		1 749	1 675
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		493	385
Instruments financiers - Couverture des dettes financières		1	-
Autres passifs financiers courants		17	3
Passif courant	10	8 793	7 858
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente		-	-
Total capitaux propres et passif		11 579	10 093
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)	9	3 119	3 409

(a) Le bilan au 31 décembre 2017 a été retraité des effets de l'application des normes IFRS 9 et 15.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Notes annexe	Exercice 2018	Exercice 2017 retraité ^(a)
Chiffre d'affaires^(b)	11 et 16	12 358	11 660
Autres produits de l'activité		139	107
Achats consommés		(7 088)	(6 709)
Charges de personnel		(3 096)	(2 766)
Charges externes		(1 854)	(1 724)
Impôts et taxes		(166)	(149)
Dotations nettes aux amortissements		(189)	(214)
Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées		(214)	(146)
Variation des stocks de production et de promotion immobilière		(5)	(58)
Autres produits d'exploitation ^(c)		699	548
Autres charges d'exploitation		(216)	(186)
Résultat opérationnel courant	12 et 16	368	363
Autres produits opérationnels		-	-
Autres charges opérationnelles		(4)	-
Résultat opérationnel	12 et 16	364	363
Produits financiers		32	26
Charges financières		(15)	(14)
Produit de l'excédent financier net	13 et 16	17	12
Autres produits financiers	13 et 16	59	73
Autres charges financières	13 et 16	(21)	(24)
Impôt	14 et 16	(109)	(103)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	3 et 16	(2)	2
Résultat net des activités poursuivies	16	308	323
Résultat net des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente		-	-
Résultat net	16	308	323
Résultat net part du Groupe	16	296	320
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		12	3
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies par action (en euros)	15	173,48	187,55
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies dilué par action (en euros)	15	173,48	187,55

(a) Le compte de résultat de l'exercice 2017 a été retraité des effets de l'application de la norme IFRS 15.

(b) Dont chiffre d'affaires réalisé à l'international.

(c) Dont reprises de provisions et dépréciations non utilisées et autres.

6 759

280

6 091

251

ÉTAT CONSOLIDÉ DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS

(en millions d'euros)	Exercice 2018	Exercice 2017 retraité ^(a)
Résultat net	308	323
Éléments non recyclables en résultat net		
Écarts actuariels au titre des avantages postérieurs à l'emploi	(17)	(9)
Variation nette de juste valeur sur instruments de capitaux propres	-	-
Impôts sur éléments non recyclables en résultat net	2	1
Quote-part des produits et charges non recyclables des coentreprises et entités associées	-	-
Éléments recyclables en résultat net		
Variation des écarts de conversion	10	(97)
Variation nette sur juste valeur des instruments financiers de couverture	(11)	12
Impôts sur éléments recyclables en résultat net	1	1
Quote-part des produits et charges recyclables des coentreprises et entités associées	-	1
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	(15)	(91)
Produits et charges nets comptabilisés	293	232
Produits et charges nets comptabilisés part du Groupe	281	232
Produits et charges nets comptabilisés des participations ne donnant pas le contrôle	12	-

(a) Les états des produits et charges comptabilisés de l'exercice 2017 ont été retraités des effets de l'application de la norme IFRS 15.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en million d'euros)	Capital Prime d'émission	Réserves liées au capital / Report à nouveau	Réserves et Résultat consolidés	Actions propres détenues	Opérations affectées directement en capitaux propres	Total Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Situation au 31 décembre 2016 retraitée^(a)	143	246	314	-	40	743	26	769
Mouvements Exercice 2017 retraités								
Résultat net	-	-	320	-	-	320	3	323
Variation de change	-	-	-	-	(94)	(94)	(3)	(97)
Autres produits et charges comptabilisés	-	-	-	-	6	6	-	6
Résultat net et produits et charges comptabilisés^(d)	-	-	320	-	(88)	232	-	232
Opérations nettes sur capital et réserves	-	126	(126)	-	-	-	-	-
Acquisitions/Cessions d'actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions et cessions sans perte de contrôle	-	-	1	-	-	1	-	1
Distribution	-	-	(20)	-	-	(20)	(1)	(21)
Autres opérations avec les actionnaires	-	-	(1)	-	-	(1)	-	(1)
Autres opérations (changements de périmètre et divers)	-	-	(1)	-	1	-	1	1
Impact de l'application d'IFRS 9	-	-	2	-	(4)	(2)	(1)	(3)
Situation au 31 décembre 2017 retraitée^(b)	143	372	489	-	(51)	953	25	978
Mouvements Exercice 2018								
Résultat net	-	-	296	-	-	296	12	308
Variation de change	-	-	-	-	10 ^(c)	10	^(c)	10
Autres produits et charges comptabilisés	-	-	-	-	(25)	(25)	-	(25)
Résultat net et produits et charges comptabilisés^(d)	-	-	296	-	(15)	281	12	293
Opérations nettes sur capital et réserves	-	(123)	123	-	-	-	-	-
Acquisitions/Cessions d'actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions et cessions sans perte de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution	-	-	(320)	-	-	(320)	(32)	(352)
Autres opérations avec les actionnaires	-	-	-	-	-	-	1	1
Autres opérations (changements de périmètre et divers)	-	-	(7)	-	-	(7)	(2)	(9)
Situation au 31 décembre 2018	143	249	581	-	(66)	907	4	911

(a) Les capitaux propres au 31 décembre 2016 ont été retraités des effets de l'application de la norme IFRS 15.

(b) Les capitaux propres au 31 décembre 2017 ont été retraités des effets de l'application des normes IFRS 9 et 15.

(c) Variation de la réserve de conversion.

	Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Sociétés contrôlées	10	-	10
Coentreprises et entités associées	-	-	-
	10	-	10

(d) Voir état des produits et charges comptabilisés.

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

I - Flux de trésorerie des activités poursuivies (en millions d'euros)	Notes annexe	Exercice 2018	Exercice 2017 retraité ^(a)
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ			
Résultat net des activités poursuivies		308	323
Retraitements :			
• Quote-part de résultat revenant aux coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus		9	(2)
• Dividendes des sociétés non consolidées		(31)	(17)
• Dotations (reprises) aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes		168	133
• Plus et moins values de cessions d'actifs		(94)	(43)
• Charges calculées diverses		(53)	(1)
CAF après coût de l'endettement financier net/Produit de l'excédent financier net et impôt		307	393
Reclassement du coût de l'endettement financier net/Produit de l'excédent financier net		(17)	(12)
Retraitement de l'impôt		109	103
Capacité d'autofinancement (CAF)	16	399	484
Impôts décaissés		(117)	(99)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes ^(b)		290	(107)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		572	278
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	16	(253)	(159)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles		52	40
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles		11	-
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	16	(20)	(4)
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés		54	23
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés		15	1
Prix d'acquisition des activités consolidées	16	(559)	(1)
Prix de cession des activités consolidées		229	2
Dettes nettes sur activités consolidées		(1)	(4)
Autres variations de périmètre : trésorerie des sociétés acquises ou cédées		(155)	(5)
Autres flux liés aux opérations d'investissements : var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées		32	(1)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(595)	(108)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires		1	(17)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(320)	(20)
Dividendes versés par les activités consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle		(32)	(1)
Variation des dettes financières courantes et non courantes		538	-
Coût de l'endettement financier net/Produit de l'excédent financier net		17	12
Autres flux liés aux opérations de financement		-	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		204	(26)
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES			
Variations de la trésorerie nette (A+B+C+D)		234	(27)
Trésorerie nette à l'ouverture	4 et 10	3 925	3 952
Flux nets		234	(27)
Flux non monétaires		-	-
Trésorerie nette à la clôture	4 et 10	4 159	3 925
II - Flux de trésorerie des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente			
Trésorerie nette à l'ouverture		-	-
Flux nets		-	-
Trésorerie nette à la clôture		-	-

(a) Les flux de trésorerie de l'exercice 2017 ont été retraités des effets de l'application de la norme IFRS 15.

(b) Correspond à la définition suivante : actif courant - passif courant, hors impôts décaissés présentés séparément et hors dettes financières courantes et instruments financiers sur couverture de dettes classés en financement.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 1. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

1.1. FAITS SIGNIFICATIFS ET VARIATIONS DE PERIMÈTRE AU 31 DÉCEMBRE 2018

Le 26 mars 2018, Bouygues Construction et Colas Rail, filiale ferroviaire de Colas, ont été retenues par le Groupe suisse Alpiq pour l'acquisition d'Alpiq Engineering Services.

À travers les sociétés Alpiq Intec AG et Kraftanlagen München GmbH, Alpiq Engineering Services est spécialisée dans les activités de services multi-techniques pour le bâtiment et pour les infrastructures d'énergie, industrielles et de transport. Elle compte près de 7 650 collaborateurs et a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 1,7 milliard de francs suisses en 2017, essentiellement en Suisse (57 %), en Allemagne (24 %) et en Italie (12 %). Cette acquisition positionne Bouygues Construction comme un acteur majeur de l'énergie et des services en Europe et s'inscrit ainsi pleinement dans sa stratégie de développement sur ce marché porteur.

Le 31 juillet 2018, après avoir obtenu l'aval des autorités de concurrence européenne et suisse, Bouygues Construction et Colas Rail ont réalisé le closing de l'acquisition de la totalité des titres de Alpiq InTec AG (Zurich) et Kraftanlagen München GmbH (Munich) sur la base d'une valeur d'entreprise de 850 millions de francs suisses (700 millions de francs suisses pour Bouygues Construction et 150 millions de francs suisses pour Colas Rail).

À fin décembre 2018, un bilan d'ouverture a été communiqué par les vendeurs et une première revue approfondie a été effectuée en appliquant les principes et méthodes comptables du Groupe Bouygues. Conformément à la norme IFRS 3, le solde excédentaire du prix d'acquisition par rapport à la juste valeur des actifs et passifs acquis a été comptabilisé en goodwill pour un montant provisoire de 489 M€. Ces éléments pourront varier dans les délais prévus par la norme.

Cette acquisition se matérialise par l'entrée dans le périmètre de consolidation de 25 sociétés.

Le bilan d'acquisition provisoire est fourni ci-dessous.

Le 28 mai 2018, Bouygues Construction a annoncé l'acquisition de la société AW Edwards, acteur majeur de la construction en Australie.

Par cette acquisition, le Groupe poursuit sa stratégie de développement en Australie et se renforce sur le marché de la construction. Le groupe AW Edwards est une entreprise familiale fondée en 1921 et basée à Sydney. L'entreprise est un acteur majeur et indépendant du marché australien, spécialisée dans le secteur du bâtiment. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 277 millions de dollars australiens en 2017 et emploie 250 personnes.

Le 5 juillet 2018, Bouygues Bâtiment International, filiale de Bouygues Construction, a finalisé l'acquisition de l'intégralité de la société AW Edwards.

Le goodwill temporaire comptabilisé dans le cadre de cette acquisition, calculé en comparant le prix d'acquisition avec les actifs et passifs acquis, s'élève à 43 M€.

Cette acquisition se matérialise par l'entrée dans le périmètre de consolidation de 3 sociétés.

Bilan d'acquisition et affectation provisoire du goodwill d'AES (en millions d'euros) :

BILAN D'ACQUISITION (EN MILLIONS D'EUROS)

Actif	ALPIQ ENGINEERING SERVICES
Immobilisations corporelles	115
Immobilisations incorporelles	8
Coentreprises et entités associées	-
Autres actifs financiers non courants	13
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	0
Actif non courant	135
Stocks	11
Avances et acomptes versés sur commandes	2
Clients et comptes rattachés	242
Actifs sur contrats clients	81
Actif d'impôt (exigible)	3
Autres créances courantes	57
Trésorerie et équivalents de trésorerie	49
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	-
Autres actifs financiers courants	-
Actif courant	445
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	133
Total actif acquis	713
Capitaux propres et passif	ALPIQ ENGINEERING SERVICES
Dettes financières non courantes	0
Provisions non courantes	97
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	5
Passif non courant	103
Avances et acomptes reçus sur commandes	-
Dettes financières courantes	-
Impôts courants	5
Fournisseurs et comptes rattachés	120
Passifs sur contrats clients	111
Provisions courantes	81
Autres passifs courants	344
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	1
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	-
Autres passifs financiers courants	-
Passif courant	661
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	
Total passif acquis	763
Total des actifs nets identifiés acquis	(50)
Prix d'acquisition provisoire des titres	439
Goodwill provisoire	489

Le 31 décembre 2018, le Groupe a cédé 49 % de la société Axione, entraînant la perte du contrôle exclusif et sa consolidation selon la méthode de la mise en équivalence. La plus-value globale de cession hors impôts et frais de cession, incluant la revalorisation à la juste valeur de la part conservée, s'élève à 106 millions d'euros.

1.2. FAITS SIGNIFICATIFS ET VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE POSTÉRIEURS AU 31 DÉCEMBRE 2018

Aucun fait significatif n'est intervenu postérieurement au 31 décembre 2018.

NOTE 2. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE

Les comptes consolidés du groupe Bouygues Construction intègrent les comptes de Bouygues Construction S.A. et de ses filiales, ainsi que les participations dans les entités associées, les coentreprises et les activités conjointes. Ils sont présentés en millions d'euros et intègrent les recommandations de présentation du CNC (devenu l'ANC) n° 2013-03 du 7 novembre 2013 en matière d'états financiers.

Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 19 février 2019 et seront soumis pour approbation à la prochaine assemblée générale ordinaire du 16 avril 2019.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2018 sont établis selon les normes et principes du référentiel IFRS, sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs / passifs financiers évalués à leur juste valeur lorsque cela est requis par les normes IFRS. Ils sont présentés comparativement avec les états au 31 décembre 2017 qui ont été retraités pour tenir compte de l'adoption au 1^{er} janvier 2018 des normes IFRS 9 et IFRS 15 (note 22 de l'annexe).

Au 31 décembre 2018, le Groupe a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existants dans les comptes consolidés de l'exercice 2017 à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées ci-après, applicables au 1^{er} janvier 2018.

- Principales normes IFRS, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne, d'application obligatoire ou applicable par anticipation au 1^{er} janvier 2018 :

- **IFRS 9 : Instruments financiers.**

Le 24 juillet 2014, l'IASB (International Accounting Standards Board) a publié une nouvelle norme sur les instruments financiers appelée à remplacer la plupart des dispositions existantes en IFRS, notamment IAS 39. La nouvelle norme, adoptée par l'Union Européenne le 22 novembre, est applicable au 1^{er} janvier 2018. Le Groupe n'avait pas appliqué cette norme par anticipation.

Les dispositions de la norme sur le classement, l'évaluation et la dépréciation des instruments financiers sont appliquées par le Groupe de manière rétrospective sans ajustement des comparatifs. Quant aux dispositions spécifiques à la comptabilité de couverture, le Groupe les applique également au 1^{er} janvier 2018, avec une approche prospective conformément aux dispositions édictées par IFRS 9.

L'impact de l'application de cette norme au 1^{er} janvier 2018 n'est pas matériel et est présenté en note 22 de l'annexe.

- **IFRS 15 : Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients.**

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié une nouvelle norme sur la comptabilisation du chiffre d'affaires appelée à remplacer la plupart des dispositions existantes en IFRS, notamment IAS 11 et IAS 18. La nouvelle norme, adoptée par l'Union européenne le 29 octobre 2016, est applicable au 1^{er} janvier 2018. Le Groupe n'avait pas appliqué cette norme par anticipation. Il l'a appliquée au 1^{er} janvier 2018 de manière rétrospective et l'exercice 2017 a également été retraité des impacts IFRS 15.

Les impacts de l'application d'IFRS 15 sur les états financiers au 31 décembre 2017 sont présentés en note 22 de l'annexe.

- Normes IFRS, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne, d'application obligatoire ou applicable au 1^{er} janvier 2019 :

- **IFRS 16 : Contrats de location.**

Le 13 janvier 2017, l'IASB a publié la norme IFRS 16 « contrats de location » appelée à remplacer IAS 17 ainsi que les interprétations IFRIC et SIC associées.

La nouvelle norme, adoptée par l'Union européenne le 31 octobre 2017, est applicable au 1^{er} janvier 2019. Le Groupe n'a pas appliqué cette norme par anticipation et a retenu l'approche rétrospective avec présentation d'une année comparative pour sa première application.

Les travaux de recensement et de collecte des contrats de location se sont déroulés sur 2017 et 2018. Les impacts estimés de l'application d'IFRS 16 sur le bilan au 31 décembre 2017 retraité d'IFRS 15 et d'IFRS 9, les périodes intermédiaires 2018 et l'exercice 2018 sont présentés en note 23 de l'annexe.

- **IFRIC 23 : Incertitude relative aux traitements fiscaux.**

Le 7 juin 2017, l'IFRS IC a publié l'interprétation IFRIC 23. Cette interprétation contient des dispositions relatives aux modalités comptables de reconnaissance des conséquences fiscales liées au caractère incertain de l'impôt. Le Groupe n'a pas choisi d'appliquer cette interprétation par anticipation et a entrepris une évaluation des conséquences éventuelles de son application. La nouvelle interprétation, adoptée par l'Union Européenne le 23 octobre 2018, est applicable au 1^{er} janvier 2019.

Les impacts de l'application de cette interprétation au 1^{er} janvier 2019 ne devraient pas être matériels et sont présentés en note 23 de l'annexe.

• Jugements et recours à des estimations :

Lors de la préparation des comptes consolidés, conformément aux normes et interprétations, le groupe procède à des estimations et des hypothèses. Elles ont pu concerner les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif à la date d'établissement des comptes consolidés, et les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice. Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée, ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes. Le recours à des estimations et hypothèses concerne notamment l'évaluation des provisions, ainsi que les données à terminaison sur les contrats de construction.

2.1. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

2.1.1. MODES D'INTÉGRATION ET PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les sociétés sur lesquelles Bouygues Construction exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Pour les activités contrôlées conjointement et qui confèrent à chacun des coparticipants des droits directs dans les actifs et des obligations au titre des passifs, les charges et les produits, les actifs et passifs sont comptabilisées selon les intérêts détenus dans l'activité conjointe.

Les sociétés sur lesquelles Bouygues Construction exerce une influence notable ainsi que les coentreprises qui confèrent des droits sur l'actif net sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Évolution du périmètre de consolidation	31/12/2018	31/12/2017
Sociétés contrôlées	261	244
Activités conjointes	116	103
Coentreprises et entités associées	34	25
Total	411	372

2.1.2. CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Les états financiers des filiales consolidées dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice pour le bilan et au taux de change moyen annuel pour le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie. Les différences de conversion qui en découlent sont inscrites dans la rubrique « Réserve de conversion » figurant dans les capitaux propres.

Les différences de change relatives à une dette libellée en monnaie étrangère, comptabilisée comme couverture de l'investissement net dans une entité étrangère, sont imputées dans les capitaux propres.

2.1.3. CONVERSION DES OPÉRATIONS EN DEVISES

Les transactions en devises sont converties en euro en appliquant le taux moyen de change du jour de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de clôture. Les écarts de conversion sont comptabilisés en résultat net.

2.1.4. IMPOSITIONS DIFFÉRÉES

Les impositions différées sont constatées, sur la totalité des différences entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actif et de passif (approche bilan) ; elles résultent :

- des différences temporelles apparaissant lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale ; elles sont, soit :
 - sources d'impositions futures (impôts différés passifs : IDP) : il s'agit essentiellement de produits dont l'imposition est différée ;
 - sources de déductions futures (impôts différés actifs : IDA) : sont concernées principalement les provisions fiscalement non déductibles temporairement. Les IDA sont revus à chaque clôture et comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible et sur lequel les différences temporelles pourront s'imputer ;
- des reports fiscaux déficitaires (impôts différés actifs) ayant une forte probabilité de récupération sur les exercices futurs.

Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôt nationaux dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date d'arrêt des comptes, selon les pays.

L'incidence de l'évolution des taux d'impôt sur les sociétés est prise en résultat de l'exercice dans le cadre du report variable. Pour la France, les taux d'impôts reconnus sont les suivants :

Année de renversement des différences temporelles	Taux d'impôt différé retenu
2019	32,02 %
2020	28,92 %
2021	27,37 %
2022 et plus	25,83 %

Les impôts de distribution non récupérables, estimés au titre des dividendes à verser par des filiales françaises ou étrangères, sont provisionnés s'ils présentent un caractère significatif.

2.1.5. CONTRATS DE CONCESSIONS ET PPP (PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ)

Le Groupe détient des participations dans des sociétés titulaires de contrats de concessions/PPP (Partenariat Public Privé), qui sont traités conformément aux modalités définies par l'interprétation IFRIC 12.

2.2. PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

2.2.1. ACTIF

a) Actif non courant

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Elles sont valorisées au coût de revient de l'acquisition.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composantes significatives ayant des durées d'utilité ou des modes d'amortissement différents, ces dernières sont comptabilisées séparément (approche par composant).

Le coût d'une immobilisation corporelle est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, et de tous les frais directement attribuables engagés pour mettre l'actif en état de marche en vue de l'utilisation prévue ; toutes les remises et rabais commerciaux sont déduits dans le calcul du prix d'achat.

Les dépenses ultérieures sont comptabilisées en charges sauf lorsqu'elles améliorent la performance de l'immobilisation définie à l'origine, augmentent sa durée de vie, ou réduisent les coûts opérationnels antérieurement établis.

Après sa comptabilisation initiale en tant qu'actif, une immobilisation corporelle est comptabilisée à son coût diminué du cumul d'amortissements et du cumul des éventuelles pertes de valeur. Le Groupe applique le traitement de référence en comptabilisant les immobilisations selon la méthode du coût historique amorti.

L'amortissement est calculé sur la durée d'utilité de l'actif. La durée d'utilité est la période pendant laquelle l'entreprise s'attend à utiliser l'actif.

La base amortissable correspond au coût d'achat diminué le cas échéant de la valeur résiduelle finale estimée nette des frais de sortie. La valeur résiduelle d'une immobilisation corporelle est le montant que l'entreprise recevrait actuellement pour l'actif si celui-ci était déjà dans les conditions d'âge et d'usure prévues à la fin de sa durée de vie utile (hors effet inflation).

Les principales durées d'utilité retenues sont :

- constructions : 10 à 40 ans selon qu'il s'agit de constructions légères ou d'autres bâtiments en dur ;
- installations techniques, matériels et outillages : de 3 à 15 ans ;
- autres immobilisations corporelles : de 3 à 10 ans selon la nature du bien (matériel de transport, matériel et mobilier de bureau, etc.).

Ces durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes ; ces changements d'estimation comptable sont comptabilisés de façon prospective.

• Contrats de location financement :

La location financement est un contrat qui a pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif, le transfert de propriété pouvant, ou non, intervenir in fine. Les biens significatifs acquis sous forme de location financement (crédit-bail notamment) sont inscrits au bilan en immobilisations corporelles, en contrepartie de la comptabilisation d'une dette financière au passif. Ces actifs sont amortis sur leur durée prévue d'utilisation.

• Coûts de remise en état des sites :

Les coûts de remise en état des sites relatifs à des dégradations progressives font l'objet de provisions au passif.

• Immeubles de placement :

Le Groupe n'a pas identifié d'immeuble de placement au sein de ses immobilisations.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La norme IAS 38 définit l'immobilisation incorporelle comme un actif non monétaire identifiable, sans substance physique et contrôlé par l'entité. Il peut être :

- séparable (loué, vendu, échangé de manière indépendante, transféré),
- issu d'un droit contractuel ou légal, que ce droit soit séparable ou non.

Lorsque l'immobilisation incorporelle a une durée de vie définie, elle est amortissable. Les immobilisations à durée de vie indéfinie ne sont pas amortissables mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Les frais de développement sont inscrits à l'actif lorsqu'ils satisfont aux critères d'activation (génération d'avantages économiques futurs et coût évalué de façon fiable).

Les frais d'établissement et les frais de recherche figurent en charges dans l'exercice de leur engagement.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Depuis le 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont traités dans le cadre des normes IFRS 3 et IAS 27 révisées, qui apprécient notamment la notion de « prise de contrôle » dans l'application faite aux opérations d'acquisition ou de cession de titres ; selon le cas, les impacts sont pris en compte de résultat consolidé, ou en capitaux propres.

Dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, la juste valeur de la contrepartie transférée est affectée aux actifs et passifs identifiables acquis. Ces derniers sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et présentés au bilan selon la méthode de la réestimation totale, conformément à IFRS 3R. Cette méthode consiste à réestimer les actifs et passifs acquis, pour leur juste valeur totale (et non à hauteur de la seule quote-part d'intérêt acquise).

Lors de chaque regroupement d'entreprises, la norme IFRS 3R offre le choix entre une évaluation des participations ne donnant pas le contrôle :

- à la juste valeur (c'est-à-dire avec un goodwill alloué à ces derniers, méthode dite du « goodwill complet ») ;
- à leur quote-part dans la juste valeur des seuls actifs et passifs identifiables de la société acquise (c'est-à-dire sans goodwill affecté aux participations ne donnant pas le contrôle, méthode dite du « goodwill partiel »).

Les goodwills déterminés antérieurement au 1^{er} janvier 2004 restent appréciés selon la méthode de la réestimation partielle ; cette méthode consiste à limiter la réestimation des éléments identifiables à la seule quote-part de titres acquis. Les droits des participations ne donnant pas le contrôle sont pris en compte sur la base de la valeur comptable des éléments, telle qu'elle ressort du bilan de l'entreprise acquise ; les normes révisées laissent le choix à l'appréciation d'un goodwill complet ou partiel (acquisitions nouvelles).

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le goodwill (ou écart d'acquisition) représente tout excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables et des passifs éventuels évaluables de façon fiable à la date d'acquisition.

Le goodwill représente un paiement effectué par l'acquéreur en anticipation d'avantages économiques futurs provenant d'actifs qui ne peuvent être identifiés de manière individuelle et comptabilisés séparément.

Il est comptabilisé dans le poste « goodwill » s'il est positif et repris en résultat dès l'exercice d'acquisition s'il est négatif.

Le délai d'affectation est limité à la période requise pour identifier et évaluer les actifs et passifs de l'acquise, les participations ne donnant pas le contrôle, le prix payé et la juste valeur de la quote-part antérieurement acquise, sans toutefois pouvoir excéder 12 mois.

Postérieurement à la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur conformément à IAS 36 dans le cadre d'un test de dépréciation annuel (*impairment test*). En cas de diminution de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, en résultat opérationnel.

À ce titre, le goodwill est affecté à l'Unité Génératrice de Trésorerie correspondante bénéficiant du regroupement d'entreprises ou au regroupement d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions.

La valeur de l'UGT est déterminée par la méthode d'actualisation des flux futurs de trésorerie (*Discounted Cash Flow* : D.C.F.) selon les principes suivants :

- le taux d'actualisation est déterminé en prenant pour base le coût moyen pondéré du capital ;
- les flux de trésorerie sont issus du plan d'affaires à moyen terme élaboré par la direction de l'UGT concernée ;
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuelle. Ce taux de croissance est en accord avec les perspectives de développement des marchés sur lesquels opère l'UGT concernée, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

Bouygues Construction a identifié 2 Unités Génératrices de Trésorerie (UGT).

• **Une UGT comprenant les activités de BTP en France et à l'International**

Le plan d'affaires utilisé a été établi dans le cadre du cycle de management du Groupe.

Il repose notamment sur les hypothèses de stabilité du périmètre des activités BTP et de continuité de l'exploitation sur les trois années du plan d'affaires.

Le Groupe a fixé aux activités de BTP un objectif de rentabilité, décliné par année.

Cet objectif est intégré dans les hypothèses du plan d'affaires. Le plan d'affaires tient compte de l'expérience passée ainsi que des sources d'informations extérieures.

Taux d'actualisation retenu : 5.10 % / 4.91 % selon l'hypothèse ; taux de croissance retenu : 1 %.

Il n'y a eu aucun évènement et circonstance ayant conduit à comptabiliser une perte de valeur en 2018.

• **Une UGT comprenant les activités d'Energies et Services en France et à l'International**

Le plan d'affaires utilisé a été établi dans le cadre du cycle de management du Groupe.

Il repose notamment sur les hypothèses de stabilité du périmètre des activités d'Energies et Services et la continuité de l'exploitation sur les trois années du plan d'affaires.

Le Groupe a fixé aux activités d'Energies et Services, un objectif de rentabilité, décliné par année. Cet objectif est intégré dans les hypothèses du plan d'affaires. Le plan d'affaires tient compte de l'expérience passée ainsi que des sources d'informations extérieures.

Taux d'actualisation retenu : 4.00 % / 3.89 % selon l'hypothèse ; taux de croissance retenu : 1 %.

Il n'y a eu aucun évènement et circonstance ayant conduit à comptabiliser une perte de valeur en 2018.

ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Les actifs financiers sont comptabilisés en fonction de leurs modalités de gestion et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. En fonction de ces critères, les actifs financiers sont comptabilisés :

- Au coût amorti.
- En juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global.
- En juste valeur par résultat.

• **Titres de participations et autres titres :**

Les instruments de capitaux propres autres que les titres consolidés sont comptabilisés en juste valeur. La contrepartie des variations de cette juste valeur dépend du choix irrévocable fait lors de la comptabilisation initiale de ces instruments et peut être la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclable en résultat. Le choix de comptabilisation est effectué titre par titre.

• **Prêts et créances :**

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti. Conformément à IFRS 9, une dépréciation est constatée dès la comptabilisation initiale, reflétant le risque de défaut attendu dans les 12 mois suivants. Cette dépréciation est comptabilisée en compte de résultat.

b) Actif courant

STOCKS

Les stocks sont évalués à leur coût de revient (coût unitaire moyen pondéré), ou au prix du marché s'il est inférieur.

Lorsque la valeur de réalisation des stocks est inférieure à leur prix de revient, des dépréciations sont comptabilisées.

CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

Les créances clients sont essentiellement à court terme et sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement.

Dans le cadre de la comptabilisation des contrats à long terme dans la méthode de l'avancement, cette rubrique inclut notamment :

- les situations émises au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou des prestations (situations acceptées par le maître d'ouvrage),
- les « facturations à établir » correspondant aux travaux effectués qui n'ont pu, pour des raisons de décalage temporaire, être facturés ou acceptés par le maître d'ouvrage.

ACTIFS SUR CONTRATS CLIENTS

Les actifs sur contrats clients représentent un droit conditionnel pour le Groupe à recevoir une rémunération au titre de biens ou services déjà transférés aux clients, et dont l'exigibilité est soumise à d'autres conditions que le passage du temps. Les actifs sur contrats clients (note 4.4 de l'annexe) comprennent ainsi les actifs qui représentent le chiffre d'affaires comptabilisé à l'avancement sans droit immédiat à facturation correspondant aux travaux mérités qui n'ont pu, pour des raisons de décalage temporaire, être facturés ou acceptés par le maître d'ouvrage.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à la juste valeur dans la catégorie des « actifs disponibles à la vente ».

Disponibilités et dépôts à court terme, concours bancaires courants : en raison de leur caractère court terme, leurs valeurs comptables retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

2.2.2. PASSIF

a) Passif non courant

PROVISIONS NON COURANTES

Une provision est comptabilisée lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation actuelle du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'événements passés et dont le règlement devrait se traduire pour le Groupe par une sortie probable de ressources représentatives d'avantages économiques pouvant être estimée de façon fiable.

Elles comprennent pour l'essentiel :

- **Avantages au personnel**

- **Provisions pour indemnités de fin de carrière (IFC) :**

Le Groupe provisionne les indemnités de fin de carrière, à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite, non couvertes par des polices d'assurances.

Le calcul de la provision est établi selon la « méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ».

L'évaluation sur la base conventionnelle tient compte des éléments suivants :

- classement du personnel en groupes homogènes en fonction du statut, de l'âge et de l'ancienneté,
- salaire mensuel majoré du coefficient de charges sociales patronales en vigueur,
- taux de revalorisation du salaire de fin de carrière,
- taux d'actualisation de l'engagement de fin de carrière, projeté à la date de départ en retraite,
- taux de rotation (*turn-over*) déterminé en fonction de la tranche d'âge et par catégorie socioprofessionnelle,
- espérance de vie : table de mortalité INSEE 2012-2014.

Conformément à IAS 19 révisée, l'ensemble des écarts actuariels concernant les plans relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies sont comptabilisés en provisions non courantes par contrepartie des capitaux propres (méthode SORIE).

- **Provision pour médailles du travail :**

Le Groupe provisionne le coût des médailles d'ancienneté (10, 20, 30 et 40 ans) selon la « méthode rétrospective en droits projetés » à la date d'obtention des médailles.

- **Provisions destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles des activités du Groupe**

- **Garanties données aux clients (provisions SAV) :**

Elles sont destinées à couvrir les risques mis à la charge de la société durant la période de garantie (essentiellement garantie décennale en France).

La provision est constituée par application au chiffre d'affaires d'un taux statistique déterminé chaque année à partir des éléments de référence SAV propre à chaque société.

b) Passif courant

FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

En raison de leur caractère court terme, les valeurs historiques retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

AVANCES ET ACOMPTES REÇUS SUR COMMANDES

Ils comprennent les avances et acomptes reçus des clients au titre d'acomptes ou d'avances de démarrage des marchés travaux.

PROVISIONS COURANTES

Les provisions courantes, liées au cycle normal d'exploitation, comprennent pour l'essentiel :

- les provisions pour risque chantier, travaux et fin de chantier ;
- les provisions pour pertes à terminaison de fin de contrat. Elles concernent les chantiers en cours de réalisation et prennent en compte, notamment, les réclamations acceptées par le client. Elles sont évaluées chantier par chantier, sans compensation.

PASSIFS SUR CONTRATS CLIENTS

Les passifs sur contrats clients représentent l'obligation pour le Groupe de transférer des biens ou des services pour lesquels un paiement a déjà été reçu de la part du client, ou lorsque le droit inconditionnel au paiement est déjà acquis. Ils incluent les avances et acomptes reçus sur commandes et les écarts liés à l'avancement d'un contrat (note 10.2 de l'annexe).

2.2.3. COMPTE DE RÉSULTAT

a) Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé représente le montant cumulé des travaux, produits et prestations de services. Il inclut, après élimination des opérations internes, le chiffre d'affaires des sociétés contrôlées et des activités conjointes.

Les produits de l'activité du groupe sont reconnus dès lors que :

- Un contrat client et ses différentes obligations de performances sont identifiés,
- Un prix de transaction est déterminé et affecté aux différentes OP,
- Les obligations de performances distinctes du contrat sont satisfaites,
- Les avantages économiques résultant de la transaction bénéficieront au groupe de manière probable,
- Le montant du chiffre d'affaires peut être mesuré de manière fiable,
- À la date de la transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré.

La majorité des contrats ne comprennent qu'une seule obligation de performance.

b) Comptabilisation des contrats de construction

L'ensemble des activités relatives à des contrats de construction est traité selon la méthode dite à « l'avancement ».

Le chiffre d'affaires pris en compte à l'avancement correspond au prix de vente avancé, calculé sur la base de la dernière estimation du prix de vente total du contrat multiplié par le taux d'avancement réel du chantier. Ce taux d'avancement est déterminé en fonction de l'avancement physique des travaux. La dernière estimation du prix de vente total du contrat prend en compte, notamment, les réclamations acceptées par le client.

Les contrats dégagant une perte finale probable font l'objet d'une provision pour perte à terminaison, inscrite au passif du bilan sous la rubrique « Provisions courantes ». La perte est provisionnée en totalité dès qu'elle est connue et estimée de manière fiable, quel que soit le degré d'avancement.

c) Résultats sur opérations faites en commun

Ils correspondent à la quote-part de résultats, provenant des sociétés en participation et joint-ventures non consolidées. À ce titre, ces résultats font partie intégrante du résultat opérationnel et sont présentés en « Autres produits et charges d'exploitation ».

d) Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel correspond à l'ensemble des charges et produits ne résultant pas des activités financières, des sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente, et de l'impôt.

Les éventuelles dépréciations de goodwill sont comprises dans le résultat opérationnel.

e) Produit de l'excédent financier net

Le produit de l'excédent financier net est constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'excédent financier net pendant la période (voir note 9 variation de l'excédent financier net), y compris les résultats de couverture de taux et de change y afférents.

f) Autres produits et charges financiers

Il s'agit des produits et charges de nature financière qui ne sont pas de nature opérationnelle et ne font pas partie de l'excédent financier net.

2.2.4. INSTRUMENTS FINANCIERS

Certaines structures du Groupe sont amenées à utiliser des instruments financiers dans le but de limiter l'incidence des variations de change et de taux d'intérêt sur leur compte de résultat. L'utilisation de ces instruments s'inscrit dans le cadre ci-après.

Les instruments utilisés sont limités aux produits suivants :

- achats et ventes à termes de devises, swaps de devises, options de change dans le cadre de la couverture du risque de change ;
- swaps de taux d'intérêt, achat de caps et de tunnels dans le cadre de la couverture du risque de taux.

Ils ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture,
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang,
- de ne présenter aucun risque d'illiquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties, et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change, et au risque de taux, font l'objet d'états de reportings réguliers et spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

• Nature des risques auxquels le Groupe est exposé et principe de gestion de ces risques financiers

RISQUE DE CHANGE

Globalement, le Groupe est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes. Dans la mesure du possible, les contrats facturés en devises donnent lieu à des dépenses dans la même devise. C'est le cas notamment pour la plupart des chantiers exécutés à l'étranger, dont la part de dépenses de sous-traitance et de fournitures en monnaie locale est prépondérante sur la part de dépenses en euros. Par ailleurs, une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs du Groupe en monnaies non convertibles, et plus généralement aux risques « pays ».

Le principe appliqué au sein du Groupe est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales par rapport à la devise fonctionnelle du chantier ou de l'entité concernée. Lorsque les flux sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme, ou par des swaps de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire.

Par ailleurs, les titres de participation des sociétés étrangères sont, d'une façon générale, couverts par une dette d'un montant analogue dans la même devise au sein de la société qui les détient.

RISQUE DE TAUX

Le risque de taux porte sur les dettes financières à taux variable figurant au bilan et est couvert par des placements également à taux variable.

Le compte de résultat du Groupe peut être affecté par une baisse importante des taux d'intérêts européens. Afin de sécuriser la rémunération de la trésorerie excédentaire du Groupe, des opérations de swaps de taux d'intérêts peuvent être réalisées.

• Principes et règles de comptabilisation des opérations de couverture utilisées par le Groupe

Le Groupe utilise les principes et méthodes de comptabilisation définis par la norme IAS 39 à savoir :

La comptabilisation de couverture est appliquée lorsque les instruments financiers dérivés compensent, en totalité ou en partie, la variation de juste valeur ou de flux de trésorerie d'un élément couvert. L'appréciation de l'efficacité des couvertures est effectuée à intervalles réguliers et au moins tous les trimestres.

Pour être éligibles à la comptabilité de couverture, les instruments financiers doivent avoir les caractéristiques suivantes :

- existence formelle et documentée d'une relation de couverture lors de la mise en place de l'instrument financier,
- efficacité de la couverture démontrée tout au long de la durée de vie de l'instrument financier.

Lorsque le caractère de couverture n'est pas démontré, toute la variation de valeur est portée en résultat.

Tous les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur. Cette juste valeur est la valeur de marché lorsque les instruments sont cotés, ou est déterminée grâce à des modèles de calcul et d'évaluation utilisant les données de marché (courbe de taux, cours de change, etc.).

Aucun dérivé incorporé au sens de l'IAS 39 n'a été recensé dans le Groupe.

COUVERTURE DES FLUX DE TRÉSORERIE (*CASH FLOW HEDGE*)

La couverture de flux de trésorerie correspond à la couverture des variations de flux futurs de trésorerie de l'élément couvert ou d'une opération future.

Lorsque les instruments financiers dérivés couvrent l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'un engagement ferme ou d'une transaction prévue, la variation de valeur sur la partie de l'instrument de couverture que l'on détermine être une couverture efficace est comptabilisée directement en capitaux propres.

La partie de couverture qui est estimée inefficace est comptabilisée immédiatement en résultat.

COUVERTURE DE JUSTE VALEUR (*FAIR VALUE HEDGE*)

La couverture de juste valeur a pour objet de limiter les variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif présent dans le bilan.

Lorsqu'un instrument financier dérivé couvre l'exposition aux variations de la juste valeur d'une créance ou d'une dette, la variation de valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée immédiatement en résultat. Le profit ou la perte sur l'élément couvert attribuable au risque couvert ajuste la valeur comptable de l'élément couvert et est comptabilisé directement en résultat.

La juste valeur des éléments couverts correspond à leur valeur comptable convertie en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture.

COUVERTURE D'UN INVESTISSEMENT NET DANS UNE ENTITÉ ÉTRANGÈRE

La couverture d'un investissement net dans une entité étrangère correspond à la couverture du risque de change sur la part d'actif net détenue par la société consolidante dans cette entité.

Lorsqu'une dette en devise étrangère couvre un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de conversion entre la devise et l'euro sont directement comptabilisés dans les capitaux propres. Quand l'instrument de couverture est un instrument dérivé, la variation de valeur sur l'instrument de couverture qui est considérée constituer une couverture efficace est comptabilisée directement en capitaux propres ; la partie inefficace étant comptabilisée immédiatement en résultat.

2.2.5. TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

Il est présenté selon IAS 7 amendée et la recommandation de l'ANC n°2013-03 du 7 novembre 2013 (en méthode indirecte).

Le résultat net des sociétés intégrées est corrigé des effets des transactions sans incidence sur la trésorerie, et des éléments de produits ou charges liés aux flux d'investissement ou de financement.

La capacité d'autofinancement se définit comme le Résultat net consolidé des sociétés intégrées avant dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes, avant résultat sur cessions d'actifs, avant produit de l'excédent financier net (PEFN) et charge d'impôts de l'exercice (le PEFN figure en flux des opérations de financement sur le tableau des flux).

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie,
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

2.2.6. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan font l'objet d'une synthèse en Note 18.

2.2.7. EBITDA

L'EBITDA correspond au « résultat opérationnel courant » corrigé des « dotations nettes aux amortissements, aux provisions et dépréciations » ainsi que des effets liés aux prises et pertes de contrôle. Ces derniers concernent l'impact lié aux réévaluations des lots antérieurement détenus ou des lots conservés.

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), dont bénéficient les sociétés françaises, est comptabilisé en résultat opérationnel courant, en minoration des charges de personnel.

2.2.8. CASH FLOW LIBRE

Le Cash Flow Libre est égal à la capacité d'autofinancement après produit (coût) de l'excédent (endettement) financier net et impôt diminué des investissements nets d'exploitation.

Les investissements nets d'exploitation correspondent aux prix d'acquisition / cession d'immobilisations corporelles et incorporelles diminués des subventions d'investissement obtenues.

2.2.9. EXCÉDENT FINANCIER NET

Il résulte des rubriques ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie,
- soldes créditeurs de banque,
- dettes financières non courantes et courantes,
- instruments financiers (couverture des dettes financières appréciées en juste valeur).

2.3. AUTRES INFORMATIONS

Comparabilité des états financiers :

L'impact des changements de périmètre intervenus entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018, ne remet pas en cause la comparabilité des états financiers consolidés entre eux, tels que présentés.

Dans le cadre d'IAS 1 révisée (présentation des états financiers), le Groupe présente les composantes du résultat net global sous la forme de deux états détaillés, et ce comme autorisé par l'IASB :

- a) Le compte de résultat net,
- b) L'état des produits et charges comptabilisés intégrant les autres éléments du résultat global tels que les charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres consolidés.

Bouygues Construction entre dans le périmètre de consolidation de la société Bouygues SA pour la présentation des comptes consolidés de cette dernière.

NOTE 3. ACTIF NON COURANT

L'actif non courant réparti par activité figure en Note 16 Information sectorielle.

3.1. SYNTHÈSE DES INVESTISSEMENTS CONSOLIDÉS NETS DE L'EXERCICE

	31/12/2018	31/12/2017 retraité
Acquisitions immobilisations corporelles ⁽¹⁾	240	151
Acquisitions immobilisations incorporelles ⁽¹⁾	13	8
Investissements opérationnels	253	159
Acquisitions actifs financiers non courants (titres consolidés, participations non consolidées et autres titres immobilisés)	579	5
Investissements consolidés	832	164
Cessions actifs non courants	(335)	(65)
Investissements nets	497	99

(1) Net de subventions obtenues (en minoration de l'actif au bilan).

3.2. ACTIF NON COURANT : ANALYSE DES VARIATIONS NETTES DE L'EXERCICE

3.2.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

721 M€

Brut	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immo en cours et avances versées sur commandes	Total
1^{er} Janvier 2017 retraité	412	1033	304	22	1771
Écarts de conversion	(9)	(62)	(9)	(1)	(81)
Virements de rubriques	1	36	1	(42)	(4)
Changements de périmètre	-	(8)	(2)	-	(10)
Investissements	5	77	25	44	151
Cessions et réductions diverses	(2)	(110)	(34)	-	(146)
31 Décembre 2017 retraité	407	966	285	23	1681
Dont locations financement	5	1	2	-	8
Flux 2018					
Écarts de conversion	5	14	4	(1)	22
Virements de rubriques	1	23	1	(28)	(3)
Changements de périmètre	85	21	129	-	235
Investissements	16	96	47	81	240
Cessions et réductions diverses	(4)	(188)	(39)	-	(231)
31 Décembre 2018	510	932	427	75	1944
Dont locations financement	3	-	2	-	5

Amortissements et pertes de valeur	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immo en cours et avances versées sur commandes	Total
1^{er} Janvier 2017 retraité	(149)	(701)	(219)		(1069)
Écarts de conversion	7	43	7	-	57
Virements de rubriques	-	-	-	-	-
Changements de périmètre		6	1	-	7
Cessions et réductions diverses	2	91	31	-	124
Dotations aux amortissements	(15)	(155)	(32)	-	(202)
Perte de valeur comptabilisée	-	-	-	-	-
Reprise perte de valeur	-	-	-	-	-
31 Décembre 2017 retraité	(155)	(716)	(212)		(1083)
Dont locations financement	(4)		(1)	-	(5)
Flux 2018					
Écarts de conversion	(3)	(12)	(3)	-	(18)
Virements de rubriques	-	(1)	1	-	-
Changements de périmètre	(31)	(17)	(76)	-	(124)
Cessions et réductions diverses	3	139	31	-	173
Dotations aux amortissements	(17)	(120)	(34)	-	(171)
Perte de valeur comptabilisée	-	-	-	-	-
Reprise perte de valeur	-	-	-	-	-
31 Décembre 2018	(203)	(727)	(293)		(1223)
Dont locations financement	(2)	-	(2)	-	(4)

Net	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immo en cours et avances versées sur commandes	Total
31 Décembre 2017 retraité	252	250	73	23	598
Dont locations financement	1	1	1	-	3
31 Décembre 2018	307	205	134	75	721
Dont locations financement	1	-	-	-	1

3.2.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

21 M€

Brut	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
1^{er} Janvier 2017 retraité	-	134	32	166
Écarts de conversion	-	(1)	(1)	(2)
Virements de rubriques	-	1	-	1
Changements de périmètre	-	-	-	-
Investissements	-	6	2	8
Cessions et réductions diverses	-	(1)	-	(1)
31 Décembre 2017 retraité	-	139	33	172
Flux 2018				
Écarts de conversion	-	-	-	-
Virements de rubriques	-	-	(1)	(1)
Changements de périmètre	-	(9)	(16)	(25)
Investissements	-	5	8	13
Cessions et réductions diverses	-	(16)	-	(16)
31 Décembre 2018	-	119	24	143
Amortissements et pertes de valeur				
1^{er} Janvier 2017 retraité	-	(106)	(12)	(118)
Écarts de conversion	-	-	-	-
Virements de rubriques	-	1	-	1
Changements de périmètre	-	-	-	-
Cessions et réductions diverses	-	1	-	1
Dotations aux amortissements	-	(11)	(1)	(12)
Perte de valeur comptabilisée	-	-	-	-
Reprise perte de valeur	-	-	-	-
31 Décembre 2017 retraité	-	(115)	(13)	(128)
Flux 2018				
Écarts de conversion	-	-	-	-
Virements de rubriques	-	-	-	-
Changements de périmètre	-	5	4	9
Cessions et réductions diverses	-	16	-	16
Dotations aux amortissements	-	(11)	(8)	(19)
Perte de valeur comptabilisée	-	-	-	-
Reprise perte de valeur	-	-	-	-
31 Décembre 2018	-	(105)	(17)	(122)
Net				
31 Décembre 2017 retraité	-	24	20	44
31 Décembre 2018	-	14	7	21

3.2.3. GOODWILL

1 044 M€

	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette	BTP	Énergies et services
1^{er} Janvier 2017 retraité	540	-	540	235	305
Périmètre, change et autres	(14)	-	(14)	(5)	(9)
Perte de valeur (dépréciation)	-	-	-	-	-
31 Décembre 2017 retraité	526	-	526	230	296
Changements de périmètre	508	-	508	43	465
Perte de valeur (dépréciation)	-	-	-	-	-
Écarts de conversion	10	-	10	-	10
31 Décembre 2018	1 044	-	1 044	273	771

La note 1 reprend le calcul de la détermination du goodwill provisoire d'Alpiq Engineering Services valorisé au taux du jour de la prise de contrôle.

3.2.4. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

430 M€

	Coentreprises et entités associées ^(a)	Autres actifs financiers non courants		Total valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Actifs d'impôts différés ^(b)
		Participations non consolidées	Autres actifs non courants				
1^{er} Janvier 2017 retraité	64	166	200	430	(156)	274	103
Écarts de conversion	(1)	(9)	(11)	(21)	-	(21)	-
Virements de rubriques	(1)	1	3	3	-	3	(1)
Variations de périmètre	2	(1)		1	-	1	-
Investissements et autres augmentations	5	3	53	61	-	61	(13)
Résultat de l'exercice	2	-	-	2	-	2	-
Cessions et réductions diverses	-	(7)	(29)	(36)	-	(36)	-
Dotations et reprises	-	-	-	-	16	16	-
Impact de l'application d'IFRS9 au 31/12/2017	-	(72)	-	(72)	71	(1)	-
31 Décembre 2017 retraité	71	81	216	368	(69)	299	89
Amortissements et dépréciations	(41)	-	(28)	(69)	-	-	-
31 Décembre 2017 net retraité	30	81	188	299	-	-	89
1^{er} Janvier 2018	71	81	216	368	(69)	299	89
Écarts de conversion	-	1	2	3	-	3	-
Virements de rubriques	7	-	4	11	(3)	8	-
Variations de périmètre ^(a)	55	3	12	70	(3)	67	(4)
Investissements et autres augmentations	-	15	45	60	-	60	3
Résultat de l'exercice	(2)	-	-	(2)	-	(2)	-
Cessions et réductions diverses	-	(63)	(38)	(101)	-	(101)	(8)
Dotations et reprises	-	-	-	-	16	16	-
31 décembre 2018	131	37	241	409	(59)	350	80
Amortissements et dépréciations	(28)	-	(31)	(59)	-	-	-
31 décembre 2018 net	103	37	210	350	-	-	80

(a) Y compris *goodwill* sur entités associées : 68 millions d'euros au 31 décembre 2018.

(b) Cf note 7 de l'annexe.

3.2.5. COENTREPRISES ET ENTITÉS ASSOCIÉES

103 M€

	Quote-Part dans les capitaux propres	Goodwill net sur coentreprises et entités associées	Valeur nette
1^{er} janvier 2017 retraité	21	-	21
Écarts de conversion	(1)	-	(1)
Virements de rubriques	(1)	-	(1)
Variations de périmètre	4	-	4
Investissements et autres augmentations	5	-	5
Résultat de l'exercice	2	-	2
Cessions et réductions diverses	-	-	-
Perte de valeur (dépréciation)	-	-	-
31 décembre 2017 retraité	30	-	30
Écarts de conversion	-	-	-
Virements de rubriques	7	-	7
Variations de périmètre	-	68	68
Investissements et autres augmentations	-	-	-
Résultat de l'exercice	(2)	-	(2)
Cessions et réductions diverses	-	-	-
Perte de valeur (dépréciation)	-	-	-
31 décembre 2018	35	68	103

Pour les principales coentreprises et entités associées, les montants globaux au titre des éléments d'Actif et de Passif, de produits et de charges sont donnés dans le tableau ci-dessous.

Montants à 100 %	31/12/2018 Stade de France	31/12/2017 retraité Stade de France
Actif non courant ⁽¹⁾	177	203
Actif courant	71	59
Total Actif	248	262
Capitaux propres	43	42
Passif non courant	143	163
Passif courant	62	57
Total Passif	248	262
Chiffre d'affaires	61	69
Résultat opérationnel	2	1
Résultat net	1	2

(1) Net de subventions reçues

Principales entités	31/12/2017 retraité	Flux net 2018 ⁽¹⁾	31/12/2018	Dont quote-part de résultat et pertes de valeur
Entités associées				
STADE DE FRANCE	11	-	11	-
ZAIC	8	(1)	7	(1)
BINA (FINCOM ET ISTR)	-	-	-	-
TRANSJAMAICAN	-	-	-	-
VSL JAPON	2	-	2	-
Coentreprises				
AXIONE	-	76	76	-
VSL CHILI	2	-	2	-
AUTRES	7	(2)	5	(1)
Total	30	73	103	(2)

(1) Incluant : acquisitions / changements de périmètre / change / dividendes distribués / augmentations de capital / goodwill.
Pertes cumulées sur les coentreprises et entités associées non prises en compte : (9).

3.2.6. PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

3.2.6.1. PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES

37 M€

Participations ⁽¹⁾	31/12/2018		Total actif ⁽²⁾	Total passif courant et non courant ⁽²⁾	Total chiffre d'affaires ⁽²⁾	Résultats nets ⁽²⁾
	Valeur brute	% de détention				
Sociétés françaises						
OPALE DEFENSE SAS	2	19 %	1 102	1 092	153	2
Filiales et participations françaises diverses	8	-	-	-	-	-
Sous-total	10	-	-	-	-	-
Sociétés étrangères						
CROSS YARRA PARTNERSHIP (AUSTRALIE)	14	10 %	774	654	556	-
LUMESA (SUISSE)	3	47 %	4	-	3	-
COREE PUSAN	1	14 %	596	35	81	(43)
Filiales et participations étrangères diverses	9	-	-	-	-	-
Sous-total	27	-	-	-	-	-
Total	37	-	-	-	-	-

Participations ⁽¹⁾	31/12/2017 retraités		Total actif ⁽²⁾	Total passif courant et non courant ⁽²⁾	Total chiffre d'affaires ⁽²⁾	Résultats nets ⁽²⁾
	Valeur brute	% de détention				
Sociétés françaises						
FONCIERE POINT DU JOUR	2	100 %	2	-	-	-
AXIONE INFRASTRUCTURES	5	15 %	235	177	3	5
Filiales et participations françaises diverses	12	-	-	-	-	-
Sous-total	19	-	-	-	-	-
Sociétés étrangères						
HONG KONG IEC LIMITED	58	15 %	111	28	61	(6)
VSL CORPORATION (États-Unis)	0	100 %	-	-	-	-
Filiales et participations étrangères diverses	6	-	-	-	-	-
Sous-total	64	-	-	-	-	-
Total	83	-	-	-	-	-

(1) Non consolidées compte tenu :

- de l'absence de contrôle ou d'influence du Groupe sur ces entités ;
- d'une contribution potentielle aux états financiers consolidés non significative.

(2) Suivant informations annuelles disponibles.

3.2.6.2. PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES

210 M€

Ils incluent les rubriques principales ci-après :

● Créances rattachées à des participations	79
● Prêts et créances immobilisés	89
● Autres immobilisations financières :	42
soit :	
- Dépôts et cautionnements	27
- Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	15

3.2.6.3. RÉPARTITION PAR NATURE DES PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES ET DES AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

247 M€

Ne comprend pas les coentreprises et entités associées.

	Instruments financiers de capitaux propres		Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers au coût amorti	Total
	À la juste valeur par OCI	À la juste valeur par résultat			
31 décembre 2017 retraité	69	13	6	181	269
Flux 2018	(65)	20	9	14	(22)
31 décembre 2018	4	33	15	195	247
Échéances < 1 an	-	-	-	9	9
Entre 1 et 5 ans	-	-	-	43	43
> 5 ans	4	33	15	143	195

3.2.6.4. RÉPARTITION PAR NIVEAU DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

	Niveau 1 Cours cotés	Niveau 2 Données observables	Niveau 3 Données non observables	31/12/2018
Actif				
Actifs financiers à la juste valeur par OCI	-	-	4	4
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	33	33
Instruments financiers	-	5	-	5
Passif				
Instruments financiers	-	17	-	17
Dettes financières non courantes	-	818	-	818

3.2.7. ACTIVITÉS CONJOINTES

Le groupe Bouygues Construction détient plusieurs participations dans des activités conjointes. La liste des principales entités consolidées au 31 décembre 2018 est fournie en Note 25.

Les montants globaux au titre des éléments d'Actif et de Passif, de produits et de charges sont donnés dans le tableau ci-dessous.

Quote-part Bouygues Construction	31/12/2018	31/12/2017 retraité
Actif non courant	161	135
Actif courant	1 336	1 170
Total Actif	1 497	1 305
Capitaux propres	34	13
Passif non courant	53	40
Passif courant	1 410	1 252
Total Passif	1 497	1 305
Chiffre d'affaires	1 785	1 510
Résultat opérationnel	(52)	6
Résultat net	(46)	7

3.3. ACTIFS D'IMPÔTS NON COURANT

80 M€

	31/12/2018	31/12/2017 retraité
Impôts différés Actif ⁽¹⁾	80	89
Autres impôts LT	-	-
Total Impôts non courants⁽¹⁾	80	89

(1) Voir détail en Note 7. Actifs et passifs d'impôts non courants.

NOTE 4. ACTIF COURANT

4.1. STOCKS

276 M€

Stocks	31/12/2018			31/12/2017 retraité		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Matières/approvisionnements et produits finis/stocks sur opérations immobilières	301	(25)	276	258	(21)	237
Total	301	(25)	276	258	(21)	237

Dépréciations de stocks	Dotations de l'exercice		Reprise de l'exercice	
	2018	2017 retraité	2018	2017 retraité
Matières/approvisionnements et produits finis/stocks sur opérations immobilières	(7)	(4)	6	8
Total	(7)	(4)	6	8

4.2. AVANCES ET ACOMPTES

188 M€

	31/12/2018			31/12/2017 retraité		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Avances et acomptes versés sur commandes	188	-	188	161	-	161
Total	188	-	188	161	-	161

4.3. CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

4 242 M€

	31/12/2018			31/12/2017 retraité		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Clients et comptes rattachés	2 562	(223)	2 339	2 447	(234)	2 213
Actifs sur contrats clients	862	-	862	637	-	637
Actif d'impôt (exigible)	125	-	125	95	-	95
Autres créances courantes :						
• Autres créances opérationnelles (Personnel/ Organismes sociaux/État/ Autres créances)	467	(5)	462	386	(6)	380
• Créances diverses (Comptes courants, etc.)	452	(80)	372	461	(44)	417
• Charges constatées d'avance	82	-	82	78	-	78
Total clients et autres débiteurs	4 550	(308)	4 242	4 104	(284)	3 820

4.4. RÉPARTITION DES CRÉANCES CLIENTS ENTRE ENCOURS ÉCHUS (ÉCHÉANCIER DES RETARDS DE PAIEMENT) ET ENCOURS NON ÉCHUS AU 31/12/2018

	Encours non échus	Encours échus (retards de paiement)			Total
		0 à 6 mois	6 à 12 mois	> 12 mois	
Clients et comptes rattachés	1 676	476	82	328	2 562
Dépréciations	(10)	(9)	(5)	(199)	(223)
Total clients et comptes rattachés	1 666	467	77	129	2 339
Rappel au 31/12/2017 retraité	1 690	357	60	106	2 213

4.5. AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

5 M€

Voir Note 17 Instruments financiers.

4.6. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

4 652 M€

	31/12/2018			31/12/2017 retraités		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Bouygues Relais	1 617	-	1 617	2 012	-	2 012
Uniservice	2 020	-	2 020	1 342	-	1 342
By Construction Relais	28	-	28	-	-	-
Autres disponibilités	986	-	986	956	-	956
Valeurs mobilières de placement	1	-	1	-	-	-
Total	4 652	-	4 652	4 310	-	4 310

Répartition par devises 2018	Euro	Livre sterling	Franc suisse	Dollar de Hong Kong	Dollar de Singapour	Dollar australien	Dollar canadien	Dollar US	Dirham marocain	Franc CFA	Riyal du Qatar	Divers	Total
Disponibilités	2 182	298	542	711	48	309	23	321	23	5	54	135	4 651
Valeurs mobilières de placement	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Total	2 182	298	543	711	48	309	23	321	23	5	54	135	4 652

Répartition par devises 2017 retraité	Euro	Livre sterling	Franc suisse	Dollar de Hong Kong	Dollar de Singapour	Dollar australien	Dollar canadien	Dollar US	Dirham Marocain	Franc CFA	Riyal du Qatar	Divers	Total
Disponibilités	2 449	307	504	463	72	130	52	178	40	11	43	61	4 310
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Total	2 449	307	504	463	72	130	52	178	40	11	43	61	4 310

Les disponibilités et équivalents ont une échéance inférieure à 3 mois, ou peuvent être facilement convertis en numéraire.

La trésorerie nette présentée dans le tableau de flux de trésorerie comprend les éléments suivants :

	31/12/2018	31/12/2017 retraités
Disponibilités	4 651	4 310
Valeurs mobilières de placement	1	-
Total	4 652	4 310
Concours bancaires courants et Soldes créditeurs de banque	(493)	(385)
Total trésorerie nette	4 159	3 925

NOTE 5. CAPITAUX PROPRES

5.1. CAPITAL

127 967 250 €

Au 31 décembre 2018, le capital social de 127 967 250 € est constitué de 1 706 230 actions de 75 €.

L' évolution sur la période a été la suivante :

	Au 01/01/2018	Variations 2018		Au 31/12/2018
		Réduction	Augmentation	
Actions	1 706 230	-	-	1 706 230
Certificats d'investissements	-	-	-	-
Nombre de titres	1 706 230	-	-	1 706 230
Nominal	75 €	-	-	75 €
Capital en €	127 967 250	-	-	127 967 250

5.2. OPÉRATIONS AFFECTÉES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

5.2.1. ANALYSE DE LA RUBRIQUE « PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES »

(66) M€

	31/12/2017 retraité	Variations 2018	31/12/2018
Réserves des écarts actuariels (nettes d'impôts)	(53)	(15)	(68)
Réserves de variation de juste valeur sur instruments de capitaux propres (nettes d'impôts)	(1)	-	(1)
Réserves de conversion des filiales intégrées	1	10	11
Réserves de variation de juste valeur sur instruments financiers de couverture (nettes d'impôts)	2	(10)	(8)
Total Part Groupe	(51)	(15)	(66)

5.2.2. RÉSERVES DE CONVERSION

11 M€

Les réserves de conversion sont générées depuis le 1^{er} janvier 2004, le Groupe ayant pris l'option de les mettre à zéro à cette date conformément à IFRS 1.

Les réserves de conversion comprennent la variation de change cumulée des coentreprises et entités associées.

Principaux écarts de conversion au 31 décembre 2018 déterminés sur les sociétés étrangères dont les états financiers sont exprimés en :

Devises	31/12/2017 retraité	Variations 2018	31/12/2018
Livre sterling	11	1	12
Franc suisse	2	1	3
Dollar US	(7)	-	(7)
Dollar de Hong Kong	(5)	5	-
Dollar de Singapour	-	1	1
Dollar australien	6	2	8
Divers	(6)	-	(6)
Total	1	10	11

NOTE 6. PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES

6.1. PROVISIONS NON COURANTES

826 M€

	Avantages au personnel	Litiges et contentieux	Garanties données SAV	Risques sur participations	Risques divers étranger	Autres prov. non courantes	Total
1^{er} Janvier 2017 retraité	204	170	301	13	32	112	832
Écarts de conversion	(1)	(1)	(3)	-	-	(1)	(6)
Virements de rubriques	-	(2)	-	-	5	(38)	(35)
Chgts de méthodes, périmètre et divers	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes actuariels	8	-	-	-	-	-	8
Dotations	15	28	78	-	4	11	136
Reprises utilisées	(15)	(9)	(46)	(2)	(1)	(12)	(85)
Reprises non utilisées	(1)	(52)	(35)	(1)	(16)	(16)	(121)
31 Décembre 2017 retraité	210	134	295	10	24	56	729
Flux 2018							
Écarts de conversion	-	-	1	-	-	1	2
Virements de rubriques	-	(1)	(3)	8	-	3	7
Chgts de méthodes, périmètre et divers	74	2	13	-	-	-	89
Gains et pertes actuariels	20	-	-	-	-	-	20
Dotations	14	37	83	2	13	22	171
Reprises utilisées	(21)	(13)	(56)	-	(2)	(5)	(97)
Reprises non utilisées	(1)	(39)	(32)	-	(4)	(19)	(95)
31 Décembre 2018	296	120	301	20	31	58	826

6.2. PROVISIONS COURANTES

648 M€

	Risques sur chantiers terminés	Charges de fin de chantier	Pertes à terminaison	Autres prov. courantes	Total
1^{er} Janvier 2017 retraité	64	222	196	106	588
Écarts de conversion	(3)	(8)	(9)	(4)	(24)
Virements de rubriques	1	(3)	-	-	(2)
Chgts de méthodes, périmètre et divers	(2)	(1)	(1)	(1)	(5)
Dotations	23	91	138	37	289
Reprises utilisées	(10)	(72)	(99)	(40)	(221)
Reprises non utilisées	(15)	(26)	(45)	(10)	(96)
31 Décembre 2017 retraité	58	203	180	88	529
Flux 2018					
Écarts de conversion	1	3	(4)	2	2
Virements de rubriques	2	11	(13)	3	3
Chgts de méthodes, périmètre et divers	-	9	67	6	82
Dotations	12	119	125	40	296
Reprises utilisées	(5)	(63)	(73)	(26)	(167)
Reprises non utilisées	(15)	(41)	(30)	(11)	(97)
31 Décembre 2018	53	241	252	102	648

NOTE 7. ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔTS NON COURANTS

7.1. ACTIFS D'IMPÔTS NON COURANTS

ACTIF 80 M€

Évolution des impôts différés au bilan consolidé	31/12/2017 retraité	Variations 2018		31/12/2018
		Charges nettes	Autres flux	
Impôts différés Actif	89	(8)	(1)	80

7.2. RÉPARTITION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIF PAR MÉTIER

Nature par métier	Actif d'impôt différé 31/12/2017 retraité	Variation périmètre	Variation change	Mouvements 2018		Autres	Actif d'impôt différé 31/12/2018
				Produits	Charges		
(A) Défisits fiscaux							
BTP	10	-	-	-	(8)	(1)	1
ÉNERGIES ET SERVICES	12	(2)	-	5	(2)	(1)	12
Sous-total Défisits fiscaux	22	(2)	-	5	(10)	(2)	13
(B) Différences temporaires⁽¹⁾							
BTP	56	1	-	5	(7)	4	59
ÉNERGIES ET SERVICES	11	(3)	-	3	(4)	1	8
Sous-total Différences temporaires	67	(2)	-	8	(11)	5	67
Total IDA	89	(4)	-	13	(21)	3	80

(1) Liées aux décalages fiscaux et retraitements de consolidation.

7.3. PASSIFS D'IMPÔTS NON COURANTS

PASSIF 21 M€

Évolution des impôts différés au bilan consolidé	31/12/2017 retraité	Variations 2018		31/12/2018
		Charges nettes	Autres flux	
Impôts différés Passif	17	1	3	21

7.4. RÉPARTITION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIF PAR MÉTIER

Nature par métier	Passif d'impôt différé 31/12/2017 retraité	Variation périmètre	Variation change	Mouvements 2018		Autres	Passif d'impôt différé 31/12/2018
				Produits	Charges		
Différences temporaires⁽¹⁾							
BTP	16	-	-	(1)	-	(1)	14
ÉNERGIES ET SERVICES	1	5	-	(1)	3	(1)	7
Sous-total Différences temporaires	17	5	-	(2)	3	(2)	21
Total IDP	17	5	-	(2)	3	(2)	21

(1) Liées aux décalages fiscaux et retraitements de consolidation.

7.5. PRINCIPALES SOURCES D'IMPÔTS DIFFÉRÉS PAR NATURE

	31/12/2018	31/12/2017 retraité
IDA	80	89
Avantages au personnel	38	35
SAV	8	11
Pertes à terminaison	20	21
Provisions litiges clients et clients douteux	3	3
Déficits fiscaux	13	21
Autres sources d'IDA	(2)	(2)
IDP	21	17
Total	59	72

7.6. DÉLAI DE RÉCUPÉRATION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIF

31 décembre 2018	Moins de 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
IDA	34	21	25	80

7.7. ACTIFS D'IMPÔTS DIFFÉRÉS NON COMPTABILISÉS

	31/12/2018	31/12/2017 retraité
Régime d'intégration fiscale Groupe Bouygues	96	120
Autres actifs	156	154
Total	252	274

NOTE 8. DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES ET COURANTES

8.1. RÉPARTITION DES EMPRUNTS PORTANT INTÉRÊT PAR ÉCHÉANCE

1 039 M€

Dettes financières	Courantes		Non courantes						Total 31/12/2018	Total 31/12/2017 retraité
	0 à 3 mois	3 à 12 mois	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	5 à 6 ans	6 ans et +		
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	0	1
Emprunts issus des locations financement	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Emprunts et dettes financières divers	8	1	10	5	5	4	2	3	38	32
Emprunt participatif	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunt Uniservice	1	1	1	-	23	975	-	-	1001	483
Total emprunts portant intérêt	9	2	11	5	28	979	2	3	1039	516
Rappel au 31/12/2017 retraité	1	4	317	53	5	134	2	0	516	-

8.2. LIGNES DE CRÉDIT CONFIRMÉES/UTILISÉES

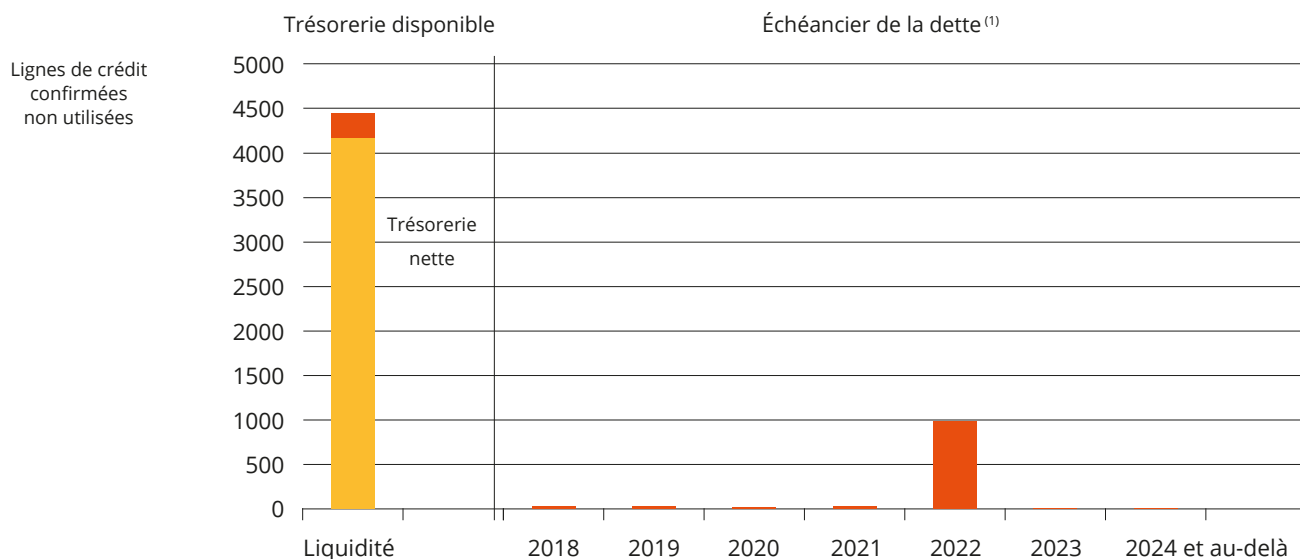
	Lignes confirmées - Échéances				Lignes utilisées - Échéances			
	- 1 an	1 à 5 ans	Au delà	Total	- 1 an	1 à 5 ans	Au delà	Total
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	0	-	0	0	0	-	0
Emprunts et dettes financières divers ^(a)	11	1 295	5	1 311	11	1 023	5	1 039
Emprunt participatif	-	-	-	-	-	-	-	-
Intra-groupe	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	11	1 295	5	1 311	11	1 023	5	1 039

(a) Lignes de crédit confirmées et non utilisées : 272 M€.

8.3. LIQUIDITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2018

Au 31 décembre 2018, la trésorerie nette s'élève à 4 159 M€ auxquels s'ajoute un montant de 272 M€ de lignes de crédit confirmées et non utilisées à cette date.

Cf. Note 4.6 pour plus de détail sur la trésorerie.



(1) Dettes financières non courantes (1 028 M€) et dettes financières courantes (11 M€).

Le Groupe n'est donc pas exposé à un risque de liquidité.

Les crédits bancaires contractés par le groupe Bouygues Construction ne comportent aucun covenant financier et aucun trigger event.

8.4. RÉPARTITION DE LA DETTE FINANCIÈRE COURANTE ET NON COURANTE PAR NATURE DE TAUX

Répartition de la dette financière courante et non courante, après prise en compte de l'ensemble des opérations de couverture de taux non échues à la clôture de l'exercice :

	31/12/2018	31/12/2017 retraité
Dettes à taux fixé ⁽¹⁾	0 %	2 %
Dettes à taux variable	100 %	98 %

(1) Dettes à taux fixé pour plus d'un an.

8.5. RÉPARTITION DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR DEVICES

	Euro	Livre sterling	Franc suisse	Zloty polonais	Couronne tchèque	Dollar de Hong kong	Dollar US	Dollar canadien	Dollar australien	Divers	Total
Long terme 31/12/2018	47	121	567	17	18	9	93	112	44	-	1028
Court terme 31/12/2018	3	-	-	-	-	2	-	-	-	6	11
Long terme 31/12/2017 retraité	2	122	155	17	18	15	63	117	-	2	511
Court terme 31/12/2017 retraité	-	-	-	-	-	5	-	-	-	-	5

Les dettes financières ventilées par métier figurent en Note 16 information sectorielle.

NOTE 9. PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE VARIATION DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET

3 119 M€

9.1. VARIATION DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET

	31/12/2017 retraité	Flux de Trésorerie	Changement de périmètre	Écart de conversion	Variation des justes valeurs	Autres mouvements	31/12/2018
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 310	188	78	50	-	26	4 652
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(385)	(84)	1	3	-	(28)	(493)
Trésorerie nette	3 925	104	79	53	-	(2)	4 159
Dettes financières non courantes	(511)	(535)	17	(4)	-	5	(1 028)
Dettes financières courantes	(5)	(3)	-	-	-	(3)	(11)
Instruments financiers - couverture des dettes financières	-	-	-	-	-	(1)	(1)
Endettement financier brut	(516)	(538)^(b)	17	(4)	-	1	(1 040)
Excédent financier net	3 409	(434)	96	49	-	(1)	3 119

(a) Trésorerie analysée au tableau des flux de trésorerie (flux nets + flux non monétaires).

(b) Flux nets de trésorerie lié aux opérations de financement.

9.2. PRINCIPALES OPÉRATIONS SUR EXCÉDENT FINANCIER NET

Excédent financier net au 31 décembre 2017 retraité	3 409
Générées par l'activité	572
Liées aux opérations d'investissement	(595)
Dividendes versés	(352)
Produit de l'excédent financier net	17
Changements de périmètre sur l'endettement financier brut	17
Change sur la trésorerie nette et l'endettement financier brut	49
Autres	2
Excédent financier net au 31 Décembre 2018	3 119

NOTE 10. AUTRES PASSIFS COURANTS

10.1. FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

7 623 M€

	31/12/2018	31/12/2017 retraité
Impôts courants	78	59
Fournisseurs et comptes rattachés	3 108	3 144
Passifs sur contrats clients	2 688	2 058
Autres passifs courants	1 749	1 675
Dettes personnel et organismes sociaux	490	453
État et collectivités publiques	622	626
Autres dettes courantes	637	596

10.2. CONCOURS BANCAIRES COURANTS ET SOLDES CRÉDITEURS DE BANQUE

493 M€

Répartition par devises 31/12/2018	Euro	Livre sterling	Franc suisse	Couronne tchèque	Dollar de Hong Kong	Dollar US	Dollar canadien	Franc CFA	Dollar australien	Autres	Total
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	108	40	137	7	117	2	25	29	6	22	493

Répartition par devises 31/12/2017 retraité	Euro	Livre sterling	Franc suisse	Couronne tchèque	Dollar de Hong Kong	Dollar US	Dollar canadien	Franc CFA	Dollar australien	Autres	Total
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	92	6	80	21	111	1	27	27	0	20	385

10.3. AUTRES PASSIFS FINANCIERS COURANTS

17 M€

Voir Note 17 Instruments financiers.

NOTE 11. CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITÉ

11.1. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ

Activité	Année 2018				4 ^e trimestre 2018			
	France	International	Total	% du CA total	France	International	Total	% du CA total
BTP	4 157	5 039	9 196	74 %	1 104	1 335	2 439	65 %
Énergies et services	1 442	1 720	3 162	26 %	406	924	1 330	35 %
Chiffres d'affaires	5 599	6 759	12 358	100 %	1 510	2 259	3 769	100 %

Activité	Année 2017 retraitée				4 ^e trimestre 2017 retraité			
	France	International	Total	% du CA	France	International	Total	% du CA
BTP	4 252	4 856	9 108	78 %	1 218	1 246	2 464	78 %
Énergies et services	1 317	1 235	2 552	22 %	402	273	675	22 %
Chiffres d'affaires	5 569	6 091	11 660	100 %	1 620	1 519	3 139	100 %
% d'évolution 2018 / 2017	0,5 %	11,0 %	6,0 %	-	-	-	-	-

11.2. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Analyse par zone géographique	Chiffre d'affaires 2018		Chiffre d'affaires 2017 retraité	
	Total	% du CA total	Total	% du CA total
France	5 599	45,3 %	5 569	47,8 %
Union européenne	1 557	12,6 %	1 560	13,4 %
Autres pays d'Europe	1 590	12,9 %	1 192	10,2 %
Afrique	463	3,7 %	484	4,2 %
Moyen Orient	111	0,9 %	159	1,4 %
Amériques	769	6,2 %	620	5,3 %
Asie / Pacifique	2 269	18,4 %	2 076	17,8 %
Total	12 358	100,0 %	11 660	100,0 %

Le chiffre d'affaires réalisé en 2018 au sein de l'Union européenne hors France est constitué pour 71 % par le Royaume-Uni. Il s'agit d'une activité réalisée localement et qui n'est pas exposée de manière significative aux aléas affectant les importations et les exportations.

11.3. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR NATURE DE MARCHÉS (EN %)

Nature de marchés	2018			2017		
	France	International	Ensemble	France	International	Ensemble
Marchés publics ^(a)	37 %	36 %	36 %	39 %	38 %	38 %
Marchés privés	63 %	64 %	64 %	61 %	62 %	62 %

(a) Chiffre d'affaires facturé directement aux services de l'État, collectivités locales et entreprises publiques en France et à l'étranger.

11.4. CARNET DE COMMANDES

	31/12/2018
Total Carnet de commandes	22 183
dont maturité inférieure à 1 an	9 855
dont maturité comprise entre 1 et 5 ans	9 814
dont maturité supérieure à 5 ans	2 514

Le carnet de commandes représente le volume d'activité traitée restant à réaliser pour les opérations ayant fait l'objet d'une prise de commande ferme, c'est-à-dire dont le contrat a été signé et est entré en vigueur (après l'obtention de l'ordre de service et la levée des conditions suspensives).

NOTE 12. RÉSULTAT OPÉRATIONNEL ET EBITDA

12.1. RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

364 M€

	31/12/2018	31/12/2017 retraité
Résultat opérationnel courant⁽¹⁾		
Chiffre d'affaires	12 358	11 660
Autres produits de l'activité	139	107
Consommations externes	(8 942)	(8 433)
Charges de personnel	(3 096)	(2 766)
Impôts et taxes	(166)	(149)
Dotations nettes aux amortissements	(189)	(214)
Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	(214)	(146)
Variation des stocks de production et de promotion immobilière	(5)	(58)
Autres produits et charges d'exploitation :		
• Reprises de dépréciations et de provisions non utilisées et autres	280	251
• Résultats nets sur cessions d'immobilisations	101	22
• Différences nettes de change	(3)	-
• Autres produits et charges	105	89
Sous-total résultat opérationnel courant	368	363
Autres produits et charges opérationnels⁽²⁾	(4)	-
Résultat opérationnel⁽³⁾	364	363

(1) Voir Note 16 pour la répartition par activité.

(2) Impact de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat.

(3) Dont charges de loyers de 383 M€ pour 2018 et 406 M€ pour 2017, y compris des contrats de courte durée et des contrats portant sur des biens de faible valeur. Les composantes de prestation comprises dans les contrats sont enregistrées en autres charges externes en 2018.

12.2. EBITDA

491 M€

	31/12/2018	31/12/2017 retraité
Résultat opérationnel courant	368	363
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations :		
• Dotations nettes aux amortissements	189	214
• Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	214	146
Retraitement des autres produits d'exploitation :		
• Reprises de provisions et dépréciations non utilisées et autres	(280)	(251)
EBITDA	491	472

NOTE 13. PRODUIT DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

13.1. DÉCOMPOSITION DU PRODUIT DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET

17 M€

	31/12/2018	31/12/2017 retraité
Coût de l'endettement financier brut	(9)	(6)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	26	18
Produit de l'excédent financier net	17	12
Le produit de l'excédent financier net se décompose comme suit :		
• charges d'intérêt nettes sur dettes financières	(9)	(6)
• charges d'intérêt sur location financement	-	-
• impacts des instruments financiers sur endettement financier brut	-	-
Sous-total	(9)	(6)
• produits d'intérêt nets liés à la trésorerie	25	18
• impacts des instruments financiers sur trésorerie nette	-	-
• impacts des instruments financiers sur trésorerie et équivalents de trésorerie	1	-
Sous-total	26	18

13.2. DÉCOMPOSITION DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

38 M€

	31/12/2018	31/12/2017 retraité
Dividendes sur titres non consolidés	31	17
(Dotations)/Reprises financières nettes	2	13
Charges d'actualisation nettes	-	-
Variation de juste valeur des autres actifs et passifs financiers	2	-
Abandons de comptes courants, plus et moins values sur cessions de titres non consolidés et autres actifs financiers, intérêts nets hors endettement et divers	3	19
Autres produits et charges financiers	38	49

NOTE 14. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

14.1. DÉCOMPOSITION DE LA CHARGE NETTE D'IMPÔTS

(109) M€

	31/12/2018			31/12/2017 retraité		
	France	Étranger	Total	France	Étranger	Total
Impositions exigibles par les administrations fiscales	(39)	(58)	(97)	(40)	(50)	(90)
Impositions différées passif ⁽¹⁾⁽²⁾	(1)	-	(1)	5	-	5
Impositions différées actif ⁽¹⁾⁽²⁾	(9)	1	(8)	(15)	-	(15)
Impôts sur distributions	-	(3)	(3)	-	(3)	(3)
Total	(49)	(60)	(109)	(50)	(53)	(103)

Voir Note 16 pour la répartition par activité.

	2018	2017 retraité
(1). dont impôts différés afférents aux différences temporelles	(3)	(19)
dont impôts différés afférents aux déficits	(4)	5
dont impôts différés afférents à une variation du taux d'imposition ou à de nouveaux impôts	(2)	(3)
(2). dont déficit/crédit d'impôt/différence temporelle d'un exercice antérieur non comptabilisé précédemment :	-	-
• sur impôts exigibles	-	-
• sur impôts différés	-	7

14.2. RAPPROCHEMENT ENTRE TAUX D'IMPÔT THÉORIQUE ET RÉEL AU COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ (PREUVE DE L'IMPÔT)

Les différences constatées entre le taux d'imposition théorique de droit commun en vigueur en France et le taux effectif constaté en charges de l'exercice sont les suivantes :

	2018	2017 retraité
Taux d'imposition théorique en France	34,43 %	34,43 %
Différences de taux France/Étranger	-11,11 %	-10,84 %
Actifs d'impôts différés non comptabilisés et création/utilisation de reports déficitaires	12,41 %	4,01 %
Effets des différences permanentes	-2,18 %	-1,34 %
Impôts à taux forfaitaires et à taux réduits	-7,79 %	-1,29 %
Impôts de distribution	0,83 %	0,61 %
Autres	-0,46 %	-1,43 %
Taux effectif d'imposition	26,13 %	24,15 %

NOTE 15. RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES ET RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION

Le résultat net des activités poursuivies par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net des activités poursuivies (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice 2018 à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle, soit 1 706 230 actions.

	2018	2017 retraité
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe	296 M€	320 M€
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	1 706 230	1 706 230
Résultat net des activités poursuivies par action en euros	173,48 €	187,55 €

Le résultat net des activités poursuivies dilué par action est calculé par rapport au nombre moyen pondéré d'actions en circulation compte tenu de la conversion de toutes les actions potentielles pouvant avoir un effet dilutif. Le résultat est identique, Bouygues Construction n'utilisant pas d'instruments dilutifs.

	2018	2017 retraité
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe	296 M€	320 M€
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation pour la détermination du résultat net des activités poursuivies dilué par action	1 706 230	1 706 230
Résultat net des activités poursuivies dilué par action en euros	173,48 €	187,55 €

NOTE 16. INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs opérationnels correspondent aux secteurs revus par le principal décideur opérationnel et aucun regroupement n'a été effectué.

L'information sectorielle ci-après présente sous la forme d'une analyse de contribution par activité les éléments ci-dessous :

16.1. ANALYSE SECTORIELLE PAR ACTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2018

31/12/2018	BTP	Énergie et services	Total
COMPTE DE RÉSULTAT			
Activités de construction	9 299	-	9 299
Activités énergies et services	-	3 233	3 233
Chiffre d'affaires total	9 299	3 233	12 532
Chiffre d'affaires intersecteurs	(103)	(71)	(174)
Chiffre d'affaires sur clients externes	9 196	3 162	12 358
Résultat opérationnel courant	385	(17)	368
Autres produits et charges opérationnels	(4)	-	(4)
Résultat opérationnel	381	(17)	364
Produit (coût) de l'excédent (endettement) financier net	24	(7)	17
Impôt	(104)	(5)	(109)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	(2)	-	(2)
Résultat net des activités poursuivies	340	(32)	308
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	-	-	-
Résultat net	340	(32)	308
Résultat net part du Groupe	328	(32)	296
Résultat opérationnel courant	385	(17)	368
EBITDA			
Résultat opérationnel courant	385	(17)	368
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations :			
• Dotations nettes aux amortissements	163	26	189
• Dotations nettes aux provisions et dépréciations	153	61	214
Retraitement des autres produits d'exploitation :			
• Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres ⁽¹⁾	(215)	(65)	(280)
EBITDA	486	5	491
BILAN			
Goodwill	273	771	1 044
Coentreprises et entités associées	27	76	103
Provisions non courantes	651	175	826
Provisions courantes	494	154	648
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 190	462	4 652
Dettes financières non courantes	767	261	1 028
Dettes financières courantes	10	1	11
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	404	89	493
Instruments financiers - Couverture des dettes financières (actif/passif)	1	-	1
Excédent/(endettement) financier net	3 008	111	3 119
AUTRES INDICATEURS FINANCIERS			
CAF après coût de l'endettement financier net et impôts (I)	419	(112)	307
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (II) ⁽²⁾	(176)	(25)	(201)
Cash-Flow Libre (I) + (II)	243	(137)	106
Capacité d'autofinancement (CAF)	499	(100)	399

(1) Dont revalorisation de 54 M€ de la participation conservée dans Axione après la cession de 49 % des parts (secteur Energies & Services).

(2) Nets de subventions d'investissement obtenues.

16.2. ANALYSE SECTORIELLE PAR ACTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2017

31/12/2017 retraité	BTP	Énergie et services	Total
COMPTE DE RÉSULTAT			
Activités de construction	9 200	-	9 200
Activités énergies et services	-	2 656	2 656
Chiffre d'affaires total	9 200	2 656	11 856
Chiffre d'affaires intersecteurs	(92)	(104)	(196)
Chiffre d'affaires sur clients externes	9 108	2 552	11 660
Résultat opérationnel courant	357	6	363
Autres produits et charges opérationnels	-	-	-
Résultat opérationnel	357	6	363
Produit (coût) de l'excédent (endettement) financier net	16	(4)	12
Impôt	(98)	(5)	(103)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	2	-	2
Résultat net des activités poursuivies	324	(1)	323
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	-	-	-
Résultat net	324	(1)	323
Résultat net part du Groupe	320	-	320
Résultat opérationnel courant	357	6	363
EBITDA			
Résultat opérationnel courant	357	6	363
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations :			
• Dotations nettes aux amortissements	198	16	214
• Dotations nettes aux provisions et dépréciations	123	23	146
Retraitement des autres produits d'exploitation			
• Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres	(228)	(23)	(251)
EBITDA	264	23	472
BILAN			
Goodwill	230	296	526
Coentreprises et entités associées	30	-	30
Provisions non courantes	651	78	729
Provisions courantes	496	33	529
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 000	310	4 310
Dettes financières non courantes	253	258	511
Dettes financières courantes	4	1	5
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	366	19	385
Instruments financiers - Couverture des dettes financières (actif/passif)	-	-	-
Excédent/(endettement) financier net	3 376	33	3 409
AUTRES INDICATEURS FINANCIERS			
CAF après coût de l'endettement financier net et impôts (I)	388	5	393
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (II) ⁽¹⁾	(99)	(20)	(119)
Cash-Flow Libre (I) + (II)	289	(15)	274
Capacité d'autofinancement (CAF)	470	14	484

(1) Nets de subventions d'investissement obtenues.

16.3. ANALYSE SECTORIELLE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

31/12/2018	France et DOM	Union européenne	Autres pays d'Europe	Afrique	Asie Pacifique Océanie	Amériques	Moyen Orient	Total
COMPTE DE RÉSULTAT								
Chiffre d'affaires sur clients externes	5 599	1 557	1 590	463	2 269	769	111	12 358
BILAN								
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	423	39	116	46	67	26	4	721
Immobilisations incorporelles	11	7	3	-	-	-	-	21
TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE								
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	119	6	31	33	45	18	1	253

(1) Y compris les contrats de location financement.

31/12/2017 retraité	France et DOM	Union européenne	Autres pays d'Europe	Afrique	Asie Pacifique Océanie	Amériques	Moyen Orient	Total
COMPTE DE RÉSULTAT								
Chiffre d'affaires sur clients externes	5 569	1 560	1 192	484	2 076	620	159	11 660
BILAN								
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	411	22	23	29	91	13	9	598
Immobilisations incorporelles	34	9	-	1	-	-	-	44
TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE								
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	91	7	20	8	26	4	3	159

(1) Y compris les contrats de location financement.

NOTE 17. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les tableaux ci-après présentent au 31 décembre 2018 la somme des encours notionnels de chaque type de produits utilisé, avec répartition par maturité résiduelle et par devise.

17.1. COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX ET DU RISQUE DE CHANGE

17.1.1. ANALYSE PAR ACTIVITÉ

(chiffres en millions d'euros)	BTP	Énergies et services	Total 31/12/2018	Total 31/12/2017
Achats à terme	400	19	419	258
Ventes à terme	375	46	421	335
Swaps de change	37	9	46	31
Swaps de taux (*)	11	-	11	12
Options de taux (caps, floors)	-	-	-	-
Dérivés de matières premières	-	-	-	-
Total	823	74	897	636

(*) Bouygues Construction Relais 0,2 M€ (montant initial de 3 M€ amortissable au taux fixe payé de 0,77 %) et Bouygues Development 11 M€ au taux fixe payé de 0,81 %.

17.1.2. ANALYSE PAR ÉCHÉANCE ET PAR DEVISE D'ORIGINE

(chiffres en M€)	Date d'échéance				Devise d'origine						
	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total	EUR	CHF	GBP	USD	HKD	AUD	Autres
Achats à terme	377	42	-	419	245	11	2	27	3	112	19
Ventes à terme	390	31	-	421	15	79	47	170	46	12	52
Swaps de change	46	-	-	46	16	-	-	23	-	-	7
Swaps de taux	11	-	-	11	-	-	11	-	-	-	-
Options de taux (caps, floors)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de matières premières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	824	73	-	897	276	90	60	220	49	124	78

17.2. VALEUR DE MARCHÉ DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE

Dérivés à l'actif (en M€)	Devise d'origine						Couv. de JV	Couv. flux de trésor	Couv. inv. net à l'étranger
	EUR	USD	GBP	CHF	Autres	Total			
Achats à terme	1	1	-	-	-	2	-	2	-
Ventes à terme	-	1	1	-	-	2	-	2	-
Swaps de change	1	-	-	-	-	1	-	1	-
Swaps de taux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de taux (caps, floors)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de matières premières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total à l'actif	2	2	1	-	-	5	-	5	-

Dérivés au passif (en M€)	Devise d'origine						Couv. de JV	Couv. flux de trésor	Couv. inv. net à l'étranger
	EUR	USD	GBP	CHF	Autres	Total			
Achats à terme	(5)	-	-	-	(3)	(8)	-	(8)	-
Ventes à terme	-	(4)	-	(2)	(2)	(8)	-	(8)	-
Swaps de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux	-	-	(1)	-	-	(1)	-	(1)	-
Options de taux (caps, floors)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de matières premières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total au passif	(5)	(4)	(1)	(2)	(5)	(17)	-	(17)	-
Total au actif/passif	(3)	(2)	-	(2)	(5)	(12)	-	(12)	-

En cas de translation de la courbe des taux de +1,00 % (et respectivement -1,00 %), la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture augmenterait de +0,01 millions d'euros (respectivement diminuerait de -0,01 millions d'euros).

En cas de translation des cours de devises de +1,00 % de l'euro (et respectivement de -1,00 %) par rapport aux autres devises, la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à -18,2 millions d'euros (respectivement de -8,0 millions d'euros).

Les calculs ont été effectués par le Groupe ou obtenus de contreparties bancaires avec lesquelles les instruments financiers ont été contractés.

NOTE 18. ENGAGEMENTS HORS BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2018

Cette note présente les engagements de garantie, les engagements contractuels divers et les contrats de location.

18.1. ENGAGEMENTS DE GARANTIE

	31/12/2018	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	4	-	2	2
Avals, cautions et garanties données ⁽¹⁾	21	3	13	5
Total Engagements de garantie donnés	25	3	15	7
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	-	-	-	-
Avals, cautions et garanties reçues	-	-	-	-
Total Engagements de garantie reçus	-	-	-	-

(1) Le Groupe est susceptible d'accorder dans le cadre de ses opérations courantes des garanties pluriannuelles (de type garantie décennale) qui font généralement l'objet de provisions sur une base statistique au passif du bilan. Les garanties de marché accordées par les établissements financiers aux clients du Groupe constituent pour ces établissements des engagements hors-bilan. Dans le cas où ces garanties pourraient donner lieu à paiement de sommes quelconques, elles feraient alors l'objet de provisions au bilan du Groupe.

18.2. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS DIVERS

	31/12/2018	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Obligations en matière de provision retraite (IFC)	-	-	-	-
Effets non échus	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total Engagements contractuels divers donnés	-	-	-	-
Obligations en matière de provision retraite (IFC)	-	-	-	-
Effets non échus	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total Engagements contractuels divers reçus	-	-	-	-

La présentation des engagements ci-avant n'omet pas l'existence d'engagements hors bilan significatifs, selon les normes comptables en vigueur.

18.3. CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

Les engagements relatifs aux contrats de location simple représentent les loyers futurs restant dus sur la durée raisonnablement certaine d'application des contrats.

Cette durée peut comprendre la période de renouvellement des baux dont le groupe compte exercer l'option.

Les contrats de location concernés sont ceux engagés dans le cadre des activités courantes (terrains, constructions, matériels etc.).

Ces engagements ne tiennent pas compte des contrats de location dont la valeur à neuf de l'actif sous-jacent est inférieure à cinq mille euros et ceux dont la durée raisonnablement certaine est inférieure à douze mois.

Les loyers sont actualisés en utilisant soit le taux implicite du contrat soit un taux marginal d'endettement, et n'incluent pas les loyers variables non basés sur un indice ou un taux.

	31/12/2018	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Contrats de location simple	299	77	160	62

18.4. CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT (déjà comptabilisés au bilan)

	31/12/2018	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Location financement	0	-	-	-

18.5. ENGAGEMENTS DE GARANTIE

	31/12/2017	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	4	3	-	1
Avals, cautions et garanties données ⁽¹⁾	43	13	23	7
Total Engagements de garantie donnés	47	16	23	8
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	-	-	-	-
Avals, cautions et garanties reçues	-	-	-	-
Total Engagements de garantie reçus	-	-	-	-

(1) Le Groupe est susceptible d'accorder dans le cadre de ses opérations courantes des garanties pluriannuelles (de type garantie décennale) qui font généralement l'objet de provisions sur une base statistique au passif du bilan. Les garanties de marché accordées par les établissements financiers aux clients du Groupe constituent pour ces établissements des engagements hors-bilan. Dans le cas où ces garanties pourraient donner lieu à paiement de sommes quelconques, elles feraient alors l'objet de provisions au bilan du Groupe.

18.6. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS DIVERS

	31/12/2017	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Obligations en matière de provision retraite (IFC)	-	-	-	-
Effets non échus	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total Engagements contractuels divers donnés	-	-	-	-
Obligations en matière de provision retraite (IFC)	-	-	-	-
Effets non échus	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total Engagements contractuels divers reçus	-	-	-	-

La présentation des engagements ci-avant n'omet pas l'existence d'engagements hors bilan significatifs, selon les normes comptables en vigueur.

18.7. CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

Les engagements relatifs aux contrats de location simple représentent les loyers futurs restant dus sur la durée raisonnablement certaine d'application des contrats.

Cette durée peut comprendre la période de renouvellement des baux dont le groupe compte exercer l'option. Les contrats de location concernés sont ceux engagés dans le cadre des activités courantes (terrains, constructions, matériels, etc.).

Ces engagements ne tiennent pas compte des contrats de location dont la valeur à neuf de l'actif sous-jacent est inférieure à cinq mille euros et ceux dont la durée raisonnablement certaine est inférieure à douze mois. Les loyers sont actualisés en utilisant soit le taux implicite du contrat soit un taux marginal d'endettement, et n'incluent pas les loyers variables non basés sur un indice ou un taux.

	31/12/2017 retraité	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Contrats de location simple	241	65	118	58

18.8. CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT (déjà comptabilisés au bilan)

	31/12/2017	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	0 plus de 5 ans
Location financement	0	-	-	-

NOTE 19. EFFECTIF MOYEN ET ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

19.1. EFFECTIF MOYEN

	2018	2017
Cadres	9 696	9 109
Agents de maîtrise et employés	5 794	5 435
Compagnons	5 882	5 868
Sous-total effectif France	21 372	20 412
Effectifs contrats expatriés et contrats locaux	30 537	28 094
Total effectif moyen	51 909	48 505

19.2. ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

19.2.1. ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

	31/12/2017 retraité	Flux 2018	31/12/2018
Indemnités de fin de carrière	171	15	186
Médailles du travail	31	2	32
Autres avantages post-emploi (pensions)	7	71	79
Total	209	88	296

Ces engagements font l'objet de provisions enregistrées en Passif non courant.

19.2.2. ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL, ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITE (AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI) HORS MÉDAILLES DU TRAVAIL

19.2.2.1. Régimes à cotisations définies

	2018	2017 retraités
Montants comptabilisés en charges	221	202

Les cotisations définies indiquées ci-dessus sont celles versées aux caisses de retraites (régimes obligatoires et complémentaires).

19.2.2.2. Régimes à prestations définies (engagements en matière de retraite)

a. Montants comptabilisés au bilan

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2018	31/12/2017 retraité
Valeur actualisée des obligations	186	171	104	29
Juste valeur des actifs du régime	-	-	(25)	(22)
Passifs nets comptabilisés	186	171	79	7

b. Variations des éléments du bilan (provisions non courantes)

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2018	2017 retraité	2018	2017 retraité
Au 1^{er} janvier	171	165	7	7
Coûts des services rendus	9	10	3	1
Rendement attendu des actifs du régime	-	-	(1)	-
Écarts actuariels nets comptabilisés	-	-	(3)	(1)
Charges d'intérêt sur l'obligation	3	2	1	(1)
Impact au compte de résultat	12	12	1	1
Reprises utilisées (*)	(14)	(15)	(4)	-
Variations de périmètre et change	(2)	-	77	-
Écarts actuariels comptabilisés dans les capitaux propres	19	9	(3)	-
Virement de rubrique et autres	-	-	-	-
Au 31 décembre	186	171	79	7

(*) La charge correspondant aux reprises utilisées est comptabilisée en charges de personnel au compte de résultat.

c. Principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

	31/12/2018	31/12/2017
Taux d'actualisation		
Indemnités de fin de carrière	2,10 % (iboxx € corporate A10+)	1,50 % (iboxx € corporate A10+)
Pensions	1,84 à 4,97 %	2,6 %
Table de survie	INSEE/Heubeck	INSEE
Augmentation future des salaires		
Indemnités de fin de carrière	0,9 à 3,10 %	1 à 2,8 %
Pensions	1 à 3,45 %	3,4 %

NOTE 20. INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES

20.1. INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES

	Charges		Produits		Créances		Dettes	
	2018	2017 retraité	2018	2017 retraité	2018	2017 retraité	2018	2017 retraité
Parties liées en amont	(143)	(171)	250	253	3 688 ⁽¹⁾	3 443	1 379	788
Activités conjointes	(90)	(79)	215	223	232	214	260	235
Coentreprises et entités associées	(1)	-	49	36	66	22	35	4
Autres parties liées	(2)	(3)	59	30	30	45	31	24
Total	(236)	(253)	573	542	4 016	3 724	1 705	1 051
Échéances < 1 an	-	-	-	-	3 962	3 684	703	568
Échéances > 1 an < 5 ans	-	-	-	-	27	22	1 002	483
Échéances > 5 ans	-	-	-	-	27	18	-	-
Dont dépréciation de créances	-	-	-	-	72	71	-	-

(1) Dont Bouygues Relais 1 617 M€ ; Uniservice 2 020 M€.

Les engagements hors bilan présentés en Note 18 de la présente annexe incluent les engagements envers les parties liées pour 5 millions d'euros.

20.2. INFORMATIONS SUR LES RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES ALLOUÉS AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

- La rémunération des principaux dirigeants concerne les membres du comité de exécutif composé de neuf membres présents au 31 décembre 2018 (contre 17 membres du comité de direction générale en 2017).
- Les rémunérations directes s'élèvent à 8 889 K€ dont 4 931 K€ de rémunération de base et 3 958 K€ de rémunération variable payée en 2019 et liée aux performances réalisées en 2018.
- Avantages à court terme : néant.
- Avantages postérieurs à l'emploi : les membres du comité de direction générale du Groupe bénéficient d'un régime de retraite complémentaire de 0.92 % du salaire de référence par année d'ancienneté dans le régime. Ce régime complémentaire a été externalisé auprès d'une compagnie d'assurances. La contribution versée en 2018 au fonds d'actifs constitué par la compagnie d'assurances s'est élevée à 712 K€.
- Avantages à long terme : néant.
- Indemnités de fin de contrat : elles concernent les indemnités de fin de carrière pour un montant de 2 626 K€ à fin 2018.
- Paiement en actions : le nombre de titres attribués le 1^{er} juin 2018 (stock-options) est de 215 000 au cours de levée de 41,57 €. La date minimale d'exercice est le 2 juin 2020.

NOTE 21. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

21.1. INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE DES FILIALES ACQUISES OU CÉDÉES

Présentation nette par secteur des flux de trésorerie résultant des acquisitions et des cessions de sociétés consolidées.

	BTP	Énergie et services	Total Groupe 2018
Immobilisations corporelles	(2)	(112)	(114)
Immobilisations incorporelles	-	13	13
Goodwill	(43)	(477)	(520)
Actifs financiers non courants	-	(3)	(3)
Impôts différés actif et créances fiscales non courants	(1)	2	1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(33)	(46)	(79)
Actifs destinés à être cédés	-	-	-
Impact en capitaux	-	-	-
Dettes financières non courantes et courantes	-	(20)	(20)
Provisions non courantes	(1)	93	92
Impôts différés passif et dettes fiscales non courants	-	5	5
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	-	14	14
Besoin en fonds de roulement	(41)	237	196
Coût de cession (acquisition) total	(121)	(294)	(415)
Plus value sur cession de titres consolidés	30	55	85
Créances sur cessions/dettes sur acquisitions	-	-	-
Trésorerie cédée ou acquise	32	(187)	(155)
Flux de trésorerie net résultant des acquisitions et des cessions de sociétés consolidées	(59)	(426)	(485)

	BTP	Énergie et services	Total Groupe 2017 retraité
Immobilisations corporelles	-	-	-
Immobilisations incorporelles	-	-	-
Goodwill	-	(1)	(1)
Actifs financiers non courants	(2)	(2)	(4)
Impôts différés actif et créances fiscales non courants	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	(1)	2
Impact en capitaux	-	-	-
Dettes financières non courantes et courantes	-	-	-
Provisions non courantes	(1)	-	(1)
Impôts différés passif et dettes fiscales non courants	-	-	-
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	-	-	-
Besoin en fonds de roulement	4	1	5
Coût de cession (acquisition) total	4	(3)	1
Plus value sur cession de titres consolidés	(3)	2	(1)
Créances sur cessions/dettes sur acquisitions	-	-	-
Trésorerie cédée ou acquise	(2)	1	(1)
Flux de trésorerie net résultant des acquisitions et des cessions de sociétés consolidées	(1)	-	(1)

21.2. DÉTERMINATION DE LA VARIATION DE BESOIN DE FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ

	31/12/2018	31/12/2017 retraité
ACTIF		
Stocks	(44)	29
Avances et acomptes versés sur commandes	(25)	(2)
Clients et comptes rattachés	(89)	(64)
Actifs sur contrats clients	(72)	(21)
Autres créances courantes et actifs financiers courants	28	(176)
S/total ACTIF ^(a)	(202)	(234)
PASSIF		
Fournisseurs et comptes rattachés	178	146
Passifs sur contrats clients	578	20
Provisions courantes	35	(22)
Autres dettes courantes et passifs financiers courants	(299)	(17)
S/total PASSIF ^(b)	492	127
Variation du Besoin du Fonds de Roulement lié à l'activité	290	(107)

(a) Actif = Diminution (Augmentation).

(b) Passif = (Diminution) Augmentation.

Le décaissement d'impôt sur les sociétés figurant dans le tableau de flux de trésorerie a été retraité pour l'année 2017 pour en exclure les variations liées aux crédits d'impôt qui sont désormais présentées au sein de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité.

NOTE 22. IMPACTS LIÉS À LA PREMIÈRE APPLICATION DES NORMES IFRS 15 : « PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DES CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS » ET IFRS 9 « INSTRUMENTS FINANCIERS »

Cette note présente les effets de l'application des normes IFRS 15 et IFRS 9 sur les états financiers du Groupe au 31 décembre 2017, ainsi que les principaux indicateurs de performance.

La norme IFRS 15 est appliquée par le Groupe au 1^{er} janvier 2018, avec application rétrospective et présentation de comparatifs. Les impacts sur le bilan au 31 décembre 2016 et sur les états financiers au 31 décembre 2017 sont présentés ci-après.

Pour Bouygues Construction, le mode de reconnaissance du chiffre d'affaires à « l'avancement » déjà appliqué par le Groupe est conforme aux dispositions d'IFRS 15.

L'application de cette norme n'a pas d'impact significatif sur les états financiers comparatifs à l'exception de la création de deux comptes qui permettent de présenter séparément les actifs et passifs sur contrats clients.

La rubrique « **Actifs sur contrats clients** » qui est composée des éléments suivants :

- les coûts d'obtention ou d'exécution des contrats clients, précédemment comptabilisés en charges de période ou immobilisés,
- les écarts liés à l'avancement d'un contrat, précédemment comptabilisés en clients et comptes rattachés.

La rubrique « **Passifs sur contrats clients** » qui est composée des éléments suivants :

- les avances et acomptes reçus sur commandes, précédemment présentés sur une ligne séparée au passif,
- les écarts liés à l'avancement d'un contrat, précédemment comptabilisés en autres passifs courants.

Les impacts des reclassements dans ces deux nouvelles rubriques sont les suivants :

	31/12/2018	31/12/2017 retraité
Écarts liés à l'avancement du contrat	862	637
Actifs sur contrats clients	862	637
Avances et acomptes reçus	805	469
Écarts liés à l'avancement du contrat	1 883	1 589
Passifs sur contrats clients	2 688	2 058

Les dispositions de la norme IFRS 9 sur le classement, l'évaluation et la dépréciation des instruments financiers sont appliquées par le Groupe depuis le 1^{er} janvier 2018 de manière rétrospective, sans ajustement des comparatifs lors de la première application. Quant aux dispositions spécifiques à la comptabilité de couverture, le Groupe les applique également depuis le 1^{er} janvier 2018, avec une approche prospective conformément aux dispositions édictées par IFRS 9.

L'application de cette norme n'a pas d'impact significatif à l'échelle du Groupe sur les capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2018.

Les impacts de la norme IFRS 9 sur le bilan au 31 décembre 2017 sont présentés ci-après.

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2016 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 15

BILAN CONSOLIDÉ (EN MILLIONS D'EUROS)

Actif	31/12/2016 publié	Impact IFRS 15	31/12/2016 Retraité
Immobilisations corporelles	702		702
Immobilisations incorporelles	48		48
Goodwill	540		540
Coentreprises et entités associées	21		21
Autres actifs financiers non courants	253		253
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	103		103
Actif non courant	1 667		1 667
Stocks	262		262
Avances et acomptes versés sur commandes	168		168
Clients et comptes rattachés	2 955	(652)	2 303
Actifs sur contrats clients	-	652	652
Actif d'impôt (exigible)	84		84
Autres créances courantes	910		910
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 427		4 427
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	-		-
Autres actifs financiers courants	13		13
Actif courant	8 819		8 819
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	2		2
Total actif	10 488		10 488

Capitaux propres et passif	31/12/2016 publié	Impact IFRS 15	31/12/2016 Retraité
Capital social	128		128
Primes et réserves	200		200
Réserve de conversion	95		95
Actions propres détenues	-		-
Résultat consolidé	320		320
Capitaux propres (part du Groupe)	743		743
Participations ne donnant pas le contrôle	26		26
Capitaux propres	769		769
Dettes financières non courantes	543		543
Provisions non courantes	853	(21)	832
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	24		24
Passif non courant	1 420	(21)	1 399
Avances et acomptes reçus sur commandes	474	(474)	-
Dettes financières courantes	22		22
Impôts courants	62		62
Fournisseurs et comptes rattachés	3 241		3 241
Passifs sur contrats clients	-	2 382	2 382
Provisions courantes	588		588
Autres passifs courants	3 416	(1 887)	1 529
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	475		475
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	-		-
Autres passifs financiers courants	21		21
Passif courant	8 299	21	8 320
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	-		-
Total capitaux propres et passif	10 488		10 488

Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)	3 387		3 387
---	--------------	--	--------------

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2017 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 15

BILAN CONSOLIDÉ (EN MILLIONS D'EUROS)

Actif	31/12/2017 publié	Impact IFRS 15	31/12/2017 Retraité
Immobilisations corporelles	598		598
Immobilisations incorporelles	44		44
Goodwill	526		526
Coentreprises et entités associées	30		30
Autres actifs financiers non courants	270		270
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	89		89
Actif non courant	1 557		1 557
Stocks	237		237
Avances et acomptes versés sur commandes	161		161
Clients et comptes rattachés	2 850	(637)	2 213
Actifs sur contrats clients	-	637	637
Actif d'impôt (exigible)	95		95
Autres créances courantes	875		875
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 310		4 310
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	-		-
Autres actifs financiers courants	9		9
Actif courant	8 537		8 537
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	-		-
Total actif	10 094		10 094
Capitaux propres et passif	31/12/2017 publié	Impact IFRS 15	31/12/2017 Retraité
Capital social	128		128
Primes et réserves	505		505
Réserve de conversion	1		1
Actions propres détenues	-		-
Résultat consolidé	320		320
Capitaux propres (part du Groupe)	954		954
Participations ne donnant pas le contrôle	25		25
Capitaux propres	979		979
Dettes financières non courantes	511		511
Provisions non courantes	750	(21)	729
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	17		17
Passif non courant	1 278	(21)	1 257
Avances et acomptes reçus sur commandes	469	(469)	-
Dettes financières courantes	5		5
Impôts courants	59		59
Fournisseurs et comptes rattachés	3 144		3 144
Passifs sur contrats clients	-	2 058	2 058
Provisions courantes	529		529
Autres passifs courants	3 243	(1 568)	1 675
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	385		385
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	-		-
Autres passifs financiers courants	3		3
Passif courant	7 837	21	7 858
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	-		-
Total capitaux propres et passif	10 094		10 094
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)	3 409		3 409

COMPTE DE RÉSULTAT

La norme IFRS 15 n'a pas d'impact sur le compte de résultat publié au 31 décembre 2017.

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

La norme IFRS 15 n'a pas d'impact sur le tableau de flux de trésorerie publié au 31 décembre 2017.

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2017 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 15 ET DE LA NORME IFRS 9

BILAN CONSOLIDÉ (EN MILLIONS D'EUROS)

Actif	31/12/2017 publié	Impact IFRS 15	31/12/2017 Retraité	Impact IFRS 9	01/01/2018 Retraité
Immobilisations corporelles	598		598		598
Immobilisations incorporelles	44		44		44
Goodwill	526		526		526
Coentreprises et entités associées	30		30		30
Autres actifs financiers non courants	270		270	(1)	269
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	89		89		89
Actif non courant	1 557		1 557	(1)	1 556
Stocks	237		237		237
Avances et acomptes versés sur commandes	161		161		161
Clients et comptes rattachés	2 850	(637)	2 213		2 213
Actifs sur contrats clients	-	637	637		637
Actif d'impôt (exigible)	95		95		95
Autres créances courantes	875		875		875
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 310		4 310		4 310
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	-		-		-
Autres actifs financiers courants	9		9		9
Actif courant	8 537		8 537		8 537
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	-		-		-
Total actif	10 094		10 094	(1)	10 093
Capitaux propres et passif	31/12/2017 publié	Impact IFRS 15	31/12/2017 Retraité	Impact IFRS 9	01/01/2018 Retraité
Capital social	128		128		128
Primes et réserves	505		505	(1)	504
Réserve de conversion	1		1		1
Actions propres détenues	-		-		-
Résultat consolidé	320		320		320
Capitaux propres (part du Groupe)	954		954	(1)	953
Participations ne donnant pas le contrôle	25		25		25
Capitaux propres	979		979	(1)	978
Dettes financières non courantes	511		511		511
Provisions non courantes	750	(21)	729		729
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	17		17		17
Passif non courant	1 278	(21)	1 257		1 257
Avances et acomptes reçus sur commandes	469	(469)	-		-
Dettes financières courantes	5		5		5
Impôts courants	59		59		59
Fournisseurs et comptes rattachés	3 144		3 144		3 144
Passifs sur contrats clients	-	2 058	2 058		2 058
Provisions courantes	529		529		529
Autres passifs courants	3 243	(1 568)	1 675		1 675
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	385		385		385
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	-		-		-
Autres passifs financiers courants	3		3		3
Passif courant	7 837	21	7 858		7 858
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	-		-		-
Total capitaux propres et passif	10 094		10 094	(1)	10 093
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)	3 409		3 409		3 409

COMPTE DE RÉSULTAT

La norme IFRS 15 n'a pas d'impact sur le compte de résultat publié au 31 décembre 2017.

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

La norme IFRS 15 n'a pas d'impact sur le tableau de flux de trésorerie publié au 31 décembre 2017.

NOTE 23. IMPACTS LIÉS À LA PREMIÈRE APPLICATION DE LA NORME IFRS 16 « CONTRATS DE LOCATION » ET DE L'INTERPRÉTATION IFRIC 23 « INCERTITUDE RELATIVE AUX TRAITEMENTS FISCAUX »

Cette note présente les effets de la première application de la norme IFRS 16 et de l'interprétation IFRIC 23 sur les états financiers du Groupe, ainsi que sur les principaux indicateurs de performance.

La norme IFRS 16 sera appliquée par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2019, avec application rétrospective et présentation d'un exercice comparatif. Elle viendra supprimer, pour les preneurs, la distinction qui était précédemment faite entre les « contrats de location simple » et les « contrats de location-financement ». Les preneurs devront comptabiliser tous les contrats de location d'une durée de plus d'un an de manière analogue aux modalités actuellement prévues pour les contrats de location-financement par la norme IAS 17 (note 2.2.1.a de l'annexe) et comptabiliser ainsi un actif et un passif au titre des droits et obligations créés par le contrat de location.

Le Groupe a décidé d'appliquer les exemptions prévues par la norme et de ne pas retraiter les contrats de location dont la valeur à neuf de l'actif sous-jacent est inférieure à cinq mille euros et ceux dont la durée raisonnablement certaine est inférieure à douze mois. Ces contrats de location sont comptabilisés en résultat au rythme des paiements. Le Groupe a également décidé de comptabiliser chaque composante du contrat séparément, en distinguant les composantes locatives des composantes non locatives (services) lorsque la distinction était possible.

L'option d'application d'IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles n'a pas été retenue par le Groupe.

Les impacts sur les bilans au 31 décembre 2017 (retraité d'IFRS 15 et d'IFRS 9) et 2018 ainsi que les périodes intermédiaires 2018 sont présentés ci-après, et concernent principalement la constatation d'un droit d'utilisation et d'une obligation locative notamment au titre des baux immobiliers. La durée de location correspond à la période non résiliable complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice par le Groupe est raisonnablement certain. Elle est en général de neuf ans concernant les contrats portants sur des biens immobiliers en France. En l'absence de coûts directs initiaux significatifs, le droit d'utilisation correspond à la date de mise à disposition de l'actif par le bailleur à la valeur actualisée des loyers. Ce droit est amorti sur la durée du contrat et peut faire l'objet d'une dépréciation.

Les retraitements effectués en application de la norme IFRS 16 constituent une différence temporelle donnant lieu à la constatation d'une base d'impôt différé.

La norme IFRS 16 se traduit par une réduction des capitaux propres du Groupe au 31 décembre 2017 de 13 millions d'euros nets d'impôts différés.

L'application de la norme IFRS 16 ne modifie pas les conclusions des tests de dépréciation des goodwill pratiqués au 31 décembre 2017 retraité et au 31 décembre 2018 (note 3.2.3 de l'annexe).

Les dispositions de l'interprétation IFRIC 23 seront appliquées par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2019 de manière rétrospective, sans ajustement des comparatifs lors de la première application. Son application n'a aucun impact sur les capitaux propres du Groupe et entraîne le reclassement en dettes fiscales des provisions pour risques portants sur l'impôt sur les sociétés. Une première estimation de l'effet de l'interprétation est présentée sur le bilan au 31 décembre 2018 retraité.

Tous les comptes retraités présentés ci-après sont provisoires et n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2017 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 16

BILAN CONSOLIDÉ (EN MILLIONS D'EUROS)

Actif	31/12/2017 retraité ^(a)	Impact IFRS 16	31/12/2017 retraité ^(a)
Immobilisations corporelles	598		598
Droits d'utilisation des actifs loués	-	194	194
Immobilisations incorporelles	44		44
Goodwill	526		526
Coentreprises et entités associées	30		30
Autres actifs financiers non courants	269		269
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	89	4	93
Actif non courant	1 556	198	1 754
Stocks	237		237
Avances et acomptes versés sur commandes	161		161
Clients et comptes rattachés	2 213		2 213
Actifs sur contrats clients	637		637
Actif d'impôt (exigible)	95		95
Autres créances courantes	875	20	895
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 310		4 310
Instrument financiers - Couverture des dettes financières	-		-
Autres actifs financiers courants	9		9
Actif courant	8 537	20	8 557
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	-		-
Total actif	10 093	218	10 311
Capitaux propres et passif	31/12/2017 retraité^(a)	Impact IFRS 16	31/12/2017 retraité^(a)
Capital social	128		128
Primes et réserves	504	(13)	491
Réserve de conversion	1		1
Actions propres détenues	-		-
Résultat consolidé	320		320
Capitaux propres (part du Groupe)	953	(13)	940
Participations ne donnant pas le contrôle	25		25
Capitaux propres	978	(13)	965
Dettes financières non courantes	511		511
Obligations locatives non courantes	-	176	176
Provisions non courantes	729		729
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	17		17
Passif non courant	1 257	176	1 433
Dettes financières courantes	5		5
Obligations locatives courantes	-	65	65
Impôts courants	59		59
Fournisseurs et comptes rattachés	3 144	1	3 145
Passifs sur contrats clients	2 058		2 058
Provisions courantes	529		529
Autres passifs courants	1 675	(11)	1 664
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	385		385
Instrument financiers - Couverture des dettes financières	-		-
Autres passifs financiers courants	3		3
Passif courant	7 858	55	7 913
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	-		-
Total capitaux propres et passif	10 093	218	10 311
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)	3 409	(241)	3 168
Obligations locatives IFRS 16		241	241
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+) ajusté	3 409		3 409

(a) Le bilan au 1^{er} janvier 2018 a été retraité des effets de l'application des normes IFRS 9 et 15.

ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2018 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 16

BILAN CONSOLIDÉ (EN MILLIONS D'EUROS)

Actif	31/03/2018	Impact IFRS 16	31/03/2018 retraité
Immobilisations corporelles	574		574
Droits d'utilisation des actifs loués	-	184	184
Immobilisations incorporelles	42		42
Goodwill	523		523
Coentreprises et entités associées	27		27
Autres actifs financiers non courants	267		267
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	87	4	91
Actif non courant	1 520	188	1 708
Stocks	232		232
Avances et acomptes versés sur commandes	186		186
Clients et comptes rattachés	2 455		2 455
Actifs sur contrats clients	714		714
Actif d'impôt (exigible)	102		102
Autres créances courantes	831	24	855
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 820		3 820
Instrument financiers - Couverture des dettes financières	-		-
Autres actifs financiers courants	10		10
Actif courant	8 350	24	8 374
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	-		-
Total actif	9 870	212	10 082
Capitaux propres et passif	31/03/2018	Impact IFRS 16	31/03/2018 retraité
Capital social	128		128
Primes et réserves	823	(13)	810
Réserve de conversion	1		1
Actions propres détenues	-		-
Résultat consolidé	63		63
Capitaux propres (part du Groupe)	1 015	(13)	1 002
Participations ne donnant pas le contrôle	26		26
Capitaux propres	1 041	(13)	1 028
Dettes financières non courantes	510		510
Obligations locatives non courantes		170	170
Provisions non courantes	717		717
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	16		16
Passif non courant	1 243	170	1 413
Dettes financières courantes	5		5
Obligations locatives courantes	-	66	66
Impôts courants	69		69
Fournisseurs et comptes rattachés	2 996	1	2 997
Passifs sur contrats clients	2 230		2 230
Provisions courantes	468		468
Autres passifs courants	1 501	(11)	1 490
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	312		312
Instrument financiers - Couverture des dettes financières	1		1
Autres passifs financiers courants	4		4
Passif courant	7 586	55	7 641
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	-		-
Total capitaux propres et passif	9 870	212	10 082
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)	2 992	(236)	2 756
Obligations locatives IFRS 16	-	236	236
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+) ajusté	2 992		2 992

ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2018 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 16

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ (EN MILLIONS D'EUROS)

	31/03/2018	Impact IFRS 16	31/03/2018 retraité
Chiffre d'affaires^(a)	2 739		2 739
Autres produits de l'activité	44		44
Achats consommés	(1 539)		(1 539)
Charges de personnel	(681)		(681)
Charges externes	(455)	21	(434)
Impôts et taxes	(49)		(49)
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(42)		(42)
Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation des actifs loués	-	(18)	(18)
Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	21		21
Variation des stocks de production et de promotion immobilière	(8)		(8)
Autres produits d'exploitation ^(b)	105		105
Autres charges d'exploitation	(54)		(54)
Résultat opérationnel courant	81	3	84
Autres produits opérationnels	-		-
Autres charges opérationnelles	-		-
Résultat opérationnel	81	3	84
Produits financiers	6		6
Charges financières	(3)		(3)
Charges d'intérêts sur obligations locatives	-	(3)	(3)
Coût de l'endettement financier net (-)/Produit de l'excédent financier net (+)	3	(3)	-
Autres produits financiers	4		4
Autres charges financières	(2)		(2)
Impôt	(24)		(24)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	1		1
Résultat net des activités poursuivies	63	0	63
Résultat net des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente			
Résultat net	63	0	63
Résultat net part du Groupe	63	0	63
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle			
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies par action (en euros)	36,92		36,92
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies dilué par action (en euros)	36,92		36,92
EBITDA	51	21	71

(a) Dont chiffre d'affaires réalisé à l'international.

1 396

1 396

(b) Dont reprises de provisions et dépréciations non utilisées et autres.

51

51

ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2018 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 16

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE (EN MILLIONS D'EUROS)

	31/03/2018	Impact IFRS 16	31/03/2018 retraité
I - Flux de trésorerie des activités poursuivies			
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ			
Résultat net des activités poursuivies	63		63
Retraitements :			
• Quote-part de résultat revenant aux coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus	(1)		(1)
• Dividendes des sociétés non consolidées	-		-
• Dotations (reprises) aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes	29		29
• Dotations aux amortissements, dépréciations et autres ajustements des droits d'utilisation des actifs loués	-	22	22
• Plus et moins values de cessions d'actifs	(2)		(2)
• Charges calculées diverses	-		-
CAF après coût de l'endettement financier net/Produit de l'excédent financier net et impôt	89	22	111
Reclassement du coût de l'endettement financier net/Produit de l'excédent financier net	(3)	3	
Retraitement de l'impôt y compris provisions pour risques fiscaux	24		24
Capacité d'autofinancement (CAF)	110	25	135
Impôts décaissés	(15)		(15)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes ^(a)	(468)	(4)	(472)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(373)	21	(352)
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(23)		(23)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	3		3
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles	(11)		(11)
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	-		-
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés	-		-
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés	-		-
Prix d'acquisition des activités consolidées	-		-
Prix de cession des activités consolidées	-		-
Dettes nettes sur activités consolidées	-		-
Autres variations de périmètre : trésorerie des sociétés acquises ou cédées	-		-
Autres flux liés aux opérations d'investissements : var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées	3		3
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(28)		(28)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires	1		1
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-		-
Dividendes versés par les activités consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle	-		-
Variation des dettes financières courantes et non courantes	8		8
Variation des obligations locatives courantes et non courantes	-	(18)	(18)
Coût de l'endettement financier net/produit de l'excédent financier net	3	(3)	-
Autres flux liés aux opérations de financement	-		-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	12	(21)	(9)
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES	(28)		(28)
Variations de la trésorerie nette (A+B+C+D)	(417)		(417)
Trésorerie nette à l'ouverture	3 925		3 925
Flux nets	(417)		(417)
Flux non monétaires	-		-
Trésorerie nette à la clôture	3 508		3 508
Cash flow libre	69	22	91

ÉTATS FINANCIERS AU 30 JUIN 2018 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 16

BILAN CONSOLIDÉ (EN MILLIONS D'EUROS)

Actif	30/06/2018	Impact IFRS 16	30/06/2018 retraité
Immobilisations corporelles	572		572
Droits d'utilisation des actifs loués	-	188	188
Immobilisations incorporelles	40		40
Goodwill	527		527
Coentreprises et entités associées	25		25
Autres actifs financiers non courants	279		279
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	88	4	92
Actif non courant	1 531	192	1 723
Stocks	231		231
Avances et acomptes versés sur commandes	192		192
Clients et comptes rattachés	2 622		2 622
Actifs sur contrats clients	744		744
Actif d'impôt (exigible)	88		88
Autres créances courantes	874	23	897
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 813		3 813
Instrument financiers - Couverture des dettes financières	-		-
Autres actifs financiers courants	6		6
Actif courant	8 570	23	8 593
Actifs ou activités détenus en vue de la vente			
Total actif	10 101	215	10 316
Capitaux propres et passif	30/06/2018	Impact IFRS 16	30/06/2018 retraité
Capital social	128		128
Primes et réserves	496	(13)	483
Réserve de conversion	8		8
Actions propres détenues	-		-
Résultat consolidé	139	1	140
Capitaux propres (part du Groupe)	771	(12)	759
Participations ne donnant pas le contrôle	32		32
Capitaux propres	803	(12)	791
Dettes financières non courantes	522		522
Obligations locatives non courantes	-	170	170
Provisions non courantes	700		700
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	15		15
Passif non courant	1 237	170	1 407
Dettes financières courantes	4		4
Obligations locatives courantes	-	68	68
Impôts courants	65		65
Fournisseurs et comptes rattachés	3 125	1	3 126
Passifs sur contrats clients	2 532		2 532
Provisions courantes	470		470
Autres passifs courants	1 563	(12)	1 551
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	293		293
Instrument financiers - Couverture des dettes financières	1		1
Autres passifs financiers courants	8		8
Passif courant	8 061	57	8 118
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente			
Total capitaux propres et passif	10 101	215	10 316
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)	2 993	(238)	2 755
Obligations locatives IFRS 16	-	238	238
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+) ajusté	2 993		2 993

ÉTATS FINANCIERS AU 30 JUIN 2018 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 16

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ (EN MILLIONS D'EUROS)

	30/06/2018	Impact IFRS 16	30/06/2018 retraité
Chiffre d'affaires^(a)	5 726		5 726
Autres produits de l'activité	66		66
Achats consommés	(3 177)		(3 177)
Charges de personnel	(1 431)		(1 431)
Charges externes	(948)	42	(906)
Impôts et taxes	(83)		(83)
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(96)		(96)
Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation des actifs loués		(37)	(37)
Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	(5)		(5)
Variation des stocks de production et de promotion immobilière	(10)		(10)
Autres produits d'exploitation ^(b)	186	1	187
Autres charges d'exploitation	(61)		(61)
Résultat opérationnel courant	167	6	173
Autres produits opérationnels			
Autres charges opérationnelles			
Résultat opérationnel	167	6	173
Produits financiers	13		13
Charges financières	(6)		(6)
Charges d'intérêts sur obligations locatives		(5)	(5)
Coût de l'endettement financier net (-)/Produit de l'excédent financier net (+)	7	(5)	2
Autres produits financiers	18		18
Autres charges financières	(9)		(9)
Impôt	(42)		(42)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	1		1
Résultat net des activités poursuivies	142	1	143
Résultat net des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente			
Résultat net	142	1	143
Résultat net part du Groupe	139	1	140
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	3		3
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies par action (en euros)	81,47		81,72
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies dilué par action (en euros)	81,47		81,72
EBITDA	173	43	215

(a) Dont chiffre d'affaires réalisé à l'international.

2 987

2 987

(b) Dont reprises de provisions et dépréciations non utilisées et autres.

95

95

ÉTATS FINANCIERS AU 30 JUIN 2018 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 16

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE (EN MILLIONS D'EUROS)

	30/06/2018	Impact IFRS 16	30/06/2018 retraité
I - Flux de trésorerie des activités poursuivies			
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ			
Résultat net des activités poursuivies	142	1	143
Retraitements :	-		
• Quote-part de résultat revenant aux coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus	3		3
• Dividendes des sociétés non consolidées	(8)		(8)
• Dotations (reprises) aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes	71		71
• Dotations aux amortissements, dépréciations et autres ajustements des droits d'utilisation des actifs loués	-	36	36
• Plus et moins values de cessions d'actifs	(6)		(6)
• Charges calculées diverses	2		2
CAF après coût de l'endettement financier net/Produit de l'excédent financier net et impôt	204	37	241
Reclassement du coût de l'endettement financier net/Produit de l'excédent financier net	(7)	5	(2)
Retraitement de l'impôt y compris provisions pour risques fiscaux	42		42
Capacité d'autofinancement (CAF)	239	42	281
Impôts décaissés	(29)		(29)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes ^(a)	(273)	1	(272)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(63)	43	(20)
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(75)		(75)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	11		11
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles	(12)		(12)
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	(1)		(1)
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés	-		-
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés	-		-
Prix d'acquisition des activités consolidées	-		-
Prix de cession des activités consolidées	-		-
Dettes nettes sur activités consolidées	-		-
Autres variations de périmètre : trésorerie des sociétés acquises ou cédées	(1)		(1)
Autres flux liés aux opérations d'investissements : var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées	10		10
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(68)		(68)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires	1		1
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(320)		(320)
Dividendes versés par les activités consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle	-		-
Variation des dettes financières courantes et non courantes	6		6
Variation des obligations locatives courantes et non courantes	-	(38)	(38)
Coût de l'endettement financier net/Produit de l'excédent financier net	7	(5)	2
Autres flux liés aux opérations de financement	-		-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(306)	(43)	(349)
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES			
Variations de la trésorerie nette (A+B+C+D)	(405)		(405)
Trésorerie nette à l'ouverture	3 925		3 925
Flux nets	(405)		(405)
Flux non monétaires	-		-
Trésorerie nette à la clôture	3 520		3 520
Cash flow libre	140	37	177

(a) Définition de la variation du BFR lié à l'activité : actif courant - passif courant, hors impôts décaissés présentés séparément et hors dettes financières courantes et instruments financiers sur couverture de dettes classés en financement.

ÉTATS FINANCIERS AU 30 SEPTEMBRE 2018 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 16

BILAN CONSOLIDÉ (EN MILLIONS D'EUROS)

Actif	30/09/2018	Impact IFRS 16	30/09/2018 retraité
Immobilisations corporelles	565		565
Droits d'utilisation des actifs loués	-	189	189
Immobilisations incorporelles	39		39
Goodwill	1 080		1 080
Coentreprises et entités associées	26		26
Autres actifs financiers non courants	241		241
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	90	4	94
Actif non courant	2 041	193	2 234
Stocks	243		243
Avances et acomptes versés sur commandes	208		208
Clients et comptes rattachés	2 716		2 716
Actifs sur contrats clients	831		831
Actif d'impôt (exigible)	103		103
Autres créances courantes	861	23	884
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 952		3 952
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	-		-
Autres actifs financiers courants	3		3
Actif courant	8 917	23	8 940
Actifs ou activités détenus en vue de la vente			
Total actif	10 958	215	11 173
Capitaux propres et passif	30/09/2018	Impact IFRS 16	30/09/2018 retraité
Capital social	128		128
Primes et réserves	489	(13)	476
Réserve de conversion	11		11
Actions propres détenues	-		-
Résultat consolidé	109	1	110
Capitaux propres (part du Groupe)	737	(12)	725
Participations ne donnant pas le contrôle	36		36
Capitaux propres	773	(12)	761
Dettes financières non courantes	1 016		1 016
Obligations locatives non courantes		174	174
Provisions non courantes	693		693
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	16		16
Passif non courant	1 725	174	1 899
Dettes financières courantes	7		7
Obligations locatives courantes	-	64	64
Impôts courants	72		72
Fournisseurs et comptes rattachés	3 213	1	3 214
Passifs sur contrats clients	2 557		2 557
Provisions courantes	504		504
Autres passifs courants	1 523	(11)	1 512
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	573		573
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	-		-
Autres passifs financiers courants	11		11
Passif courant	8 460	54	8 514
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente			
Total capitaux propres et passif	10 958	215	11 173
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)	2 356	(238)	2 118
Obligations locatives IFRS 16	-	238	238
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+) ajusté	2 356		2 356

ÉTATS FINANCIERS AU 30 SEPTEMBRE 2018 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 16

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ (EN MILLIONS D'EUROS)

	30/09/2018	Impact IFRS 16	30/09/2018 retraité
Chiffre d'affaires^(a)	8 589		8 589
Autres produits de l'activité	98		98
Achats consommés	(4 929)		(4 929)
Charges de personnel	(2 120)		(2 120)
Charges externes	(1 403)	63	(1 340)
Impôts et taxes	(122)		(122)
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(136)		(136)
Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation des actifs loués	-	(57)	(57)
Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	(61)		(61)
Variation des stocks de production et de promotion immobilière	(13)		(13)
Autres produits d'exploitation ^(b)	345	1	346
Autres charges d'exploitation	(109)		(109)
Résultat opérationnel courant	139	7	146
Autres produits opérationnels	-		-
Autres charges opérationnelles	-		-
Résultat opérationnel	139	7	146
Produits financiers	22		22
Charges financières	(11)		(11)
Charges d'intérêts sur obligations locatives	-	(8)	(8)
Coût de l'endettement financier net (-)/Produit de l'excédent financier net (+)	11	(8)	3
Autres produits financiers	45	1	46
Autres charges financières	(10)		(10)
Impôt	(69)		(69)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	4		4
Résultat net des activités poursuivies	120	1	121
Résultat net des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	-		-
Résultat net	120	1	121
Résultat net part du Groupe	109	1	110
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	11		11
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies par action (en euros)	63,9		64,5
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies dilué par action (en euros)	63,9		64,5
EBITDA	222	64	285

(a) Dont chiffre d'affaires réalisé à l'international.

4 500

4 500

(b) Dont reprises de provisions et dépréciations non utilisées et autres.

114

114

ÉTATS FINANCIERS AU 30 SEPTEMBRE 2018 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 16

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE (EN MILLIONS D'EUROS)

	30/09/2018	Impact IFRS 16	30/09/2018 retraité
I - Flux de trésorerie des activités poursuivies			
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ			
Résultat net des activités poursuivies	120	1	121
Retraitements :	-		-
• Quote-part de résultat revenant aux coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus	3		3
• Dividendes des sociétés non consolidées	(28)		(28)
• Dotations (reprises) aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes	103		103
• Dotations aux amortissements, dépréciations et autres ajustements des droits d'utilisation des actifs loués	-	60	60
• Plus et moins values de cessions d'actifs	(40)		(40)
• Charges calculées diverses	2		2
CAF après coût de l'endettement financier net/Produit de l'excédent financier net et impôt	160	61	221
Reclassement du coût de l'endettement financier net/Produit de l'excédent financier net	(11)	8	(3)
Retraitement de l'impôt y compris provisions pour risques fiscaux	69		69
Capacité d'autofinancement (CAF)	218	69	287
Impôts décaissés	(79)		(79)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes ^(a)	(321)	(2)	(323)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(182)	67	(115)
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(123)		(123)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	26		26
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles	(10)		(10)
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	(17)		(17)
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés	53		53
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés	15		15
Prix d'acquisition des activités consolidées	(558)		(558)
Prix de cession des activités consolidées	152		152
Dettes nettes sur activités consolidées	1		1
Autres variations de périmètre : trésorerie des sociétés acquises ou cédées	(149)		(149)
Autres flux liés aux opérations d'investissements : var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées	27		27
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(583)		(583)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires	1		1
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(320)		(320)
Dividendes versés par les activités consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle	(1)		(1)
Variation des dettes financières courantes et non courantes	501		501
Variation des obligations locatives courantes et non courantes	-	(59)	(59)
Coût de l'endettement financier net/Produit de l'excédent financier net	11	(8)	3
Autres flux liés aux opérations de financement	-		-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	192	(67)	125
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES			
Variations de la trésorerie nette (A+B+C+D)	(546)	(0)	(546)
Trésorerie nette à l'ouverture	3 925		3 925
Flux nets	(546)		(546)
Flux non monétaires	-		-
Trésorerie nette à la clôture	3 379		3 379
Cash flow libre	63	61	124

(a) Définition de la variation du BFR lié à l'activité : actif courant - passif courant, hors impôts décaissés présentés séparément et hors dettes financières courantes et instruments financiers sur couverture de dettes classés en financement.

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 16

BILAN CONSOLIDÉ (EN MILLIONS D'EUROS)

Actif	31/12/2018	Impact IFRS 16	31/12/2018 retraité
Immobilisations corporelles	721		721
Droits d'utilisation des actifs loués	-	249	249
Immobilisations incorporelles	21		21
Goodwill	1 044		1 044
Coentreprises et entités associées	103		103
Autres actifs financiers non courants	247		247
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	80	3	83
Actif non courant	2 216	252	2 468
Stocks	276		276
Avances et acomptes versés sur commandes	188		188
Clients et comptes rattachés	2 339		2 339
Actifs sur contrats clients	862		862
Actif d'impôt (exigible)	125		125
Autres créances courantes	916	23	939
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 652		4 652
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	-		-
Autres actifs financiers courants	5		5
Actif courant	9 363	23	9 386
Actifs ou activités détenus en vue de la vente			
Total actif	11 579	275	11 854
Capitaux propres et passif	31/12/2018	Impact IFRS 16	31/12/2018 retraité
Capital social	128		128
Primes et réserves	472	(13)	459
Réserve de conversion	11		11
Actions propres détenues	-		-
Résultat consolidé	296	0	296
Capitaux propres (part du Groupe)	907	(13)	894
Participations ne donnant pas le contrôle	4		4
Capitaux propres	911	(13)	898
Dettes financières non courantes	1 028		1 028
Obligations locatives non courantes	-	222	222
Provisions non courantes	826		826
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	21	0	21
Passif non courant	1 875	222	2 097
Dettes financières courantes	11		11
Obligations locatives courantes	-	77	77
Impôts courants	78		78
Fournisseurs et comptes rattachés	3 108		3 108
Passifs sur contrats clients	2 688		2 688
Provisions courantes	648		648
Autres passifs courants	1 749	(11)	1 738
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	493		493
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	1		1
Autres passifs financiers courants	17		17
Passif courant	8 793	66	8 859
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente			
Total capitaux propres et passif	11 579	275	11 854
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)	3 119	(299)	2 820
Obligations locatives IFRS 16	-	299	299
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+) ajusté	3 119		3 119

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 16

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ (EN MILLIONS D'EUROS)

	31/12/2018	Impact IFRS 16	31/12/2018 retraité
Chiffre d'affaires^(a)	12 358		12 358
Autres produits de l'activité	139		139
Achats consommés	(7 088)		(7 088)
Charges de personnel	(3 096)		(3 096)
Charges externes	(1 854)	90	(1 764)
Impôts et taxes	(166)		(166)
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(189)		(189)
Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation des actifs loués	-	(87)	(87)
Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	(214)		(214)
Variation des stocks de production et de promotion immobilière	(5)		(5)
Autres produits d'exploitation ^(b)	699	8	707
Autres charges d'exploitation	(216)	(1)	(217)
Résultat opérationnel courant	368	10	379
Autres produits opérationnels	-		-
Autres charges opérationnelles	(4)		(4)
Résultat opérationnel	364	10	375
Produits financiers	32		32
Charges financières	(15)		(15)
Charges d'intérêts sur obligations locatives	-	(11)	(11)
Coût de l'endettement financier net (-)/Produit de l'excédent financier net (+)	17	(11)	6
Autres produits financiers	59	1	60
Autres charges financières	(21)		(21)
Impôt	(109)	(0)	(109)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	(2)		(2)
Résultat net des activités poursuivies	308	(0)	308
Résultat net des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	-		-
Résultat net	308	(0)	308
Résultat net part du Groupe	296	(0)	296
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	12		12
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies par action (en euros)	173,48		172,90
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies dilué par action (en euros)	173,48		172,90
EBITDA	491	97	588
(a) Dont chiffre d'affaires réalisé à l'international.	6 759		6 759
(b) Dont reprises de provisions et dépréciations non utilisées et autres.	280	1	281

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 16

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE (EN MILLIONS D'EUROS)

	31/12/2018	Impact IFRS 16	31/12/2018 retraité
I - Flux de trésorerie des activités poursuivies			
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ			
Résultat net des activités poursuivies	308	(0)	308
Retraitements :	-		-
• Quote-part de résultat revenant aux coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus	9		9
• Dividendes des sociétés non consolidées	(31)		(31)
• Dotations (reprises) aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes	168		168
• Dotations aux amortissements, dépréciations et autres ajustements des droits d'utilisation des actifs loués	-	92	92
• Plus et moins values de cessions d'actifs	(94)	(2)	(96)
• Charges calculées diverses	(53)		(53)
CAF après coût de l'endettement financier net/Produit de l'excédent financier net et impôt	307	90	397
Reclassement du coût de l'endettement financier net/Produit de l'excédent financier net	(17)	11	(6)
Retraitement de l'impôt y compris provisions pour risques fiscaux	109		109
Capacité d'autofinancement (CAF)	399	101	500
Impôts décaissés	(117)		(117)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes ^(a)	290	(4)	286
Flux net de trésorerie généré par l'activité	572	97	669
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(253)		(253)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	52		52
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles	11		11
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	(20)		(20)
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés	54		54
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés	15		15
Prix d'acquisition des activités consolidées	(559)		(559)
Prix de cession des activités consolidées	229		229
Dettes nettes sur activités consolidées	(1)		(1)
Autres variations de périmètre : trésorerie des sociétés acquises ou cédées	(155)		(155)
Autres flux liés aux opérations d'investissements : var. Prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées	32		32
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(595)		(595)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires	1		1
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(320)		(320)
Dividendes versés par les activités consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle	(32)		(32)
Variation des dettes financières courantes et non courantes	538		538
Variation des obligations locatives courantes et non courantes	-	(86)	(86)
Coût de l'endettement financier net/Produit de l'excédent financier net	17	(11)	6
Autres flux liés aux opérations de financement	-		-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	204	(97)	107
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES			
	53		53
Variations de la trésorerie nette (A+B+C+D)	234	(0)	234
Trésorerie nette à l'ouverture	3 925		3 925
Flux nets	234		234
Flux non monétaires	-		-
Trésorerie nette à la clôture	4 159		4 159
Cash flow libre	106	90	196

(a) Définition de la variation du BFR lié à l'activité : actif courant - passif courant, hors impôts décaissés présentés séparément et hors dettes financières courantes et instruments financiers sur couverture de dettes classés en financement.

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 16 ET IFRIC 23

Actif	31/12/2018 publié	Impact IFRS 16	31/12/2018 Retraité	Impact IFRIC 23	31/12/2018 retraité
Immobilisations corporelles	721		721		721
Droits d'utilisation des actifs loués	-	249	249		249
Immobilisations incorporelles	21		21		21
Goodwill	1 044		1 044		1 044
Coentreprises et entités associées	103		103		103
Autres actifs financiers non courants	247		247		247
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	80	3	83		83
Actif non courant	2 216	252	2 468		2 468
Stocks	276		276		276
Avances et acomptes versés sur commandes	188		188		188
Clients et comptes rattachés	2 339		2 339		2 339
Actifs sur contrats clients	862		862		862
Actif d'impôt (exigible)	125		125		125
Autres créances courantes	916	23	939		939
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 652		4 652		4 652
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	-		-		-
Autres actifs financiers courants	5		5		5
Actif courant	9 363	23	9 386		9 386
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	-		-		-
Total actif	11 579	275	11 854		11 854
Capitaux propres et passif					
	31/12/2018 publié	Impact IFRS 16	31/12/2018 Retraité	Impact IFRIC 23	31/12/2018 retraité
Capital social	128		128		128
Primes et réserves	472	(13)	459		459
Réserve de conversion	11		11		11
Actions propres détenues	-		-		-
Résultat consolidé	296	0	296		296
Capitaux propres (part du Groupe)	907	(13)	894		894
Participations ne donnant pas le contrôle	4		4		4
Capitaux propres	911	(13)	898		898
Dettes financières non courantes	1 028		1 028		1 028
Obligations locatives non courantes		222	222		222
Provisions non courantes	826		826	(15)	811
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	21	0	21		21
Passif non courant	1 875	222	2 097	(15)	2 082
Dettes financières courantes	11		11		11
Obligations locatives courantes	-	77	77		77
Impôts courants	78		78	15	93
Fournisseurs et comptes rattachés	3 108		3 108		3 108
Passifs sur contrats clients	2 688		2 688		2 688
Provisions courantes	648		648		633
Autres passifs courants	1 749	(11)	1 738		1 738
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	493		493		493
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	1		1		1
Autres passifs financiers courants	17		17		17
Passif courant	8 793	66	8 859	15	8 874
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente					
Total capitaux propres et passif	11 579	275	11 854		11 854
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)					
Obligations locatives IFRS 16	-	299	299		299
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+) ajusté	3 119	(299)	2 820		2 820

NOTE 24. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leur réseau, en charge des contrôles des comptes consolidés de Bouygues Construction et sociétés faisant l'objet d'une intégration, affectés en compte de résultat consolidé au 31 décembre 2018.

En milliers d'euros	Réseau Mazars			Réseau Ernst & Young			Autres réseaux			Total charge	
	12/2018	%	12/2017 retraité	12/2018	%	12/2017 retraité	12/2018	%	12/2017 retraité	12/2018	12/2017 retraité
A - AUDIT											
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	2 312	94 %	2 227	3 860	94 %	3 416	221	5 %	163	6 393	5 806
Missions accessoires	102	4 %	95	50	1 %	203	3 122	73 %	2	3 274	300
Sous-total 1	2 414	98 %	2 322	3 910	96 %	3 619	3 343	78 %	165	9 667	6 106
B - AUTRES PRESTATIONS											
Juridique, fiscal, social	15	1 %	-	179	4 %	77	809	19 %	929	1 003	1 006
Autres	29	1 %	1	-	-	-	147	3 %	70	176	71
Sous-total 2	44	2 %	1	179	4 %	77	956	22 %	999	1 179	1 077
Total charge d'honoraires	2 458	100 %	2 323	4 089	100 %	3 696	4 299	100 %	1 164	10 846	7 183

NOTE 25. LISTE DES PRINCIPALES ENTITÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2018

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle		
			Déc-18	Déc-17	Déc-18	Déc-17	
INTÉGRATION GLOBALE							
1 - Bouygues Construction							
Bouygues Construction SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
France							
Bouygues Construction Relais SNC	Guyancourt	France	99,50 %	99,50 %	99,50 %	99,50 %	
Challenger Investissement SAS	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Challenger SNC	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Distrimo SNC	Cleon	France	99,93 %	99,93 %	100,00 %	100,00 %	
Bouygues Construction Matériel SNC	Tourville-La-Rivière	France	99,93 %	99,93 %	100,00 %	100,00 %	
GIE Bouygues Construction Purchasing	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Bouygues Construction Information Technologies	Guyancourt	France	98,98 %	98,98 %	99,00 %	99,00 %	
Bouygues Construction Middle East	Guyancourt	France	99,99 %	99,99 %	100,00 %	100,00 %	
Étranger							
Bypar SARL	Luxembourg	Luxembourg	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
2 - Bouygues Bâtiment Ile-de-France							
Bouygues Bâtiment Ile-de-France SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
France							
Bati Renov SA	Orly	France	0,00 %	99,35 %	0,00 %	99,35 %	
Bouygues Bâtiment Ile-de-France PPP SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Brezillon SA	Margny-Les-Compiègne	France	99,35 %	99,35 %	99,35 %	99,35 %	
Elan SARL	Guyancourt	France	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %	
Linkcity Ile-de-France (ex-Sodearif)	Guyancourt	France	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %	
3 - Filiales Entreprises France Europe							
France							
Linkcity Centre Sud-Ouest (ex-Cirmad Centre Sud-Ouest)	Mérignac	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Linkcity Nord-Est (ex-Cirmad Nord-Est)	Nancy	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Linkcity Sud-Est (ex-Cirmad Grand Sud)	Colombier Saugnieu	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Linkcity Grand Ouest (ex-Cirmad Prospectives)	Rouen	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Bouygues Bâtiment Centre Sud-Ouest (ex-DV)	Mérignac	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Bouygues Bâtiment Sud-Est (ex-GFC)	Colombier Saugnieu	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Bouygues Bâtiment Grand Ouest (ex-Quille Constr)	Nantes	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Bouygues Bâtiment Nord-Est (ex-Pertuy)	Nancy	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Étranger							
Acieroid SA	Barcelone	Espagne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Bouygues Belgium	Bruxelles	Belgique	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Karmar SA	Varsovie	Pologne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Linkcity Poland (ex-Bypolska Property Development)	Varsovie	Pologne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Losinger Marazzi AG	Koniz	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Vces Holding SRO et ses filiales	Prague	République Tchèque	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Richelmi SA	Monaco	Monaco	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
4 - Bouygues Bâtiment International							
Bouygues Bâtiment International SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
France							
Kohler Investment	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Étranger							
Americaribe Inc	Miami	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Americaribe Ghana	Accra	Ghana	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			Déc-18	Déc-17	Déc-18	Déc-17
Bouygues Construction India Building Projects LLP	Mumbai	Inde	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construcción Cuba SA	Maríel	Cuba	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Guinée Équatoriale SA	Malabo	Guinée Équatoriale	99,96 %	99,96 %	99,96 %	99,96 %
Bouygues Bâtiment Trinidad & Tobago	Port d'Espagne	Trinité et Tobago	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construção Brasil	Sao Paulo	Bresil	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction Nigeria Ltd	Abuja	Nigeria	86,37 %	86,37 %	86,37 %	86,37 %
Bouygues Construction Ghana	Accra	Ghana	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construcciones Peru	Lima	Perou	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Thai Ltd	Nonthaburi	Thaïlande	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
Bouygues Uk Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Building Canada	Vancouver	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
By Development Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
By Thai/VSL Australia Ltd	Bankgok	Thaïlande	92,32 %	92,32 %	99,97 %	99,97 %
Bymaró	Casablanca	Maroc	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %
Bye Singapore Private Company Ltd	Singapour	Singapour	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bye USA Inc	Miami	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Dragages et Travaux Publics Singapore PTE Ltd	Singapour	Singapour	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Dragages Engineering And Construction Nigeria Ltd	Abuja	Nigéria	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
A.W. Edwards PTY et ses filiales	Northbridge NSW	Australie	100,00 %		100,00 %	
Setao	Abidjan	Côte d'Ivoire	78,61 %	78,61 %	78,61 %	78,61 %

5 - Autres Filiales BI

Étranger

Asiaworld Expo Management Ltd	Hong Kong	Chine	0,00 %	100,00 %	0,00 %	100,00 %
Bye Engineering Hong Kong Limited	Hong Kong	Chine	90,00 %	90,00 %	90,00 %	90,00 %
Dragages et Travaux Publics (Hong Kong) Limited	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
IEC Investments Ltd	Hong Kong	Chine	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
Dragages Construction Macau Ltd	Macau	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

6- Bouygues Travaux Publics

Bouygues TP SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
----------------	------------	--------	----------	----------	----------	----------

France

DTP SAS	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction Services Nucléaires	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
BYTP Regions France SA	Labege	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Europe Fondations	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

Étranger

Bouygues Construction Australia PTY Ltd	Sydney	Australie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Travaux Publics MC (Monaco)	Monaco	Monaco	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Travaux Publics Philippines	Makati	Philippines	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Civil Works	Johannesburg	Afrique du Sud	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Civil Works Florida	Miami	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
DCW	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
DCW Virginia	Norfolk	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
DTP Côte d'Ivoire Sasu	Bouake	Côte d'Ivoire	100,00 %		100,00 %	
DTP Mining Guinée	Kaloum-Conakry	Guinée	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Goukoto Mining Services	Bamako	Mali	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Kibali Minig Services (KMS) SPRL	Watsa	Rép. Démocratique Congo	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Mecap	Sliema	Malte	98,99 %	98,99 %	99,99 %	99,99 %
Mining and Rehandling Services (MARS)	Bamako	Mali	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			Déc-18	Déc-17	Déc-18	Déc-17
Prader Losinger SA	Sion	Suisse	99,67 %	99,67 %	99,67 %	99,67 %
Société de Construction du Pont Riviera Marcory	Abidjan	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Tongonaise des Mines	Korhogo	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Société Ivoirienne du Métro D'abidjan (SICMA) SA	Abidjan	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
7 - VSL						
VSL International Ltd	Koniz	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Étranger						
FT Laboratories Limited	Chaiwan	Hong Kong	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Intrafor Hong Kong Limited	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Construction Systems	Barcelone	Espagne	99,75 %	99,75 %	99,75 %	99,75 %
VSL Civil Works Ltd	Subingen	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Engineering (China)	Hefei	Chine	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
VSL Australia PTY Ltd	Sydney	Australie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Annahutte System AG	Rapperswil- Jona	Suisse	69,91 %	69,91 %	70,00 %	70,00 %
VSL Canada	Toronto	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Egypt LLC	Le Caire	Égypte	99,00 %		99,00 %	
VSL Hong Kong	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL India	Chennai	Inde	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Indonesia	Jakarta	Indonésie	60,00 %	67,00 %	60,00 %	67,00 %
VSL Malaysia	Kuala Lumpur	Malaisie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Mexico	Mexico D.F	Mexique	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Middle East LLC	Dubai	Émirats Arabes Unis	80,00 %	80,00 %	80,00 %	80,00 %
VSL Middle East Qatar	Doha	Qatar	98,00 %	78,40 %	98,00 %	98,00 %
VSL Philippines	Mandaluyong	Philippines	80,00 %	80,00 %	80,00 %	80,00 %
VSL Polska	Varsovie	Pologne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Portugal	Paco De Arcos	Portugal	99,33 %	99,33 %	99,33 %	99,33 %
VSL Saudi Arabia LLC	Riyadh	Arabie Saoudite	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Singapour	Singapour	Singapour	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Suisse	Subingen	Suisse	99,88 %	99,88 %	99,88 %	99,88 %
VSL Systems UK Limited	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Systems Manufacturer (Spain)	Barcelone	Espagne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Tchequéc	Prague	République Tchèque	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Thailand	Bangkok	Thaïlande	82,15 %	82,15 %	88,00 %	88,00 %
VSL Vietnam Ltd	Ho Chi Minh Ville	Vietnam	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
8 - Bouygues Énergies & Services						
Bouygues Énergies & Services SAS	Montigny-le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
France						
Bouygues E&S Fondations	Montigny-le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S FM France	Montigny-le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S SPV Management	Montigny-le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Maintenance Industrielle	Feyzin	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
S.M.I Information Automatismes SA	Carcares Sainte Croix	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Thiais Lumiere SAS	Montigny-le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Étranger						
Axione Gabon SA	Libreville	Gabon	0,00 %	100,00 %	0,00 %	100,00 %
By Home Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Infrastructure UK	Hatfield	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S FM UK	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Contracting UK	East Kilbride	Écosse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Côte d'Ivoire	Abidjan	Côte d'Ivoire	93,85 %	93,85 %	93,85 %	93,85 %

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			Déc-18	Déc-17	Déc-18	Déc-17
Bouygues E&S FM Canada	Vancouver BC	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S UK	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Ireland	Dublin	Irlande	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Euroland Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S FM Italia	Milan	Italie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Gastier et ses filiales	Montreal	Canada	100,00 %	85,00 %	100,00 %	85,00 %
Icel Maidstone Ltd et ses filiales	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S FM Schweiz (ex-Mibag Property FM)	Zurich	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Mibag Property Managers AG	Zug	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Mindful Experience Inc.	Toronto	Canada	100,00 %	43,35 %	100,00 %	51,00 %
Plan Group Inc. et ses filiales	Toronto	Canada	100,00 %	85,00 %	100,00 %	85,00 %
Bouygues E&S Gabon	Libreville	Gabon	0,00 %	84,42 %	0,00 %	84,42 %
Abakus Byes Solar UK	Hatfield	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Japan	Tokyo	Japon	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

9 - Kraftanlagen München

Kraftanlagen München et ses filiales	Munich	Allemagne	100,00 %		100,00 %	
--------------------------------------	--------	-----------	----------	--	----------	--

10 - Byes Intec

Bouygues E&S Intec AG	Zürich	Suisse	100,00 %		100,00 %	
-----------------------	--------	--------	----------	--	----------	--

ACTIVITÉS CONJOINTES

1 - Bouygues Bâtiment Ile-de-France

Chrysalis Développement SAS	Paris	France	0,00 %	65,00 %	0,00 %	65,00 %
-----------------------------	-------	--------	--------	---------	--------	---------

2 - Filiales Entreprises France Europe

XXL Marseille SNC	Marseille	France	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
-------------------	-----------	--------	---------	---------	---------	---------

3 - Bouygues Bâtiment International

Byma PTE	Singapour	Singapour	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
Byma Myanmar Ltd	Rangoun	Myanmar	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
CMBI SNC	Antananarivo	Madagascar	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %

4 - Bouygues Travaux Publics

Société pour la réalisation du Port de Tanger Méditerranée	Tanger	Maroc	66,67 %	66,67 %	66,67 %	66,67 %
TMBYS SAS	Guyancourt	France	66,67 %	66,67 %	66,67 %	66,67 %
Oc'via Maintenance SAS	Guyancourt	France	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
GIE Oc'via Construction	Nimes	France	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
GIE L2 Construction	Marseille	France	56,50 %	56,50 %	56,50 %	56,50 %
GIE Compagnie Maritime du Littoral	Reuil Malmaison	France	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
GIE Prefa Réunion	Le Port	La Réunion	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
GIE Viaduc du Littoral	Le Port	La Réunion	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
KAS 1 Limited	Saint Helier	Jersey	49,90 %	49,90 %	49,90 %	49,90 %

5 - Bouygues Energies & Services

Themis FM SAS	Versailles	France	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
Evesa SAS	Paris	France	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %

COENTREPRISES ET ENTITÉS ASSOCIÉES

1 - Bouygues Construction

Consortium Stade de France SA	Saint-Denis	France	33,33 %	33,33 %	33,33 %	33,33 %
-------------------------------	-------------	--------	---------	---------	---------	---------

2 - Filiales Entreprises France Europe

Residence Radotin Jedna S.R.O.	Prague	Republique Tchèque	51,00 %		51,00 %	
--------------------------------	--------	--------------------	---------	--	---------	--

3 - Bouygues Bâtiment International

AnfaB21 SAS	Casablanca	Maroc	15,00 %	15,00 %	15,00 %	15,00 %
-------------	------------	-------	---------	---------	---------	---------

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			Déc-18	Déc-17	Déc-18	Déc-17
Bouygues Construction Qatar LLC	Doha	Qatar	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
Hermes Airports Ltd	Nicosie	Chypre	22,00 %	22,00 %	22,00 %	22,00 %
Zaic A Limited	Leeds	Royaume-Uni	20,77 %	20,77 %	20,77 %	20,77 %
Bedford Riverside Regeneration	Bedford	Royaume-Uni	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
4 - Bouygues Travaux Publics						
Bina Fincom	Zagreb	Croatie	50,70 %	45,00 %	50,70 %	45,00 %
Transjamaican Highway Limited	Kingston	Jamaïque	48,89 %	48,89 %	48,89 %	48,89 %
Warnowquerung	Rostock	Allemagne	0,00 %	30,00 %	0,00 %	30,00 %
5 - VSL						
GPN2	Rueil Malmaison	France	48,00 %	48,00 %	48,00 %	48,00 %
VSL Japon	Tokyo	Japon	25,00 %	25,00 %	25,00 %	25,00 %
VSL Sistemas Especiales De Construction	Santiago	Chili	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
6 - Bouygues Energies & Services						
Axione	Malakoff	France	51,00 %	100,00 %	51,00 %	100,00 %
Betron	Ottawa	Canada	50,00 %	42,50 %	50,00 %	50,00 %

Une liste exhaustive du périmètre est disponible auprès de la Direction des Relations Investisseurs de Bouygues SA.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2018

À l'Assemblée Générale de la société Bouygues Construction,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Bouygues Construction relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note 2 de l'annexe aux comptes consolidés concernant l'entrée en vigueur, à compter du 1^{er} janvier 2018, de l'application obligatoire des normes IFRS 9 et 15.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823 9 et R. 823 7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

- Votre groupe constate les résultats sur les contrats à long terme selon les modalités décrites dans la note 2.2.3 au paragraphe « Comptabilisation des contrats de construction » de l'annexe aux comptes consolidés. Ces résultats sont dépendants des estimations à terminaison réalisées par votre groupe. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaisons de ces contrats, et à évaluer les principaux contrôles mis en œuvre par votre groupe pour mesurer les résultats à terminaison. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

- Votre groupe constitue des provisions pour litiges et contentieux, présentées dans les notes 2.2.2, 6.1 et 6.2 de l'annexe aux comptes consolidés, destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles des activités de votre groupe. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est notamment fondée sur l'examen de la situation et des hypothèses qui sous-tendent leur évaluation.
- Au titre de l'exercice 2018, votre groupe a pris le contrôle de deux entités significatives selon les modalités décrites dans la note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés. Le paragraphe « Regroupements d'entreprises » de la note 2.2 de l'annexe aux comptes consolidés expose les modalités de comptabilisation des prises de contrôle et la note 3.2.3 de l'annexe aux comptes consolidés indique les montants inscrits à l'actif ainsi que les éventuelles pertes de valeurs associées. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier la correcte appréciation des actifs et des passifs acquis ainsi qu'à apprécier les modalités de première consolidation.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDÉS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823 10 1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 19 mars 2019

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS
Gilles Rainaut

ERNST & YOUNG Audit
Laurent Vitse

COMPTES INDIVIDUELS

BILAN DE BOUYGUES CONSTRUCTION AU 31 DÉCEMBRE 2018

Actif (en millions d'euros)	31/12/2018			31/12/2017
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
Immobilisations incorporelles	74	65	9	13
Immobilisations corporelles	34	20	13	11
Immobilisations financières				
• Participations	1 157	39	1 118	634
• Autres	482	0	482	407
S/Total	1 639	39	1 599	1 042
Actif immobilisé	1 746	125	1 622	1 066
Stocks et en-cours	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	0	-	0	0
Clients et comptes rattachés	33	-	33	25
Autres créances	322	8	315	210
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Disponibilités	1 648	-	1 648	2 047
Actif circulant	2 002	8	1 995	2 282
Comptes de régularisation et assimilés	93	-	93	67
Total actif	3 842	132	3 709	3 416

Passif (en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Capital social	128	128
Primes	15	15
Écart de réévaluation	0	0
Réserves	13	13
Report à nouveau	236	359
Résultat de l'exercice	316	196
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	-	-
Capitaux propres	708	711
Autres fonds propres	-	-
Provisions	11	13
Dettes financières	1 214	542
Avances et acomptes reçus sur commandes	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	34	33
Autres dettes non-financières	64	60
Dettes non financières	97	92
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	1 616	2 006
Comptes de régularisation et assimilés	64	53
Total passif	3 709	3 416

COMPTE DE RÉSULTAT DE BOUYGUES CONSTRUCTION AU 31 DÉCEMBRE 2018

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
Chiffre d'affaires	206	204
Autres produits d'exploitation	1	2
Achats et variations de stocks	-	-
Impôts, taxes et versements assimilés	(6)	(4)
Charges de personnel	(74)	(81)
Charges externes et autres charges d'exploitation	(129)	(117)
Dotations nettes aux comptes d'amortissements, de dépréciations et de provisions	(8)	(8)
Quote-part de résultats sur opérations faites en commun	3	2
Résultat d'exploitation	(7)	(3)
Produits et Charges Financiers	321	204
Résultat courant (avant impôts)	314	201
Produits et Charges Exceptionnels	2	2
Participation des salariés	-	-
Impôts sur les bénéfices	1	(7)
Résultat net	316	196

TABLEAU DE FINANCEMENT EN FLUX DE TRÉSORERIE AU 31 DÉCEMBRE 2018

(en millions d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
A - OPÉRATIONS LIÉES À L'ACTIVITÉ		
Capacité d'autofinancement		
• Résultat de l'exercice	316	196
• Dotations aux amortissements	8	8
• Dotations et reprises de dépréciations et de provisions ⁽¹⁾	(1)	1
• Plus-values nettes sur cessions d'actif et divers ⁽²⁾	0	(3)
Sous total	323	203
Variation du Besoin en Fonds de Roulement		
• Actif circulant et comptes de régularisation	(138)	51
• Avances et acomptes nets reçus, dettes non financières et divers	17	(15)
Trésorerie provenant de l'activité	203	239
B - OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Augmentation des actifs immobilisés :		
• Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(6)	(4)
• Acquisitions de participations financières	(485)	(34)
Sous total	(491)	(38)
Cessions des actifs immobilisés :		
• Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
• Cessions de participations financières	0	0
Immobilisations financières diverses nettes	(72)	(8)
Dettes nettes sur immobilisations	(1)	(1)
Trésorerie affectée aux investissements	(563)	(46)
C - OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation des capitaux propres	-	-
Dividendes mis en paiement dans l'exercice	(320)	(20)
Dettes financières nettes	669	8
Trésorerie résultant du financement	350	(12)
Variations de la trésorerie (A + B + C)	(11)	180
Trésorerie nette au 1 ^{er} janvier ⁽³⁾	42	(169)
Flux nets de l'exercice hors incidence des virements de rubriques	(11)	180
Incidence des virements de rubriques	-	31
Trésorerie nette à la clôture ⁽³⁾	31	42

(1) Hors dépréciations sur actifs circulants.

(2) Net d'impôt société.

(3) Disponibilités + VMP - Concours bancaires courants.

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS EXERCICE DU 01/01/2018 AU 31/12/2018

Filiales et participations (en millions d'euros)	Capital ⁽⁴⁾	Réserves et report à nouveau avant affectations des résultats ⁽⁴⁾	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables des titres détenus	
				Brute	Nette
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS⁽¹⁾⁽²⁾					
Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société)	-	-	-	1124	1105
DTP	10	2	100,00 %	24	24
Bouygues Bâtiment International	25	110	100,00 %	85	85
Bouygues Bâtiment Ile-de-France	13	30	99,70 %	103	103
Bouygues Travaux Publics	41	20	92,02 %	93	93
BYES ⁽⁵⁾	51	73	100,00 %	158	158
Bouygues Bâtiment Nord-Est	25	13	100,00 %	35	35
Bouygues Bâtiment Centre Sud-Ouest	7	9	100,00 %	11	11
Bouygues Bâtiment Sud-Est	3	22	100,00 %	6	6
Fichallenge	2	-6	100,00 %	2	-
Challenger	0	-	99,99 %	15	15
Bouygues Bâtiment Grand Ouest	2	34	100,00 %	4	4
Bouygues Construction Central Europe	0	22	100,00 %	25	25
VSLI (Suisse)	2	-4	100,00 %	32	32
Losinger Holding (Suisse)	15	9	99,96 %	22	22
Dragages Hong Kong (Hong Kong)	50	150	100,00 %	6	6
Acieroid (Espagne)	1	0	93,81 %	18	1
Byes Intec Ag (Suisse)	30	108	100,00 %	394	394
Kraftanlagen Munchen GmbH (Allemagne)	25	75	100,00 %	88	88
Participations (10 à 50 % du capital) - à détailler	-	-	-	-	-
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS NON REPRISES AU A.					
Total	-	-	-	33	12
Filiales françaises (ensemble)	-	-	-	2	1
Filiales étrangères (ensemble) ⁽³⁾	-	-	-	0	0
Participations dans des sociétés françaises	-	-	-	30	11
Participations dans des sociétés étrangères ⁽³⁾	-	-	-	0	0
Total global	-	-	-	1157	1118

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination.

(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(4) Montant dans la monnaie locale avec indication de la devise et du taux de conversion en observation.

(5) Réserves et résultats consolidés hors part des tiers et CA consolidé du groupe.

	Prêts et avances consentis non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice	Observations
	777	150	-	-	-	-
	-	-	11	16	5	-
	118	47	476	87	21	-
		-	1 412	50	40	-
	73	2	1 219	18	85	-
	253	9	2 546	(23)		-
	0	-	340	7	10	-
	0	-	143	1	1	-
	0	-	425	6	17	-
	-	-	-	(0)	-	-
	-	-	18	3	-	-
	0	-	429	16	16	-
	36	-	-	(1)	-	-
	74	-	20	7	-	1 CHF = 0,887390
	-	-	-	69	57	1 CHF = 0,887390
	112	87	294	140	63	1 HKD = 0,111514
		5	26	0	-	-
	105	-	0	(11)	-	1 CHF = 0,887390
	7	-	225	(94)	-	-
	-	-	-	-	-	-
	9	-	-	-	-	-
	9	-	-	-	2	-
	-	-	-	-	0	-
	0	-	-	-	0	-
	0	-	-	-	0	-
	786	-	-	-	-	-



Shared **innovation**